

149 VOIX POUR  
SUR SEULEMENT 12 CONTRE  
**L'AG de l'ONU**  
**exige un**  
**cessez-le-feu**  
**immédiat**

# Le Courrier

L'INFORMATION AU QUOTIDIEN d'Algérie

Quotidien national d'information - Prix Algérie 10 DA - France 1 Euro  
P2 Vendredi 13 - samedi 14 juin 2025 - www.lecourrier-dalgerie.com - N°6467 - 22<sup>e</sup> année

**L'IRAN PROMET D'INFLIGER À L'ENNEMI UNE PUNITION  
SEVÈRE ET EXEMPLAIRE**

# Odieuse agression sioniste !

*L'occupation sioniste a violé l'intégrité territoriale et la souveraineté de l'Iran en entraînant la mort de dizaines de serviteurs de la patrie, de défenseurs de l'honneur national, de savants et d'innocents.*

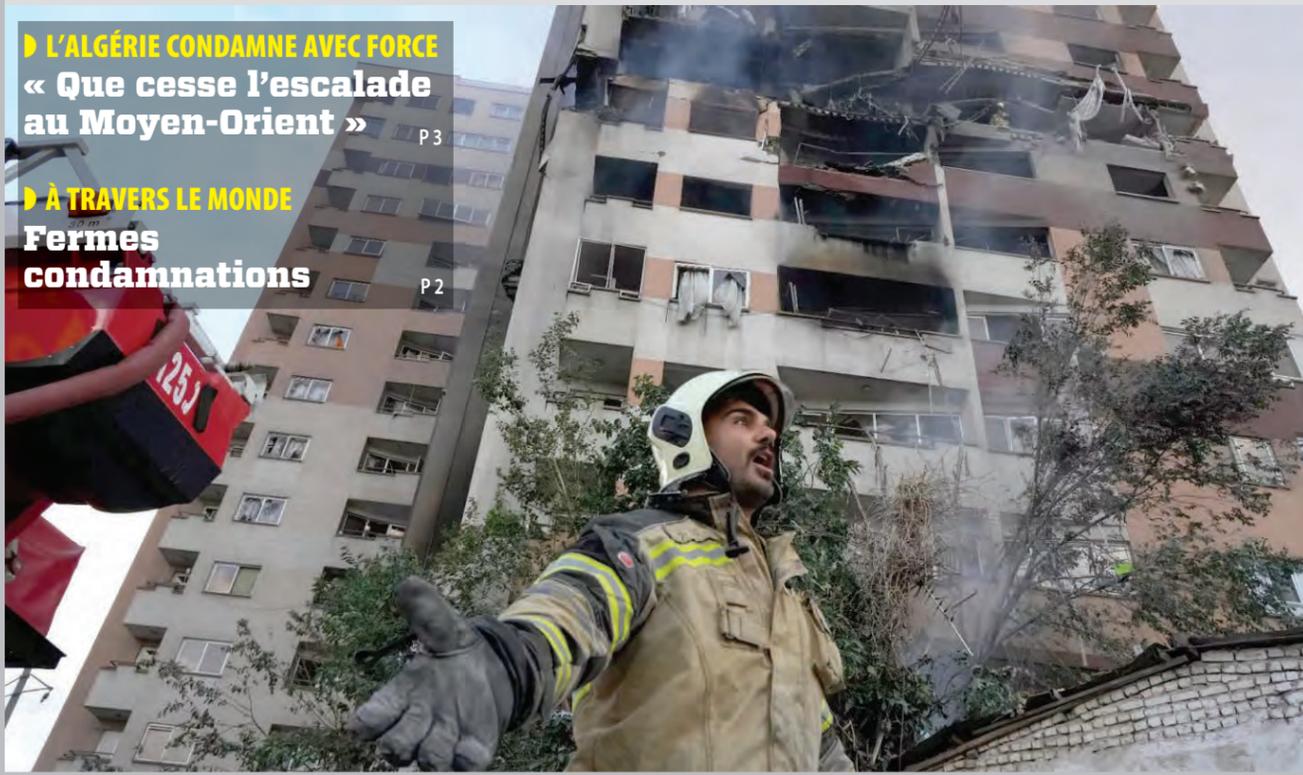
LIRE EN PAGE 3

► **L'ALGÉRIE CONDAMNE AVEC FORCE**  
**« Que cesse l'escalade  
au Moyen-Orient »**

P3

► **À TRAVERS LE MONDE**  
**Fermes  
condamnations**

P2



Ph : Archives

LE BILLET



**Pourquoi  
Rima Hassan  
dérange  
Kamel Daoud**

P3

**DÉBUT DE LA CAMPAGNE  
MOISSON-BATTAGE**



**« En finir avec  
l'importation  
du blé dur  
et de l'orge »**

P8

**BAC 2025**

**Coup d'envoi  
des épreuves  
demain**

P7

**PRÉSERVATION DU LEGS  
CIVILISATIONNEL  
ET CULTUREL NATIONAL**

**Meziane met  
en avant le rôle  
des médias**

P7

**LES COURSES EN DIRECT**

**HIPPODROME BAZER SEKHRA-  
EL-EULMA, CET APRÈS-MIDI À 16H00**

**Une épreuve  
à sensation  
forte**

P21

**L'ÉDITO**

L'impunité dont semble bénéficier l'État hébreu est tout aussi inacceptable qu'inexplicable. Après plus de 600 jours de bombardements intenses, ciblant principalement les enfants et les femmes de Ghaza, c'est au tour de l'Iran d'être attaquée par l'armée sioniste. À Ghaza, le dernier bilan, publié jeudi dernier, a atteint 55.207 martyrs et 127.821 blessés. À Téhéran, c'est plus les conséquences planétaires qui inquiètent. Tout le monde sait que l'Iran était dans le viseur de Tel-Aviv. Mais comme pour Ghaza et la Palestine en général, la communauté internationale semble vassalisée. Elle n'ose aucune critique. Elle est complètement prostrée. Le 4 juin dernier, une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU qui devait exiger un cessez-le-feu immédiat à Ghaza et la levée immédiate de toutes les restrictions sur l'aide humanitaire, a fait l'objet du veto des États-Unis. Quand Israël cible les enfants et les femmes, ce n'est pas par hasard. C'est une extermination durable qui est planifiée. Même son insistance à distribuer, en lieu et place de l'URNWA, la nourriture aux rescapés palestiniens fait partie de

## Israël veut embraser le monde

son plan d'éradication des palestiniens. Personne n'a demandé d'analyser les produits qu'Israël distribue à la population palestinienne. Pour savoir ce que ces produits contiennent réellement. L'arme alimentaire peut provoquer la stérilité ou la mort à terme. S'agissant d'un État qui a prouvé la profondeur insondable de sa haine envers un peuple qu'il martyrise, par tous les moyens, depuis 77 ans, rien n'est impossible. Ceci dit, rien ni personne ne semble être en mesure d'arrêter le monstre sioniste dans ses excès monstrueux. L'Assemblée générale de l'ONU, dans sa 10<sup>ème</sup> session extraordinaire d'urgence, a approuvé, jeudi dernier, « une résolution exigeant un cessez-le-feu à Gaza et la garantie que l'aide parvienne immédiatement et en

quantité suffisante à la population civile palestinienne ». Encore une résolution qui va rejoindre, dans les tiroirs, les 229 autres adoptées contre Israël et inappliquées depuis 1948. Mardi prochain et jusqu'au 20 juin prochain devait se tenir à New-York la Conférence de haut niveau sur la résolution pacifique de la question palestinienne. Avec l'attaque de l'Iran, rien n'est moins sûr. Mais pas plus tard qu'hier, devait se tenir à Paris « l'appel pour la solution à deux États, la paix et la sécurité régionale ». En lieu et place, Macron affirme qu'en attaquant l'Iran, « Israël a le droit de se défendre ». Israël faisant fi du verbiage des uns et des autres, a lancé ses drones, dans la nuit de jeudi à vendredi dernier, contre l'Iran. Il semble que les États-Unis y sont opposés. L'Iran a promis « une riposte sans limites ». Cette attaque, en plus de détourner les regards sur les massacres à Ghaza, entraîne le monde vers une troisième Guerre mondiale. Moralité, Israël ne vise pas les seuls palestiniens, ni même les seuls arabes, mais l'humanité toute entière. Que faut-il de plus à cette humanité pour se réveiller et braver le danger, tous les dangers, pour se protéger ?

Zouhir Mebarki

ATTAQUES SIONISTES CONTRE L'IRAN

# Fermes condamnations en Iran et à travers le monde

Les forces sionistes ont mené, vendredi matin, une série d'attaques contre des positions civiles et militaires en Iran, faisant une cinquantaine de blessés.

Des agressions face auxquelles les responsables iraniens n'ont pas tardé à réagir, avant que des condamnations par d'autres pays de la région et à travers le monde ne se suivent, qualifiant, ces attaques par « actes terroristes ». Ainsi, le ministère iranien des Affaires étrangères a qualifié les attaques de l'armée sioniste contre plusieurs positions civiles iraniennes « de violation flagrante des chartes onusiennes et une agression manifeste contre l'intégrité territoriale et la souveraineté du pays », affirmant que « l'Iran y ripostera par tous les moyens nécessaires ». « L'Iran, a été injustement la cible de l'agression d'un régime criminel et malfaisant. L'occupation sioniste, dans la nuit du vendredi, a violé l'intégrité territoriale et la souveraineté nationale de l'Iran, en attaquant notamment plusieurs zones résidentielles à Téhéran, ainsi que d'autres villes du pays. Ces frappes ont entraîné la mort de certains de plusieurs serveurs de la patrie, défenseurs de l'honneur national, de la science et de la technologie, ainsi que de nombreux innocents », a écrit la diplomatie iranienne dans un message repris hier par l'agence de presse iranienne Irna. « Les attaques de l'entité sioniste contre l'Iran constituent une violation de l'article 2, paragraphe 4 de la Charte des Nations unies et un acte d'agression manifeste contre la République islamique d'Iran », a ajouté le ministère, notant que « conformément à l'article 51 de la Charte, l'Iran dispose du droit légal et légitime de riposter à cette agression, par tous les moyens qu'il jugera nécessaires, et ses forces armées ne manqueront pas d'agir avec force et détermination pour



défendre la nation ».

## LE MESSAGE DE L'AYATOLLAH SEYYED ALI KHAMENEI :

Suite à cette attaque, le Guide suprême de la Révolution islamique, l'Ayatollah Seyyed Ali Khamenei, a adressé un message à la nation iranienne. En voici le texte : « Noble nation d'Iran ! Le régime sioniste, en commettant un crime aux premières heures de ce matin, a une fois de plus révélé sa nature vile et corrompue. En s'en prenant à des zones résidentielles, il a exposé davantage encore la perversité de ses intentions. Ce régime doit s'attendre à une punition sévère. La main puissante des forces armées de la République islamique, ne le laissera pas impuni. Dans cette attaque de l'ennemi, plusieurs commandants et scientifiques ont été tués en martyr. Leurs successeurs et collègues poursuivront immédiatement leur mission. Par cet acte odieux, le régime sioniste s'est destiné à un avenir sombre et douloureux, qu'il ne manquera pas de rencontrer ».

## L'IRAN PROMET « UNE PUNITION SÉVÈRE ET EXEMPLAIRE À L'ENNEMI SIONISTE »

Le président de la République islamique d'Iran (RII), Massoud Pez-

shekian, suite au crime commis par le régime sioniste à l'aube de vendredi 13 juin (hier NDLR), a souligné que la réponse légitime et puissante de la République islamique d'Iran fera regretter à l'ennemi son acte stupide. Il a déclaré : « Aujourd'hui plus que jamais, la nation iranienne a besoin d'unité, de confiance, d'empathie et de consensus. Et grâce à Dieu, elle apportera une réponse ferme, sage et forte au crime du régime d'occupation, animé d'un esprit si brave et précieus. Le message stipule : Cet acte barbare, contraire à toutes les obligations internationales, confirme la nature criminelle du régime sioniste illégitime, qui a fondé son existence sur l'occupation, l'agression et l'infanticide. « L'attaque d'agression à l'aube de ce vendredi a prouvé au monde entier la légitimité de l'affirmation de longue date de la République islamique d'Iran selon laquelle l'agression et le crime sont dans la nature du régime d'Occupation sioniste ». « Bien entendu, la nation iranienne et ses responsables ne resteront pas silencieux face à ce crime, et la riposte légitime et vigoureuse de la République islamique d'Iran fera regretter à l'ennemi son acte insensé ». Le président Pezeshkian a souligné : « De même que la République islamique

a déployé tous les efforts possibles pour la paix et la tranquillité dans le monde et dans la région, et a démontré sa pleine disponibilité à des négociations à long terme et à l'instauration d'un climat de confiance pour le monde, en faveur du rétablissement de la paix, elle agira également avec détermination face à l'agression et pour la légitime défense de son intégrité territoriale ».

## LE MINISTÈRE DE LA DÉFENSE PRÊT À INFLIGER UNE PUNITION SÉVÈRE À L'ENNEMI SIONISTE

Les forces armées de la République islamique d'Iran, conformément aux ordres du Commandant en chef des forces armées et avec le soutien du peuple, sont prêtes à infliger une punition sévère et exemplaire à l'entité sioniste », a souligné hier le ministère dans un communiqué. « À travers cet acte barbare, contraire à toutes les lois internationales, un groupe de civils innocents, dont des femmes et des enfants, ainsi que plusieurs commandants des forces armées et des scientifiques de notre pays sont tombés en martyrs. Ce régime infanticide a ainsi révélé une fois de plus sa nature maléfique », a ajouté le ministère, présentant ses condoléances au peuple iranien et aux

familles des victimes.

## LA RUSSIE « PRÉOCCUPÉE » ET « CONDAMNE » L'ESCALADE DES TENSIONS

« La Russie est préoccupée et condamne la forte escalade des tensions », a déclaré le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov, cité par des médias locaux, précisant que le président Vladimir Poutine était « informé en temps réel » des événements. De son côté le président de la Commission parlementaire aux Affaires internationales, Léonid Sloutski a averti qu'« une guerre totale entre l'Iran et l'entité sioniste pourrait embraser tout le Proche-Orient et déboucher sur une Troisième Guerre mondiale », s'est-il inquiété.

## LA CHINE MET EN GARDE CONTRE DE « GRAVES CONSÉQUENCES » APRÈS CES FRAPPES

De son côté, la Chine a mis en garde hier contre d'éventuelles « conséquences graves » à la suite des frappes sionistes contre l'Iran, s'opposant à toute atteinte à la souveraineté, à la sécurité et à l'intégrité territoriale du pays. Lors d'un point de presse, le porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, Lin Jian, a exprimé la « profonde inquiétude » de Pékin face à ces attaques. « La Chine est profondément préoccupée par les graves conséquences potentielles de ces actions. Elle s'oppose à toute violation de la souveraineté, de la sécurité et de l'intégrité territoriale de l'Iran, ainsi qu'à toute initiative qui intensifie les tensions et élargit le conflit », a-t-il déclaré. Lin a ajouté qu'une nouvelle escalade régionale ne servirait les intérêts d'aucune des parties et a exhorté tous les acteurs à « œuvrer davantage pour la paix et la stabilité régionales » et à éviter toute montée des tensions. « La Chine est disposée à jouer un rôle constructif pour contribuer à une désescalade de la situation », a-t-il conclu.

Ania N.

149 VOIX POUR, SEULEMENT 12 CONTRE

## L'AG de l'ONU exige un cessez-le-feu immédiat

Dans un tournant diplomatique majeur, l'Assemblée générale des Nations unies a adopté, jeudi, à une écrasante majorité, une résolution historique exigeant un cessez-le-feu immédiat, permanent et inconditionnel à Gaza, ainsi qu'un accès humanitaire massif et sans entrave pour la population palestinienne. Ce vote intervient après l'échec du Conseil de sécurité à faire adopter une résolution similaire, en raison du veto américain. Présentée par l'Espagne au nom de l'Union européenne, en coordination avec la délégation palestinienne et plusieurs États, la résolution a recueilli 149 voix pour, 12 contre et 19 abstentions. Elle reflète un large consensus international en faveur de la fin de l'agression israélienne qui dure depuis plus de 20 mois dans la bande de Gaza, au prix de dizaines de milliers de victimes et d'un désastre humanitaire qualifié d'"insoutenable" par les agences onusiennes.

### UN TEXTE FORT AU SERVICE DU DROIT INTERNATIONAL

Intitulée « Situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne », la résolution exige notamment la cessation immédiate des hostilités ; la levée du blocus imposé par l'entité sioniste ; l'ouverture de tous les points de passage pour l'acheminement d'une aide humanitaire "en quantité suffisante" ; la libération de tous les otages ; la condamnation explicite de l'usage de la famine comme méthode de guerre ; la mise en

œuvre du principe de responsabilité via des mesures contraignantes contre l'entité sioniste. Le texte engage également les États membres à prendre individuellement et collectivement toutes les mesures nécessaires pour s'assurer que l'occupant respecte ses obligations en matière de droit international humanitaire.

### UNE RÉPONSE AU BLOCAGE DIPLOMATIQUE

Le vote intervient alors que le Conseil de sécurité est paralysé depuis plusieurs mois, en raison du soutien inconditionnel de Washington à Tel-Aviv. Pour contourner cette impasse, les États membres se sont tournés vers l'Assemblée générale, dans le cadre de sa dixième session extraordinaire d'urgence qui reste ouverte "tant que durera la crise". La résolution s'inscrit dans un contexte d'aggravation extrême des conditions de vie à Gaza, où les populations civiles font face à une crise humanitaire sans précédent : pénuries de nourriture, effondrement des infrastructures médicales, bombardements intensifs, déplacements massifs et violations systématiques du droit international.

### PLAIDOYER POIGNANT ET CRITIQUES VIRULENTES

Prenant la parole à l'issue du vote, l'ambassadeur palestinien auprès de l'ONU, Riyad Mansour, a qualifié cette journée de "614e jour de massacres", dénonçant l'inaction de la

communauté internationale face aux crimes de guerre commis contre le peuple palestinien. Il a exhorté les États à traduire cette résolution en actions concrètes, incluant l'arrêt de toute livraison d'armes à Israël, des sanctions internationales et la fin de l'impunité. « Il est temps de dire : assez de massacres, assez de famine, assez de déplacements forcés. Le peuple palestinien a droit à la liberté, à la dignité, à la justice », a-t-il lancé devant une Assemblée émue.

### SOUTIENS INTERNATIONAUX ET OPPOSITIONS PRÉVISIBLES

De nombreuses voix se sont élevées pour saluer cette résolution, notamment celles de la Russie, du Canada, de l'Irak, de la Tunisie, de la Libye et de plusieurs pays du Sud. Le Koweït, au nom du Conseil de coopération du Golfe, a appelé à soutenir l'UNRWA et à poursuivre Israël pour ses crimes, tandis que le Yémen, au nom du groupe arabe, a exigé la fin de l'occupation, la reconnaissance de l'État de Palestine à part entière, et la protection internationale du peuple palestinien. À l'inverse, les États-Unis, Israël, l'Argentine et quelques îles du Pacifique ont voté contre. Le représentant israélien, Dany Danon, a dénoncé une "résolution soumise à la volonté du Hamas", rejetant tout cessez-le-feu sans la libération complète des otages israéliens, et accusant la résistance palestinienne de détourner l'aide humanitaire.

### PÉKIN EN SOUTIEN À GHAZA

Dans une intervention remarquée, le représentant chinois, Fu Cong, a estimé qu'il était inacceptable de laisser "des civils innocents mourir chaque jour", tout en dénonçant "la dégradation du multilatéralisme". Il a exigé que l'entité occupante respecte pleinement ses obligations internationales, lève immédiatement le blocus et facilite l'acheminement total de l'aide. La Chine a réitéré son soutien aux agences onusiennes, notamment l'UNRWA.

### CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR LA PALESTINE EN PERSPECTIVE

Ce vote intervient à quelques jours d'une conférence internationale à l'ONU sur la question palestinienne, et il pourrait servir de socle à une nouvelle dynamique diplomatique pour relancer les négociations, en particulier autour de la solution à deux États sur la base des frontières de 1967, avec ElQods comme capitale d'un État palestinien indépendant. En conclusion, cette résolution, bien qu'elle ne soit pas juridiquement contraignante, met une pression politique et morale croissante sur Israël et ses alliés, tout en affirmant une volonté collective de la communauté internationale de mettre fin à l'agression et d'instaurer une paix juste et durable. La balle est désormais dans le camp des États membres pour transformer ce texte en réalité concrète sur le terrain.

M. Seghilani

L'IRAN PROMET D'INFLIGER À L'ENNEMI UNE PUNITION SEVÈRE ET EXEMPLAIRE

# Odieuse agression sioniste !

*L'occupation sioniste a violé l'intégrité territoriale et la souveraineté de l'Iran en entraînant la mort de dizaines de serviteurs de la patrie, de défenseurs de l'honneur national, de savants et d'innocents.*

L'entité sioniste, appuyée par les États-Unis et d'autres pays occidentaux, à travers l'indécrot « droit de se défendre », confirme sa fuite en avant, démentielle, qui l'a mise en dehors du droit international sans lui permettre d'affronter, encore moins les résoudre, les problèmes posés par sa crise existentielle depuis sa création en 1948.

Dans sa démarche irréfutable, le régime sioniste infanticide vient d'enregistrer sur la longue liste de ses crimes, un nouvel acte barbare, en s'attaquant, vendredi, à des positions civiles et militaires en Iran. "L'occupation sioniste, dans la nuit du vendredi, a violé l'intégrité territoriale et la souveraineté nationale de l'Iran, en attaquant notamment plusieurs zones résidentielles à Téhéran, ainsi que d'autres villes du pays et des sites nucléaires et militaires. Ces frappes ont entraîné la mort de plusieurs serviteurs de la patrie, défenseurs de l'honneur national, de la science et de la technologie, ainsi que de nombreux innocents", a fait savoir la diplomatie iranienne dans un message repris vendredi par l'agence de presse iranienne Irna.

Le ministère iranien de la Défense nationale a fait savoir qu'« un groupe de civils innocents, dont des femmes et des enfants, ainsi que plu-



sieurs commandants des forces armées et des scientifiques de notre pays sont tombés en martyrs dans cette agression sioniste ». De source iranienne, il y a eu plus de 80 tués et des dizaines de blessés dans les attaques en plusieurs points du territoire iranien qui se poursuivaient encore dans la journée d'hier. Mais l'agression n'a pas eu d'effet sur le développement du programme nucléaire iranien, ont précisé les responsables de ce programme. Les États-Unis ont confirmé leur complicité par la voix du président Donald Trump qui a dit à la chaîne Fox news avoir été prévenu des frappes sionistes. Pour frapper l'Iran, l'armée sioniste a violé l'espace aérien de l'Irak affaibli depuis son occupation militaire par les États-Unis. Le président américain a assuré que les États-Unis étaient prêts à se défendre et à défendre l'entité sioniste si l'Iran ripostait. Ce qui paraît inévitable.

## « INFLIGER UNE PUNITION SEVÈRE ET EXEMPLAIRE À L'ENNEMI »

Le ministère iranien de la Défense a immédiatement annoncé la riposte à venir :

"les forces armées de la République islamique d'Iran, conformément aux ordres du Commandant en chef des forces armées et avec le soutien du peuple, sont prêtes à infliger une punition sévère et exemplaire à l'entité sioniste", selon un communiqué repris par l'agence de presse iranienne Irna.

La réponse de l'Iran est venue d'abord de son peuple qui est sorti dans les rues pour exiger une réponse ferme pour enracer sa souveraineté et sa sécurité face à l'entité sioniste qui dispose de l'arme nucléaire.

L'ensemble de la classe politique en Iran appellent à cette riposte. De son côté, le ministère iranien des Affaires étrangères, qualifiant les attaques de l'armée sioniste, dans la nuit de vendredi, contre plusieurs positions civiles iraniennes "de violation flagrante des chartes onusiennes et une agression manifeste contre l'intégrité territoriale et la souveraineté du pays", a affirmé que "l'Iran y ripostera par tous les moyens nécessaires".

Ali Larijani, conseiller politique principal du Guide suprême de la Révolution isla-

mique et de la République islamique, a menacé les Américains de leur punition pour leurs actes. Dans un message adressé au peuple iranien, le Guide suprême de la Révolution islamique et de la République islamique, Sayyed Ali Khameneï, a affirmé que « l'ennemi israélien, après son agression contre l'Iran, s'est préparé un sort amer et douloureux qu'il subira inévitablement ».

Dans ce sens, la nomination de nouveaux responsables iraniens n'a pas tardé en remplacement de ceux qui ont été tués. Ali Khameneï a nommé l'ancien commandant de l'armée comme nouveau chef d'état-major des forces armées iraniennes et le général Mohammad Pakpour comme nouveau chef du Corps des gardiens de la révolution islamique (CGRI) et le général de brigade Abderrahim Moussaoui, comme nouveau commandant en chef du Corps des gardiens de la révolution islamique, ont rapporté des médias iraniens. L'Iran est conforté par la position des pays de la région qui ont condamné l'agression sioniste.

M'hamed Rebah

L'ALGERIE CONDAMNE AVEC FORCE LES ATTAQUES MILITAIRES SIONISTES CONTRE L'IRAN

## « Que cesse l'escalade au Moyen-Orient »

L'Algérie n'a cessé, depuis la guerre déclarée au peuple palestinien en octobre 2023, de mettre en garde la communauté internationale contre les desseins diaboliques de l'entité sioniste. Une entité terroriste qui cherche à implanter ses colonies au-delà des territoires palestiniens occupés, quitte à provoquer un embrasement dans tout le Moyen-Orient.

La République islamique d'Iran a été odieusement et violemment agressée par l'entité sioniste qui a fait usage d'une flotte de pas moins de 200 avions de chasse ayant fait des dizaines de morts parmi les responsables et les civils iraniens. Les Iraniens se sont ainsi réveillés ce vendredi à l'aube sur d'intenses bombardements opérés par l'aviation israélienne qui n'ont épargné ni infrastructure ni les populations. Cette attaque d'ampleur est inédite depuis une première agression de l'Iran, opérée dans le

contexte de la guerre contre Ghaza, en octobre 2024. Ainsi, réagissant énergiquement à cette nouvelle et dangereuse escalade qui n'augure rien de bon pour toute la région du Moyen-Orient, l'Algérie a condamné « avec force » les attaques militaires menées par l'entité sioniste contre la République islamique d'Iran, exprimant sa solidarité avec les Iraniens suite à cette « odieuse » agression en « violation flagrante » de la charte des Nations Unies, a indiqué hier un communiqué du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger.

« L'Algérie condamne avec force et dénonce avec fermeté les attaques militaires menées à nouveau par l'armée d'occupation israélienne contre la République islamique d'Iran, tout en exprimant sa solidarité avec les frères en Iran suite à cette odieuse agression qui constitue une atteinte éhontée à la sou-

veraineté de leur pays et une violation flagrante de la charte des Nations unies et des principes du droit international », lit-on dans le communiqué.

L'Algérie a également rappelé « la responsabilité qui incombe à la communauté internationale pour réfréner l'occupation israélienne et faire cesser son escalade multiforme et tous azimuts au Moyen-Orient, une région plongée par cette occupation dans une infinie spirale d'insécurité et d'instabilité », selon le communiqué.

Il convient de rappeler qu'en septembre 2024, soit dans le contexte de l'invasion des forces sionistes au Liban, puis en Syrie, l'Algérie a, par la voix du chef de la diplomatie nationale, Ahmed Attaf, au niveau du Conseil de sécurité à l'ONU, mis en garde contre l'extension de l'entité sioniste qui cherchait à établir son « Grand Israël ».

F. G.

LE BILLET

## Pourquoi Rima Hassan dérange Kamel Daoud

L'écrivain algéro-français Kamel Daoud a, dans une chronique com- mise jeudi dans le magazine Le Point, s'en est pris à la militante et eurodéputée franco-palestinienne Rima Hassan. Pourquoi spécialement elle, alors qu'elle était parmi plusieurs autres militants de diverses nationalités ? Heureusement que Rima Hassan n'était pas seule à embarquer dans le voilier « Madleen » de la Flottille de la liberté, cette initiative louable qui cherchait à briser le blocus israélien à Ghaza. Courageux, comme elle, d'autres militants français, espagnols, allemands, suédois, turcs, brésiliens, néerlandais-ils n'ont pas forcément le sang palestinien ou arabe- ont participé à cette mission humanitaire à haut risque. Et pourtant, des voix malintentionnées ont été promptes à dénigrer les initiateurs de cette action qui se sont distingués par leur courage et leur dignité au milieu d'un monde de lâches qui applaudissent le bourreau et achèvent leur victime. Ainsi, nous assistons depuis le lancement de la Flottille de la liberté à une campagne de dénigrement féroce qui a singulièrement visé la personne de Rima Hassan. Cette militante, à l'instar de millions d'autres voix à travers le monde libre, qui respire la Palestine et ne cesse de dénoncer la faucheuse sioniste qui continue son génocide en Palestine occupée. Rima Hassan est sciemment présentée sous la chapelle de son parti, La France insoumise, un alibi pour l'accuser d'exploiter politiquement la question palestinienne. Dans une tentative désespérée de dissuader les militants de mener à bout leur action, les médias français mainstream ont adopté une seule et même approche consistant à ridiculiser cette traversée en la qualifiant de « La croisière s'amuse », allusion à une série de télévision américaine. Sauf que, le procédé n'a pas marché et le but recherché n'a pas eu l'effet escompté. Bien au contraire, Rima Hassan et ses compagnons ont réussi à mettre davantage à nu la nature criminelle de l'entité sioniste. Non seulement les militants à bord du navire « Madleen » ont été arrêtés dans leur « marche » vers Ghaza, mais ils étaient séquestrés et malmenés des heures durant. Au mépris des lois internationales. Dans ce capharnaüm de critiques, le chroniqueur du Point s'est distingué par une violence et une lâcheté inouïes. Dans son écrit mis sous le titre « Que vaut une victime non gazaouie ? », Daoud a tenté de détourner l'attention de l'opinion sur l'essentiel, à savoir briser le blocus à Ghaza et montrer au grand jour la politique génocidaire de l'entité sioniste. Il a ainsi « accusé » Rima Hassan d'exploiter la cause palestinienne et d'accorder « trop » d'importance aux Ghazaouis et qu'elle aurait pu « s'intéresser » à d'autres « sujets » comme les migrants que le voilier humanitaire venait de secourir dans le large. Or, Daoud, héraut du narratif colonial et de la rhétorique de l'antisémitisme chers à ses maîtres français et sionistes, n'est pas sans savoir que Rima Hassan est une Palestinienne qui s'assume. Une « fehla » (femme courageuse et digne en arabe algérien) qui défend les siens et défend une cause juste épousée par tous les peuples libres du monde. Sinon, comment expliquer que celui qui se s'apitoie sur son sort, celui d'être taxé de « mauvais arabe » ne cible, de ses critiques, qu'une Palestinienne et Arabe parmi d'autres nationalités que ces « bons européens », pourtant, tous embarqués à bord du voilier « Madleen » ? En tout cas, Rima Hassan a eu le courage franchir les frontières de la France, au péril même de sa vie... Personne n'exige de Daoud de faire de même et ni encore moins d'être courageux. Mais il n'a pas à s'en prendre d'une façon aussi lâche à une brave militante palestinienne.

Farid Guellil

## DES MILLIERS DE MILITANTS DÉTERMINÉS À BRISER LE BLOCUS MALGRÉS LE OBSTACLES DU CAIRE

# Marche mondiale vers Ghaza

Une mobilisation citoyenne internationale sans précédent est en train de prendre forme. Des milliers de personnes – militants, médecins, journalistes, parlementaires, artistes, défenseurs des droits humains et simples citoyens – convergent actuellement vers l'Égypte en provenance des cinq continents. Leur objectif commun : participer à une vaste caravane humanitaire baptisée « *March to Ghaza* », qui prévoit un rassemblement d'envergure au Caire demain, avant de parcourir les 350 kilomètres menant au poste frontière de Rafah, dans l'espoir de faire parvenir une aide d'urgence à la population palestinienne assiégée de Ghaza.

Ce mouvement citoyen mondial entend briser le silence et faire pression sur la communauté internationale pour mettre fin au blocus imposé par Israël, responsable d'une crise humanitaire majeure dans l'enclave palestinienne. Plus de deux millions de personnes y vivent actuellement sans accès régulier à la nourriture, à l'eau potable ou aux médicaments, dans un contexte de destructions massives provoquées par les bombardements israéliens. « Nous ne portons pas d'armes, seulement de la nourriture et de l'espoir », a déclaré l'un des coordinateurs de l'initiative. « Nous venons dire au monde que Ghaza n'est pas seule ». Composée de citoyens de différentes nationalités – européens, arabes, africains, asiatiques et américains – la caravane compte dans ses rangs des personnalités politiques, des ONG, des professionnels de santé, ainsi que de nombreux anonymes déterminés à agir face à l'inaction des gouvernements. Tous s'engagent dans un acte de solidarité humaine et universelle, en affirmant leur attachement au droit international humanitaire et au droit des peuples à vivre libres et dignement. Cependant, la réussite de cette initiative reste incertaine. Les autorités égyptiennes n'ont pas encore officiellement autorisé le passage de la caravane vers le poste frontière de Rafah.

### DES TENSIONS INTERNES ÉMERGENT :

tandis que plusieurs partis d'opposition et mouvements citoyens en Égypte appellent le gouvernement à faciliter l'acheminement de l'aide, les partis pro-gouvernementaux affirment que de telles actions pourraient constituer un risque pour la sécurité nationale. La société civile égyptienne, de son côté, ne reste pas silencieuse. Des coalitions de gauche et des mouvements démocratiques appellent à soutenir les participants et à organiser des conférences, campagnes médiatiques et actions de terrain pour attirer l'attention sur cette initiative solidaire. Plusieurs partis prévoient également d'accueillir les membres de la caravane à leur arrivée dans la péninsule du Sinaï, à proximité du tunnel « *Tahya Misr* » menant vers Rafah. Face aux entraves potentielles, les organisateurs insistent sur le caractère purement pacifique



É. : DR

et humanitaire de leur action. Ils refusent toute instrumentalisation politique, affirmant leur volonté de collaborer avec les autorités égyptiennes dans le respect des lois et des procédures. Pourtant, selon plusieurs sources, les services de sécurité égyptiens ont intensifié les contrôles et mis en garde contre les initiatives jugées « non coordonnées », tandis que le ministère des Affaires étrangères a réaffirmé la nécessité d'obtenir des autorisations officielles pour tout mouvement vers la zone frontalière. Malgré les incertitudes et les obstacles, les participants de « *March to Ghaza* » restent déterminés. Ils espèrent que leur mobilisation collective permettra non seulement d'acheminer une aide indispensable aux Palestiniens de Ghaza, mais aussi de faire entendre une voix de solidarité globale, au moment où les institutions internationales peinent à faire respecter le droit humanitaire face aux violations répétées commises contre le peuple palestinien.

### L'ESPOIR D'UN PASSAGE PAR RAFAH FREINÉ PAR L'ÉGYPTÉ

Toutefois, ce mouvement de solidarité est confronté à un sérieux défi : les autorités égyptiennes n'ont, à ce jour, toujours pas confirmé l'autorisation de passage de la caravane par le poste frontalier de

Rafah. En Égypte, les réactions sont divisées. Alors que des partis de l'opposition appellent à laisser passer la caravane, les autorités et les formations politiques pro-gouvernementales expriment des réserves, invoquant des impératifs de sécurité nationale. Le ministère égyptien des Affaires étrangères a exigé que les délégations étrangères souhaitant se rendre dans la zone frontalière obtiennent au préalable des autorisations officielles. Ce durcissement réglementaire est interprété comme une volonté de contrôler strictement l'acheminement des aides, certains cercles proches du pouvoir accusant même les organisateurs de vouloir « instrumentaliser l'aide humanitaire à des fins politiques ou médiatiques ». Le parti d'Ibrahim El-Arjani, entrepreneur bédouin influent et fondateur du Parti du Front National, a publiquement soutenu la ligne du gouvernement, en affirmant que « le respect de la souveraineté de l'État et la sécurité du peuple égyptien priment sur tout » et en dénonçant toute tentative de pression internationale.

### UNE OPPOSITION MOBILISÉE : SOLIDARITÉ SANS ÉQUIVOQUE

Face à cette fermeture implicite, plusieurs partis et mouvements de l'opposition démocratique se sont

réunis dans une coordination baptisée « *la mouvance civile démocratique* », appelant au contraire à faciliter l'entrée de la caravane sur le territoire égyptien. Talat Khalil, coordinateur de la mouvance, a révélé que la caravane terrestre, venue de Tunisie via la Libye, est actuellement en route vers l'Égypte. Il a indiqué que plusieurs personnalités publiques et chefs de partis se préparent à accueillir la caravane à son arrivée au tunnel « *Tahya Misr* », dans le gouvernorat d'Ismaïlia, avant son acheminement vers Rafah. Dans la même dynamique, le Front populaire pour la justice sociale, réunissant plusieurs partis de gauche et formations nassériennes, a publié un communiqué fort : « Cette caravane représente la conscience humaine face à l'horreur. Elle incarne la volonté populaire internationale de briser le blocus inhumain sur Ghaza et de réveiller les peuples arabes de leur silence complice ». Le Front prévoit d'ailleurs une série de conférences à travers l'Égypte, à commencer par un premier grand rassemblement au siège du Parti de la Dignité au Caire, le lundi 16 juin à 18h30. Un appel à une campagne médiatique de grande envergure a également été lancé, avec des efforts coordonnés pour mobiliser les réseaux sociaux, les plateformes médiatiques, et sensibiliser l'opinion publique internationale à la gravité de la situation à Ghaza.

### LE DILEMME ÉGYPTIEN : ENTRE DIPLOMATIE ET SÉCURITÉ

Le porte-parole de l'État égyptien, Diah Rashwan, a rappelé que l'Égypte avait organisé au total 20 visites de journalistes étrangers dans la région frontalière depuis octobre 2023, dans le cadre de protocoles rigoureux.

Il a affirmé que toute demande de visite doit passer par les canaux diplomatiques officiels, et que la situation sur le terrain est extrêmement complexe. Rashwan a également évoqué la destruction complète du côté palestinien du poste

frontière de Rafah, devenu impraticable : « Le passage est désormais constitué de cratères et de ruines. Aucun déplacement à pied n'est possible ». Il a insisté sur le fait que l'Égypte est la seule voie humanitaire encore fonctionnelle vers Ghaza, Israël disposant de cinq autres points d'accès qu'il maintient fermés à l'aide humanitaire. Le discours gouvernemental se veut donc rationnel et légaliste, soulignant une posture diplomatique équilibrée, mais en pratique, la réticence à autoriser la caravane suscite de vives critiques, notamment de la part des forces progressistes arabes.

### UNE SOLIDARITÉ EUROPÉENNE QUI CONVERGE

En parallèle, une seconde caravane, venue d'Europe, a commencé à arriver au Caire. Composée de délégations européennes et arabes, dont des députés, des responsables de partis politiques et des associations de la société civile, cette initiative vise à renforcer la pression sur les décideurs égyptiens et à incarner une solidarité internationale élargie. L'enjeu dépasse désormais l'aide humanitaire : il s'agit d'un test pour la conscience du monde et pour la capacité de l'Égypte à se positionner clairement en faveur des droits du peuple palestinien, sans céder aux pressions sécuritaires internes ou aux équilibres géopolitiques régionaux. La « *Marche vers Ghaza* » constitue l'un des gestes de solidarité les plus puissants de ces dernières années, dans un contexte d'impasse diplomatique et de souffrances extrêmes dans l'enclave palestinienne. L'attitude que prendra Le Caire dans les heures à venir sera scrutée à l'échelle mondiale. Entre obstruction sécuritaire et exigence morale, l'Égypte joue une carte essentielle dans la bataille pour l'accès humanitaire à Ghaza. La caravane, elle, reste déterminée à porter le cri des sans-voix, et à rappeler que l'humanité ne peut rester passive face à un blocus qui tue.

M. Seghilani

L'EURODÉPUTÉE RIMA HASSAN À PARIS :

## « Merci pour tout ! On brisera le blocus »

De retour à Paris après avoir été arrêtée par les forces israéliennes alors qu'elle tentait de briser le blocus de Ghaza à bord du navire humanitaire *Madleen*, l'eurodéputée franco-palestinienne Rima Hassan a été accueillie en héroïne, jeudi soir, sur la Place de la République. « Merci pour tout ! On brisera le blocus. »

Rendez-vous vendredi pour l'arrivée de Yanis et Pascal, puis samedi grand rassemblement pour la Palestine ! "a-t-elle écrit sur son compte X (anciennement Twitter), appelant à poursuivre la mobilisation populaire. Devant une foule de soutiens rassemblée au cœur de la capitale française, où flottaient drapeaux palestiniens et pancartes appelant à la fin du siège imposé à Ghaza, Rima Hassan a pris la parole aux côtés de figures politiques de la gauche française, dont Jean-Luc Mélenchon, chef de file de La France Insoumise. Dans un discours chargé d'émotion et d'engagement, elle a rappelé le sens profond de leur action : « Le voyage de la "Madleen" était symbolique et humanitaire. Il visait à acheminer de l'aide vers Ghaza et à briser le blocus, politiquement et médiatiquement. »

### UN ARRAISONNEMENT DANS LES EAUX INTERNATIONALES

Le navire *Madleen*, transportant 12 militants venus de France, d'Allemagne, de Suède, du Brésil, de Turquie et des Pays-Bas – parmi lesquels Rima Hassan et la célèbre militante écologiste suédoise Greta Thunberg – a été intercepté en mer par la marine israélienne, lundi 9 juin. Selon les témoignages recueillis, l'intervention s'est déroulée dans les eaux internationales, ce qui constitue, pour plusieurs juristes et experts, une violation du droit maritime. « Israël ne s'est pas contentée de nous arrêter. Elle nous a enlevés dans les eaux internationales, retenus dans des

conditions humiliantes, et a tenté de nous faire signer un document affirmant que nous étions entrés illégalement sur son territoire – une manœuvre pour accélérer notre expulsion sans passer devant un juge », a dénoncé Rima Hassan.

### UN RETOUR SOUS TENSION

Le retour de la députée européenne n'a pas été de tout repos. Selon l'Agence France-Presse, le vol en provenance de Tel Aviv a été marqué par des tensions à bord, certains passagers ayant tenu des propos hostiles à son encontre. La situation a dégénéré au point que les services de sécurité ont dû la faire sortir par une issue secondaire à son arrivée à Paris, loin du circuit habituel, où ses partisans l'attendaient. La juriste italienne Francesca Albanese, rapporteuse spéciale de l'ONU sur la situation des droits humains dans les territoires palestiniens occupés, a qualifié l'interception du bateau de « totalement illégale », et dénoncé les « conditions punitives » infligées aux activistes pendant leur détention en Israël.

### LE SOUTIEN POPULAIRE GRANDIT EN FRANCE

La mobilisation autour de cette initiative ne cesse de prendre de l'ampleur. L'appel de Rima Hassan à un « grand rassemblement pour la Palestine » samedi à Paris promet d'attirer une foule importante.

Elle appelle également à accueillir les autres activistes encore en transit, notamment Yanis et Pascal, deux membres de l'équipage de la *Madleen* attendus vendredi. La campagne de solidarité avec la Palestine s'enracine profondément dans la société civile française, portée par des voix politiques, des ONG et de nombreux citoyens. Ce soutien s'inscrit dans un contexte où la guerre menée par Israël contre Ghaza continue

de provoquer l'indignation internationale, avec des bilans humains catastrophiques et un blocus considéré par de nombreux juristes comme un crime contre l'humanité. Du côté sioniste, les autorités continuent de défendre leur intervention. Le gouvernement affirme que cette initiative relevait d'un « coup médiatique provocateur » et assure qu'aucune tentative similaire ne sera tolérée à l'avenir.

Cette position israélienne, loin d'étouffer la contestation, semble au contraire renforcer la détermination des défenseurs des droits du peuple palestinien. La tentative de briser le blocus par voie maritime, bien que stoppée par la force, a réussi à remettre sur le devant de la scène internationale la question du siège de Ghaza, en vigueur depuis plus de 17 ans. Elle ravive également les souvenirs de la flottille de la liberté interceptée en 2010, qui avait suscité une onde de choc diplomatique.

Avec sa voix claire et ferme, Rima Hassan incarne aujourd'hui une nouvelle génération d'élus européens engagés pour les droits humains et la justice au Proche-Orient. Son action s'inscrit dans une dynamique plus large, où les initiatives citoyennes, les mobilisations de terrain et les interpellations politiques cherchent à briser l'impunité dont jouit Israël depuis des décennies. En appelant à « briser le blocus », elle fait écho à des milliers de voix qui, à travers le monde, réclament la fin de l'isolement de Ghaza, la levée des obstacles humanitaires, et la reconnaissance pleine et entière des droits du peuple palestinien. Le rendez-vous de samedi Place de la République s'annonce comme un temps fort de cette campagne pour la Palestine. Un moment où solidarité, résistance et espoir s'uniront une fois encore sur le pavé parisien.

M. S.

GUERRE, FAIM ET BLACKOUT TOTAL

# Ghaza au bord de l'abîme

*Au 88e jour après l'annonce du cessez le feu en mars dernier le génocide d'extermination mené par l'occupant sioniste contre la population palestinienne de Ghaza, les bombardements se sont intensifiés hier, tuant au moins 15 civils, dont plusieurs personnes affamées qui attendaient de l'aide humanitaire.*



PH. D. OR

Les frappes ont visé le centre et le nord de l'enclave assiégée, notamment dans les régions de Deir el-Balah, Gaza-ville, Jabalia et Khan Younés. Parmi les victimes figurent des Palestiniens qui espéraient récupérer de la nourriture distribuée par la soi-disant « Fondation humanitaire de Ghaza », une initiative conjointe israélo-américaine largement dénoncée pour sa gestion humiliante et dangereuse des aides. Dans un contexte où le blocus israélien a plongé l'ensemble du territoire dans une catastrophe humanitaire, la situation empire dramatiquement : les services de secours sont paralysés par la coupure totale des réseaux de

télécommunications et d'internet, tandis que les hôpitaux manquent de sang et de matériel médical. Des dizaines de victimes ont été enregistrées tôt ce matin dans plusieurs quartiers, notamment à l'est de Deir el-Balah, dans le camp de Nuseirat, ainsi qu'à Ghaza-ville. L'armée israélienne a notamment frappé le quartier d'Al-Tuffah, le carrefour d'Al-Sanafour et les secteurs de Zaytoun, Shujaiya et Al-Daraj. Les bombardements, menés aussi bien par l'aviation que par l'artillerie au sol, ont visé des habitations, des attroupements de civils, et même les alentours d'hôpitaux comme celui de Nasser à Khan Younés. Selon les sources hospitalières, 10 personnes sont mortes et des dizaines d'autres ont été blessées alors qu'elles attendaient l'arrivée de camions d'aide près de la route côtière Al-Rashid et autour du carrefour de la rue des Martyrs, au sud de Gaza-ville. D'autres civils ont été tués ou blessés à l'arme lourde à Al-Waha et Al-Sudaniya, au nord-ouest de la ville. Près de Rafah,

deux Palestiniens ont été tués à proximité d'un centre de distribution géré par une entreprise américaine. À Nuseirat, quatre autres ont été abattus près du pont de Wadi Ghaza.

## UNE AIDE « HUMILIANTE ET INEFFICACE » SELON L'ONU

Face à ces scènes insoutenables, le commissaire général de l'UNRWA, Philippe Lazzarini, a dénoncé avec force la nouvelle méthode de distribution d'aide imposée à Ghaza par les États-Unis et Israël. « Ce modèle, marqué par le chaos et la perte de dignité, ne peut pas être une solution à la faim », a-t-il déclaré sur la plateforme X. Lazzarini a qualifié cette gestion humanitaire de « jeux de la faim », tout en rappelant que les agences de l'ONU, notamment l'UNRWA, disposent de l'expertise, de l'infrastructure et de la confiance communautaire nécessaires pour fournir une aide humanitaire digne et sécurisée. Il a exhorté à cesser d'entraver le travail des acteurs humanitaires sur le terrain.

## UNE COUPURE NUMÉRIQUE TOTALE DE GHAZA

Depuis hier, l'enclave est plongée dans un isolement numérique complet. Israël a coupé les dernières lignes de fibre optique, mettant fin à toute connexion internet et téléphonique dans les zones centrales et méridionales de Ghaza, après l'avoir déjà fait dans le nord. Selon l'ONU, cela paralyse gravement les opérations de secours et rend toute coordination quasiment impossible. L'UNRWA a déclaré avoir totalement perdu le contact avec ses équipes sur le terrain. Cette stratégie, déjà utilisée lors des précédentes offensives, accroît les souffrances des civils et freine la documentation des crimes de guerre.

## UNE CRISE SANITAIRE SANS PRÉCÉDENT

Les hôpitaux sont débordés et privés de ressources. Le ministère de la Santé a lancé un appel urgent à l'introduction de poches de sang. Les bombardements incessants, le blocus et la malnutrition généralisée empêchent les citoyens de faire des dons, créant une pénurie dramatique. Le système de santé de Ghaza, déjà en ruine, est au bord de l'effondrement. Selon les données des hôpitaux, au moins 58 Palestiniens ont été tués depuis l'aube d'hier, dont 32 personnes qui attendaient de l'aide alimentaire.

## GENÈSE D'UN GÉNOCIDE

Depuis le 7 octobre 2023, Israël mène une guerre totale à Ghaza, caractérisée par des massacres, des destructions systématiques, un blocus asphyxiant, et des déplacements forcés. En

20 mois, plus de 182 000 Palestiniens ont été tués ou blessés. 11 000 personnes sont portées disparues, souvent sous les décombres, et des centaines de milliers d'autres sont sans abri, errant dans un territoire réduit en ruines. Les enfants et les femmes représentent la majorité des victimes. La famine, provoquée délibérément par le blocus et les restrictions, a déjà coûté la vie à de nombreux enfants.

## TENTATIVES DIPLOMATIQUES FRAGILES

Alors que l'ampleur des crimes commis à Ghaza continue de susciter une indignation mondiale, des discussions informelles se poursuivent entre la résistance palestinienne et les médiateurs. Un haut responsable du mouvement de la résistance palestinienne a confirmé à Al Jazeera l'existence d'échanges autour d'un possible cessez-le-feu. Toutefois, il a rejeté les versions avancées par le gouvernement israélien, les qualifiant de « falsifications de la réalité ». Le massacre en cours à Ghaza dépasse toute limite humaine. Le ciblage direct de civils affamés, l'isolement numérique total et la destruction systématique du tissu sanitaire et social de l'enclave révèlent une stratégie délibérée d'extermination. Face à ce crime de masse, la communauté internationale reste largement impuissante. Plus que jamais, l'urgence est à une action décisive pour mettre fin à cette guerre et protéger les populations civiles, prises en otage d'un conflit qui ne cesse de s'enfoncer dans l'horreur.

M. Seghilani

CISJORDANIE OCCUPÉE

## Bouclage total des villes palestiniennes

Dans un nouvel acte de répression contre les Palestiniens, les forces d'occupation israéliennes ont expulsé de force les fidèles palestiniens de la mosquée Al-Aqsa, juste après la prière de l'aube, avant d'en verrouiller toutes les entrées. Ce geste provocateur et sans précédent depuis la pandémie de Covid-19 s'inscrit dans un contexte de durcissement militaire de l'occupation sur l'ensemble du territoire palestinien, notamment en Cisjordanie occupée.

Des éléments de la police israélienne ont pris d'assaut la mosquée Al-Aqsa immédiatement après la fin de la prière de l'aube. Ils ont contraint les fidèles à quitter les lieux saints et ont ensuite procédé à la fermeture complète des portes du site. Cet acte constitue une violation flagrante de la liberté de culte et une provocation directe contre les sentiments religieux des musulmans à travers le monde. Ce verrouillage brutal de la mosquée survient alors que l'armée israélienne a annoncé, dans la foulée d'un vaste raid militaire mené contre l'Iran, l'imposition d'un « bouclage total » de la Cisjordanie occupée. Cette mesure a été concrétisée par la fermeture de dizaines de barrages militaires, de postes de contrôle et de routes principales et secondaires reliant les villages et les villes palestiniennes.

À Tulkarem, au nord-ouest de la Cisjordanie, les forces d'occupation ont bouclé dès ce matin les principaux accès

à la ville, notamment ses entrées est et sud. Des témoins ont indiqué à Wafa que les deux portes du checkpoint militaire d'Anab, à l'est de la province, ont été verrouillées. De même, les accès sud de la ville via le pont de Jbara ont été fermés, avec un déploiement massif de soldats empêchant les civils et les véhicules de s'approcher. Cette fermeture isole totalement Tulkarem de ses villages environnants : les localités de Wadi Al-Sha'ir à l'est, et les sept villages de Kafr Al-Labad au sud, ainsi que du reste des provinces cisjordaniennes. La ville de Bethléem n'a pas été épargnée. Les autorités israéliennes ont décrété la fermeture complète de tous ses accès, y compris les entrées principales comme An-Nashash, As-Sidr, le pont de Shawawra, Tekoa et le carrefour de Beit Jala, en plus de plusieurs routes secondaires. Ces fermetures ont été effectuées soit par des portails métalliques, soit par des monticules de terre bloquant physiquement le passage. Selon des sources sécuritaires palestiniennes, la ville est totalement isolée de ses alentours, une mesure qui paralyse non seulement les déplacements quotidiens mais affecte également les services essentiels, les urgences médicales et les activités économiques locales.

## UN CLIMAT D'ESCALADE GÉNÉRALISÉ

Cette vague de bouclage et de répression intervient dans un contexte particu-

lièrement tendu, après que l'armée israélienne a lancé une attaque militaire contre des cibles en Iran dans la nuit de jeudi à vendredi. Alors que les regards étaient tournés vers les implications géopolitiques de cette opération régionale, les forces israéliennes ont profité de cette diversion pour renforcer leur mainmise sécuritaire en Palestine occupée. Des observateurs estiment que l'occupation tente ainsi d'empêcher toute mobilisation palestinienne ou manifestation de solidarité avec les peuples visés par les offensives militaires israéliennes à l'étranger. D'autres analystes soulignent le risque de propagation d'un cycle de violence, les fermetures militaires aggravant la colère populaire et la frustration déjà exacerbée par des mois de guerre à Ghaza et de répression accrue en Cisjordanie.

## VIOLATIONS DU DROIT INTERNATIONAL

Les mesures décrétées aujourd'hui par l'armée d'occupation israélienne violent de manière flagrante le droit international humanitaire, notamment les dispositions de la quatrième Convention de Genève, qui interdit les punitions collectives contre des populations civiles sous occupation. L'interdiction d'accès aux lieux de culte, les restrictions à la liberté de mouvement, ainsi que l'isolement de villes entières s'inscrivent dans une politique systématique de domina-

tion et d'apartheid dénoncée par de nombreuses organisations internationales, dont Human Rights Watch et Amnesty International. À l'approche de l'Aïd El-Adha, ces restrictions sévères accentuaient la souffrance des Palestiniens, qui se voyaient empêchés de prier dans leurs mosquées, de rejoindre leurs familles ou de circuler librement sur leurs terres. La fermeture d'Al-Aqsa, en particulier, constitue un affront religieux et politique majeur, susceptible de susciter des réactions à travers le monde musulman.

## APPELS À UNE MOBILISATION INTERNATIONALE

Face à cette situation, des voix s'élèvent déjà à l'échelle internationale pour condamner cette escalade. Des ONG, des organisations de défense des droits humains et des personnalités politiques palestiniennes appellent les Nations unies, l'Union européenne et l'Organisation de la coopération islamique à agir de toute urgence pour faire cesser ces violations et garantir la liberté de culte ainsi que les droits fondamentaux du peuple palestinien. Alors que l'occupation poursuit sa stratégie d'asphyxie territoriale et religieuse, les Palestiniens continuent de résister pacifiquement et de réclamer leur droit à la liberté, à la dignité et à un État indépendant avec ElQods pour capitale.

M. S.

DES ONG À PARIS :

# « La reconnaissance de l'État de Palestine ne doit pas rester symbolique »

À l'approche de la Conférence onusienne de New York sur la solution à deux États, prévue du 17 au 21 juin 2025, plusieurs organisations non gouvernementales ont tiré la sonnette d'alarme depuis Paris : la reconnaissance d'un État palestinien ne saurait se limiter à un geste symbolique.



Ph: DR

Elle doit être assortie de mesures concrètes permettant au peuple palestinien de vivre librement et dignement sur sa terre. Lors d'une conférence de presse tenue ce jeudi, les ONG françaises réunies sous la bannière de la Plateforme des ONG françaises pour la Palestine ont affirmé que l'initiative diplomatique autour de l'État palestinien ne peut faire l'impasse sur les réalités du terrain, notamment le blocus de Gaza, la colonisation en Cisjordanie et le régime d'apartheid imposé par l'entité sioniste. Sarah Lecoq, chargée de plaider au sein de CCFD-Terre Solidaire, a dressé un constat glaçant de l'état actuel des territoires palestiniens. "De quel État palestinien parle-t-on si la situation continue à être telle qu'elle est, avec

d'un côté Gaza qu'on essaye d'anéantir, et de l'autre une Cisjordanie où vivent entre 600.000 et 700.000 colons ?", a-t-elle lancé. Pour Mme Lecoq, l'idée d'un État palestinien demeure une "illusion" tant que les conditions minimales à sa viabilité ne sont pas réunies : un territoire cohérent, un peuple libre de ses mouvements et des institutions souveraines. "Sans peuple et sans terre à défendre, l'État de Palestine, tel qu'il est imaginé aujourd'hui par la communauté internationale, n'a pas de consistance réelle", a-t-elle insisté.

## DES MESURES CONCRÈTES EXIGÉES

Les ONG appellent les États et les institutions internationales à aller au-delà des déclarations d'intention. "La reconnaissance est essentielle, mais elle doit être suivie d'effets tan-

gibles. Cela commence par la fin du siège total de la bande de Gaza, un cessez-le-feu immédiat et permanent, et l'accès sans entrave de l'aide humanitaire", a affirmé Pierre Motin, porte-parole de la Plateforme. Parmi les revendications clés des ONG figurent également la fin de l'impunité de l'occupant, la levée des restrictions sur les ONG humanitaires, ainsi que la libération des otages civils retenus dans le contexte du conflit. "On ne peut plus continuer à normaliser un système fondé sur la violence, l'annexion et la discrimination raciale", a insisté M. Motin.

## LA SOCIÉTÉ CIVILE EN PREMIÈRE LIGNE

Face à l'inaction prolongée des grandes puissances, la société civile internationale continue de jouer un rôle majeur dans la dénonciation des

crimes de guerre et dans la défense des droits du peuple palestinien.

"Nous ne pouvons pas rester silencieux alors que Gaza est transformée en cimetière à ciel ouvert, pendant que l'occupation grignote chaque jour un peu plus de la Cisjordanie", a déclaré une militante présente lors de la conférence. Alors que les regards se tournent vers New York, les ONG espèrent que le droit international cessera d'être une simple référence rhétorique et deviendra, enfin, le socle d'un engagement réel pour une paix juste et durable. À moins d'une semaine de la conférence de New York, la voix des ONG résonne comme un rappel urgent : sans justice, il ne peut y avoir de paix. Et sans actions concrètes, la reconnaissance d'un État palestinien restera une promesse vide.

M. Seghilani

POUR COMPLICITÉ DE GÉNOCIDE À GHAZA

## Plaintes contre deux entreprises d'armement française et israélienne

La Ligue des Droits de l'Homme (LDH) a annoncé avoir déposé une plainte avec constitution de partie civile devant la justice française contre deux entreprises d'armement : la société française Eurolinks, basée à Marseille, et IMI Systems, une entreprise israélienne filiale d'Elbit Systems. Cette plainte vise des faits d'une extrême gravité : complicité de crimes contre l'humanité, complicité de génocide, ainsi que complicité de crimes de guerre, dans le cadre du conflit en cours dans la bande de Gaza.

La LDH reproche à Eurolinks d'avoir fourni des composants militaires – en l'occurrence des maillons pour fusils mitrailleurs – à IMI Systems. Ces composants auraient été intégrés à des armes utilisées par l'armée israélienne lors d'opérations à Gaza, entraînant la mort de nombreux civils palestiniens. Selon la plainte, Elbit Systems, maison-mère d'IMI Systems, est « connue pour être la plus grande entreprise d'armement d'Israël » et ses armes ont été « formellement identifiées à de multiples reprises » comme

ayant été impliquées dans des violations graves du droit international humanitaire. L'avocat de la LDH, Me Emmanuel Daoud, a précisé que cette action vise également à faire la lumière sur la responsabilité éventuelle des autorités françaises. Plus précisément, la plainte souhaite établir s'il y a lieu de poursuivre les membres de la Commission interministérielle pour l'étude des exportations de matériels de guerre, qui délivre les licences d'exportation nécessaires à des entreprises comme Eurolinks. Me Daoud insiste : « Cette plainte devrait permettre aussi d'établir les responsabilités ou pas au sens de la loi pénale des membres de la commission qui délivre les licences d'exportation. » Ce dépôt de plainte survient dans un climat de tensions internationales croissantes autour de la guerre menée par Israël à Gaza. De nombreuses voix, y compris au sein de l'ONU, dénoncent des exactions massives contre la population civile, et plusieurs rapports ont évoqué des actes pouvant être qualifiés de génocide. Dans ce

contexte, la LDH entend faire en sorte que la justice française ne reste pas indifférente aux implications de ses propres entreprises dans ce conflit. Par cette initiative, la LDH espère créer un précédent en matière de responsabilité pénale des entreprises françaises dans des crimes internationaux. Si la plainte est jugée recevable, elle pourrait conduire à l'ouverture d'une enquête en France et à une remise en question des mécanismes d'autorisation de vente d'armes à des États ou des entités accusées de crimes de guerre ou de génocide. L'affaire pourrait également marquer un tournant dans la manière dont les entreprises et les institutions françaises seront tenues responsables de leur participation, directe ou indirecte, à des conflits où des violations graves du droit international sont constatées. La LDH appelle ainsi à une plus grande vigilance, tant des autorités que du public, sur les circuits de l'armement français et leur contribution potentielle à des tragédies humaines à l'étranger.

M.S.

## DÉTENU ILLÉGALEMENT AUX ÉTATS-UNIS Appel à la libération immédiate du Palestinien Mahmoud Khalil

Plusieurs organisations de défense des droits humains actives sur le sol américain ont réclamé, jeudi, la libération immédiate et inconditionnelle du militant palestinien Mahmoud Khalil, détenu arbitrairement aux États-Unis malgré une décision judiciaire déclarant son arrestation illégale.

Mahmoud Khalil, résident légal aux États-Unis et étudiant à l'université Columbia, fait actuellement l'objet d'une détention prolongée, en dépit du jugement rendu par une cour fédérale qui a statué sur l'illégalité de sa détention. Cette situation a suscité une vive indignation parmi les défenseurs des droits civiques et les organisations solidaires de la cause palestinienne. Selon ces dernières, l'arrestation de Khalil s'inscrit dans une campagne plus large de répression et d'intimidation visant les voix critiques de la politique américaine vis-à-vis d'Israël et de la situation en Palestine. Elles dénoncent une instrumentalisation des lois migratoires comme outil de pression politique pour réduire au silence les militants pro-palestiniens. « Le maintien en détention de Mahmoud Khalil, en dépit d'un jugement favorable, est une violation flagrante de l'État de droit. Il s'agit d'un abus de pouvoir manifeste, motivé par des considérations politiques », ont affirmé plusieurs représentants d'ONG lors d'une conférence de presse organisée à Washington. En réponse à cette dérive inquiétante, les organisations appellent à l'ouverture d'enquêtes parlementaires au Congrès américain. Elles exigent que la lumière soit faite sur les possibles abus de pouvoir de la part des agences de l'immigration et sur l'usage dévoyé des dispositifs juridiques pour cibler des militants en raison de leurs opinions. « Il est impératif que le Congrès examine comment les lois sur l'immigration sont utilisées comme des armes politiques. Nous sommes face à une tentative de criminaliser la solidarité avec la Palestine », a déclaré une porte-parole de l'Alliance pour les droits civiques et la justice internationale. L'affaire Mahmoud Khalil s'inscrit dans un contexte de tensions croissantes aux États-Unis, où les mobilisations étudiantes et citoyennes en faveur de la Palestine se heurtent à une répression de plus en plus marquée, allant des arrestations arbitraires aux pressions administratives et académiques. Pour les défenseurs de Khalil, cette affaire est emblématique d'un climat de chasse aux sorcières qui vise les défenseurs des droits des Palestiniens sous couvert de sécurité nationale. Ils appellent la société civile américaine et la communauté internationale à se mobiliser pour garantir la libération de Mahmoud Khalil et la fin de la répression ciblée contre les militants pro-palestiniens. « Mahmoud Khalil doit être libéré immédiatement et sans condition. La justice a tranché : sa détention est illégale. Le maintenir derrière les barreaux est une honte pour un pays qui se dit attaché à la liberté d'expression et aux droits fondamentaux », concluent les organisations dans un communiqué commun.

M. S.

BAC 2025

# Coup d'envoi des épreuves demain

Les candidats au Baccalauréat session juin 2025 entament, demain, les différentes épreuves de cet examen national durant une période de 5 jours.

**D**e dimanche à jeudi, les candidats de 3<sup>e</sup> année secondaire scolarisés et libres devront en effet être examinés autour de plusieurs matières, selon les filières et spécialités. Pour le bon déroulement de ces épreuves, le secrétaire général (SG) de l'Office national des examens et concours (ONEC), Mohamed Hadj Koula avait souligné, précédemment, la nécessité pour les candidats de rejoindre les salles d'examens au moins une demi-heure avant le début de chaque examen (matin et après-midi), soulignant qu'il « est considéré en retard tout candidat arrivant après 8h00 pour le matin, et après 14h30 pour l'après-midi ». S'agissant de la nature des sujets, « aucun changement n'est prévu par rapport aux années précédentes », a affirmé Mohamed Hadj Koula, précisant que « les sujets des épreuves seront puisés dans les cours dispensés en classes durant l'année scolaire ». Il a, à cet égard, appelé les candidats « à éviter d'interagir avec les faux sujets circulant sur les réseaux sociaux », les invitant à « se concentrer plutôt sur la révision et la préparation ». Évoquant les principales mesures visant à garantir la transparence des examens, le responsable a rappelé notamment « l'interdiction stricte d'utiliser ou d'introduire dans les centres d'examen tout moyen de communication », soulignant que « la loi prévoit des sanctions à l'encontre de toute personne se présentant à la place d'un autre candidat ». Quant au dispositif d'accompagnement psychologique des candidats, Hadj Koula a indiqué



PH: DR

qu'en coordination avec les services du ministère de la Santé, « des psychologues seront mobilisés, comme chaque année, dans l'ensemble des centres d'examen afin d'aider les élèves à passer leurs épreuves dans le calme et sans aucune pression psychologique ». De son côté, le ministre de l'Éducation nationale, Mohammed Seghir Saâdaoui, a donné, mardi dernier, les dernières orientations et instructions liées au BAC. À l'entame de la rencontre, tenue par visioconférence, avec la participation de tous les chefs de centres d'examen où se dérouleront les épreuves du Baccalauréat (session juin 2025), le ministre a affirmé que « la gestion de ces centres est une mission nationale et une lourde responsabilité qui requiert la vigilance totale, la rigueur dans l'exécution et la prudence, vu l'importance de cet examen qui suscite l'intérêt de la société et où l'ensemble des Institutions de

l'État conjuguent leurs efforts afin de permettre aux candidats de passer leurs épreuves dans les meilleures conditions ». Dans ce cadre, Saâdaoui a donné une série d'orientations, notamment en vue de « veiller à ce que les centres d'examen soient dotés de tous les équipements et moyens nécessaires », et « créer un climat de transparence et de régularité dans les centres » en « y instaurant rigoureusement la discipline conformément aux textes juridiques en vigueur ». À cet égard, le ministre a assuré que « tous les services et Institutions de l'État sont mobilisés pour les accompagner, les soutenir et faire de cet examen un succès ». Il a, en outre, insisté sur « la nécessité d'accorder une attention particulière aux candidats à besoins spécifiques afin de leur permettre de passer cet examen dans la sérénité ».

Ania N.

RECHERCHE ET INNOVATION

## Des projets algériens lancés lundi prochain

**D**es projets de recherche algériens, retenus dans le cadre de l'initiative des alliances arabes pour la recherche scientifique et l'innovation pour les années 2023/2024, seront lancés lundi prochain à Alger, a indiqué un communiqué de la Direction générale de la recherche scientifique et du développement technologique. S'inscrivant dans le cadre du renforcement de la coopération arabe en matière de recherche, cette initiative, organisée sous l'égide du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, en collaboration avec les Conseils arabes de la recherche scientifique, vise à mettre en lumière les réalisations algériennes en matière de

recherche et à consolider la coopération interarabe dans les domaines des sciences et de l'innovation. Cet événement scientifique réunira « une élite de chercheurs et d'experts issus de plusieurs pays arabes », afin de « créer un environnement scientifique efficace, reposant sur le partenariat et la complémentarité, en vue de relever les défis communs en matière de développement ». À noter que les projets de recherche concernés couvrent des domaines stratégiques variés tels que l'agriculture, la technologie, l'énergie et la santé. Ils portent notamment sur les thématiques suivantes : « l'élevage intelligent adapté aux conditions climatiques dans les pays arabes », « les systèmes d'intelligence arti-

ficielle sécurisés et rapides », « la fabrication et l'application de plastique biosourcé », ainsi qu'« un projet portant sur "l'introduction de la technologie des fluides supercritiques dans les secteurs économiques nationaux et l'industrie pharmaceutique" ». Ces projets témoignent de « la place prépondérante occupée par les établissements algériens d'enseignement supérieur et de recherche scientifique, ainsi que du potentiel scientifique dont ils disposent, capable de se distinguer tant sur le plan régional qu'international », a ajouté la même source. Pour rappel, l'initiative des alliances arabes pour la recherche scientifique et l'innovation constitue l'une des principales initiatives scientifiques

régionales, visant à « unifier les efforts de recherche dans le monde arabe pour relever les défis communs, à travers la création d'alliances scientifiques arabes intégrées, en charge de la mise en œuvre de projets stratégiques au diapason des priorités du développement durable ». Les établissements d'enseignement supérieur et de recherche scientifique participants assurent le soutien de leurs équipes de recherche, tandis que l'Union des Conseils arabes de la recherche scientifique se charge de l'appui logistique, du réseautage scientifique, du suivi de l'exécution ainsi que de la valorisation des résultats obtenus.

L. Zeggane

PRÉSERVATION DU LEGS CIVILISATIONNEL ET CULTUREL NATIONAL

## Meziane met en avant le rôle des médias

**L**e ministre de la Communication, Mohamed Meziane, a affirmé, jeudi, que les médias nationaux continueront d'œuvrer pour la préservation du legs civilisationnel et culturel de l'Algérie, en tant que partie intégrante de la souveraineté et de l'identité nationale, et ce, conformément à la politique du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, en la matière. Lors d'une séance plénière de questions orales au Conseil de la

nation, Meziane a précisé que « les médias nationaux continueront d'œuvrer, aux côtés de l'ensemble des institutions nationales, pour la préservation du legs civilisationnel et culturel, en tant que partie intégrante de la souveraineté et de l'identité nationale ». Mettant en garde contre « la campagne de spoliation systémique menée par certaines parties qui s'évertuent à porter atteinte à l'essence même de l'Algérie, profondément enracinée

dans l'Histoire », le ministre a souligné que cette « campagne éhontée se heurte continuellement au patriotisme de l'Algérien, fier de son passé glorieux et des hauts faits de ces aïeux ». Face à cela, Meziane a appelé à « une mobilisation permanente et une vigilance constante » pour « faire honneur à cet héritage qui constitue un élément essentiel de l'identité nationale fédératrice dans toutes ses composantes » en « s'inspirant de la poli-

tique du président de la République, qui a placé les dossiers de la mémoire et de l'identité au cœur de ses priorités ». Dans ce cadre, le ministre a réaffirmé l'appui et l'accompagnement de son département aux médias nationaux dans leurs efforts visant à contrecarrer les tentatives de falsification et de spoliation du legs culturel national par des « cercles étroits vouant une haine viscérale à l'Algérie ».

A. N.

## FAYÇAL BENTALEB : « Le travail des enfants est quasi-inexistant en Algérie »

**L**e ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Fayçal Bentaleb a affirmé que l'Algérie poursuivait son engagement en matière de protection des droits de l'enfant, à travers un système législatif et institutionnel intégré. Dans une allocution lue en son nom par le secrétaire général (SG) du ministère, Akli Berkati, lors d'une rencontre organisée à l'occasion de la Journée mondiale contre le travail des enfants, M. Bentaleb a affirmé que « l'Algérie poursuit son engagement en matière de protection et de renforcement des droits de l'enfant, notamment à travers un système législatif et institutionnel intégré, en conformité avec les principes de justice, d'égalité et de non-discrimination ».

Le ministre a précisé que « les services de l'Inspection du travail ont mis en œuvre, durant les cinq premiers mois de cette année, un programme de contrôle dense couvrant 49.629 entreprises qui emploient plus de 637.000 travailleurs ». Des visites qui ont abouti à « l'enregistrement de cinq cas seulement de travail d'enfants sous l'âge légal », a-t-il dit, assurant que « le travail des enfants est quasi-inexistant en Algérie ». Pour M. Bentaleb, ces résultats sont « le fruit de politiques préventives efficaces, en sus de la conscience élevée de la société ».

Le ministre a rappelé, à ce titre, « le rôle de la Commission nationale sectorielle de prévention et de lutte contre le travail des enfants, relevant du secteur du travail, qui œuvre, en coordination avec l'Organe national pour la protection et la promotion de l'enfance (ONPPE), à concrétiser la stratégie nationale de protection et de promotion de l'enfance (2025-2030) », portant sur trois axes essentiels, à savoir « la prévention, le signalement et la protection ». M. Bentaleb a, en outre, tenu à réitérer « la solidarité avec les enfants de la Palestine, en proie à l'occupation, au blocus et à la famine », soulignant que « la préservation de la dignité des enfants est un enjeu civilisationnel et un devoir national ».

La Déléguée nationale à la protection de l'enfance, Meriem Cherfi a, pour sa part, affirmé que « cette journée était l'occasion d'évaluer les étapes franchies et les progrès réalisés par l'Algérie dans le domaine de la protection et de la promotion de l'enfance », rappelant que l'Algérie « a été parmi les premiers pays à ratifier les conventions internationales pertinentes ». A noter que, cette rencontre s'est déroulée en présence de représentants de plusieurs secteurs ministériels, d'instances internationales et de corps de sécurité.

L. Z.

DÉBUT DE LA CAMPAGNE MOISSON-BATTAGE DANS LES WILAYAS DU NORD

# « En finir avec l'importation du blé dur et de l'orge »

La campagne moisson-battage 2024-2025 a débuté jeudi à travers les wilayas du nord du pays, dans de bonnes conditions grâce à une saison marquée par une importante pluviométrie, une aisance de stockage et de transport des céréales et un appui accru aux agriculteurs en matière d'irrigation, de matériel, de simplification des procédures administratives et de garantie des financements, conformément aux instructions du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, ce qui augure d'une récolte abondante.



Les services agricoles locaux au niveau des wilayas concernées annoncent des prévisions positives concernant la production de la saison actuelle, dont le coup d'envoi officiel sera donné aujourd'hui à partir de la wilaya de Chlef. En effet, ces services prévoient la production d'un million de quintaux de différents types de céréales dans la wilaya de Tiaret, de 400.000 quintaux à Annaba, de plus de 192.000 quintaux à Tizi Ouzou, de plus de 90.000 quintaux à Blida, de 72.000 quintaux à El Bayadh, de près de 47.000 quintaux à Oran et autant dans d'autres wilayas, dont Sidi Bel Abbès, Mila et Djelfa. Au titre de la saison agricole actuelle, une superficie de plus de 3 millions d'hectares a été consacrée à la culture céréalière, dont plus d'un million d'hectares pour la culture du blé dur et plus d'un million d'hectares pour l'orge. Par ailleurs, 4,2 millions de quintaux de semences certifiées ont été mis à disposition afin de répondre à la

demande enregistrée. Dans les wilayas du sud, où la campagne moisson-battage a été lancée en mai dernier sur une superficie cultivée avoisinant les 150.000 hectares (+40.000 hectares par rapport à la précédente saison agricole), des résultats très positifs ont été enregistrés, selon les responsables locaux. Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Youcef Cherfa, avait déclaré que l'enjeu de la campagne labours-semailles de la saison actuelle consiste à « faire de 2025 la dernière année d'importation de blé dur et de 2026 la dernière année d'importation d'orge », conformément aux engagements du président de la République, qui a fait de la sécurité alimentaire un enjeu stratégique ». Outre des conditions climatiques favorables, la saison actuelle bénéficie d'une augmentation des capacités de stockage, grâce à la mise en

service de centres de proximité et de nouveaux silos et au renforcement du parc national de transport des céréales. Cette démarche s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du programme national visant à renforcer les capacités de stockage de céréales, prévoyant la réalisation de 350 centres de stockage de proximité, d'une capacité de 50.000 quintaux chacun, soit une capacité totale de stockage de 17,5 millions de quintaux, la réalisation de 30 silos de stockage de céréales à long terme, d'une capacité de 250.000 quintaux chacun, et la levée du gel sur 16 silos suspendus depuis 2016. Ainsi, la capacité nationale totale de stockage de céréales passera de plus de 4 millions de tonnes actuellement à plus de 9 millions de tonnes avec l'entrée en service des nouveaux silos (d'une capacité de 5 millions de tonnes).

Ania N.

## ELLES ONT PARTICIPÉ À LUTTE CONTRE LE CRIQUET PÉLERIN

### Les équipes algériennes rentrent de Tunisie

Les équipes algériennes de lutte anti-acridienne ont regagné le pays après avoir participé aux efforts de lutte contre les essaims de criquets en Tunisie, a indiqué un communiqué du ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche.

Selon la même source, «une cérémonie d'accueil a été organisée, en présence de responsables et de représentants de plusieurs ministères et instances, en reconnaissance des «grands efforts» déployés par ces équipes relevant du dispositif d'intervention régional de lutte contre le criquet pèlerin».

Ont pris part à la cérémonie le secrétaire général du ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Hami Ben Saad, un représentant du ministère des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, le secrétaire exécutif de la Commission de lutte contre le criquet pèlerin dans la région occidentale, l'ambassadeur de la République islamique de Mauritanie en Algérie et un représentant de l'ambassade de la République tunisienne en Algérie, précise la même source. Ces équipes, qui ont été dépêchées en Tunisie pour contribuer aux efforts de lutte contre les essaims de criquets dans ce pays, ont été accueillies à leur retour en Algérie «en reconnaissance des grands efforts déployés», dans le cadre de «la coopération fructueuse entre les États membres de la Commission de lutte contre le criquet pèlerin dans la région occidentale», dont le siège est à Alger, a souligné le ministère.

L.Zeggane

## OFFICINES CONVENTIONNÉES 613 000 cartes Chifa actualisées

La direction de la modernisation de l'administration du travail, de l'emploi et du système de sécurité sociale du ministère du travail a précisé que « 613 000 cartes Chifa ont été actualisées au niveau des officines conventionnées avec les organismes de sécurité sociale relevant du ministère ».

Lancée il y a une vingtaine de jours, cette opération se déroule « avec fluidité » sans aucun dysfonctionnement, sachant que ce service est assuré au niveau de « plus de 12 000 officines conventionnées » au niveau national, selon la même source. Pour rappel, cette actualisation est un nouveau service activé via l'application « Chifa Officine », disponible au niveau des officines conventionnées avec la Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (CNAS). La mise en place de cette mesure intervient dans le cadre de la modernisation du service public et traduit l'engagement du secteur du travail, de l'emploi et du système de sécurité sociale en faveur du renforcement de la numérisation, notamment en ce qui concerne la modernisation du système national de sécurité sociale et l'amélioration de la qualité des prestations assurées aux citoyens.

Grâce à ce service, lancé en vertu d'un mémorandum d'entente signé entre la CNAS et le Syndicat national algérien des pharmaciens d'officine (SNAPO), l'assuré social n'est plus contraint de se déplacer vers les centres de paiement relevant de la CNAS, il peut désormais se présenter dans une pharmacie conventionnée pour actualiser sa carte et retirer ses médicaments. Ce service peut également réduire les délais de traitement, notamment lors de la délivrance des médicaments, et ce particulièrement dans les cas urgents.

A. N.

## DON DE SANG

# Saihi et Hamlaoui renforcent la coopération

La campagne nationale de don de sang, lancée aujourd'hui, à l'occasion de la Journée mondiale du don de sang célébré le 14 juin de chaque année, a été le sujet majeur d'une rencontre entre la présidente de l'Observatoire national de la société civile (ONSC), Mme Ibtissem Hamlaoui et le ministre de la Santé, M. Abdelhak Saihi, afin d'examiner les mécanismes et les voies de renforcer la coopération bilatérale dans le domaine sanitaire, a indiqué un communiqué de cet organe consultatif. S'exprimant lors de cette rencontre, M. Saihi a souligné «l'engagement du ministère à continuer à soutenir les efforts de la société civile sous l'égide de l'Observatoire, et à accompagner les différents acteurs du domaine de la santé à travers le pays». Les deux parties ont évoqué «la campagne nationale de don de sang, prévue aujourd'hui ». A ce propos, le ministre de la Santé a exprimé «la disposition de son secteur à mobiliser tous les moyens et les aides nécessaires pour la réussite de cet événement national». Pour sa part, Mme Hamlaoui a fait état de «la mise en place d'une plateforme numérique dédiée à l'inscription des donneurs, en vue de faciliter la mobilisation d'un plus grand nombre de participants et d'assurer le bon déroulement de l'opération». Dans le

même sillage, la présidente de l'ONSC a exprimé «son attachement permanent à associer les différents acteurs de la société civile activant dans le domaine de la santé aux activités de sensibilisation et de solidarité, à travers une coordination efficace avec les directions de la santé à l'échelle nationale», a-t-elle ajouté.

### ALGÉRIE TÉLÉCOM SOUS LE SLOGAN «LE DON, ESPOIR ET VIE»

Par la même occasion, une campagne nationale de don du sang a été organisée jeudi par

Algérie Télécom (AT) sous le slogan «Le don, espoir et vie», a indiqué un communiqué d'AT. Cette action citoyenne, organisée chaque année en collaboration avec l'Agence nationale du sang (ANS), s'est déroulé à travers plusieurs sites d'Algérie Télécom, répartis dans différentes wilayas du pays. Selon le communiqué, «cette initiative a pour objectif, notamment, de contribuer à approvisionner les banques de sang au niveau des hôpitaux et des structures de santé du pays, mais également de sensibiliser les citoyens sur l'impor-

tance de donner leur sang pour les patients ayant besoin des produits sanguins». Dans ce cadre, le Président-directeur général d'Algérie Télécom, Adel Bentoumi, a indiqué qu'«à travers l'engagement et la solidarité de ses employés, AT répond à l'appel du cœur de nombreux patients dont la vie dépend d'une poche de sang», ajoutant que «par cette action caritative de collecte de sang, Algérie Télécom consacre sa dimension d'entreprise citoyenne et socialement responsable».

L.Zeggane

## POUR ÉVALUER LES BESOINS DE CE PAYS EN ÉLECTRICITÉ

# Une équipe de Sonelgaz en Syrie

Le PÉDG du groupe Sonelgaz, Mourad Adjal, a présidé une réunion préparatoire avec une équipe technique composée d'experts en production, transport et distribution d'électricité, en prévision de son envoi en Syrie, l'objectif étant de s'enquérir sur place de la situation de l'approvisionnement électrique et d'établir un rapport détaillé incluant une feuille de route pour identifier les besoins de ce pays frère en matière d'énergie électrique, a indiqué un communiqué du groupe.

Selon la même source, «cette initiative s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des directives des hautes autorités du pays et des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, concernant le soutien à la Syrie dans le domaine de l'électricité», soulignant que «M. Adjal a mis en avant, lors de la réunion, l'importance de cette mission, considé-

rée comme une priorité de l'Etat algérien, insistant sur la nécessité pour Sonelgaz de respecter au mieux les engagements officiels». D'après la source, «les missions de l'équipe algérienne porteront principalement sur l'évaluation de la situation de l'approvisionnement en électricité en Syrie, l'identification des besoins du secteur et la proposition de solutions immédiates et stratégiques dans les domaines de la production, du transport et de la distribution». Les missions incluront également la mise en place de programmes de formation au profit des techniciens syriens dans les écoles techniques relevant de Sonelgaz. Le P-DG a mis l'accent sur la nécessité de préparer une étude technique complète, qui servira de base à la feuille de route à adopter dans le cadre du projet de soutien au secteur énergétique syrien, a conclu le communiqué.

L. Z.

CONSTANTINE. RATIONALISATION DE LA CONSOMMATION DE L'ÉLECTRICITÉ

## Sonelgaz lance une campagne de sensibilisation

La direction de distribution d'électricité et de gaz de Constantine a lancé jeudi une campagne d'information et de sensibilisation sur la rationalisation de la consommation de l'énergie électrique sous le slogan "rationaliser notre énergie.. protéger notre avenir" et ce, dans le cadre des efforts visant à faire répandre la culture de la consommation rationnelle d'électricité.

L'opération initiée par la direction de distribution d'électricité et de gaz en collaboration avec la direction locale des Affaires religieuses et des Wakfs, s'inscrit dans le cadre de la campagne nationale de rationalisation de la consommation de l'énergie électrique et a été marquée par la présence de plus de 40 imams de différentes mosquées de Constantine en vue de contribuer pour une prise de conscience collective sur l'importance de l'économie dans la consommation de l'électricité, notamment durant la saison estivale qui connaît une grande pression sur le réseau d'électricité. A cette occasion, le chargé d'information auprès de cet établissement, M. Karim Boudoula a indiqué à l'APS que l'initiative vise la consolidation du partenariat avec les différents intervenants locaux dont l'institution religieuse qui joue un rôle pivot dans la sensibilisation de la société pour une prise de conscience à ce sujet, précisant que la campagne verra également la distribution de dépliants et l'orientation des



citoyens pour la rationalisation de leur comportement de consommation. Selon la même source, la campagne se poursuivra à travers plusieurs phases comprenant l'organisation de rencontres de proximité dans les quartiers et les agglomérations et l'animation d'émissions radiophoniques et télévisées pour présenter des conseils pratiques sur l'économie dans la consommation de l'électricité sans pour autant impacté le confort quotidien des citoyens. Il a ajouté que la direction de distribution d'électricité et de gaz a préparé un programme spécial pour accompagner cette campagne à travers la mobilisation de ses équipes techniques pour donner des explications sur le terrain pour une meilleure utilisation des équipements d'électroménagers en plus de la sensibilisation des citoyens sur l'importance

d'éteindre les appareils inexploités et l'adoption de la solution des lampes économiques et les techniques de l'isolation thermique. De leur part, des imams participants qui ont salué l'initiative, ont indiqué qu'ils sont disposés à transmettre dans les prochains prêches du vendredi des messages de sensibilisation appelant à l'adoption d'un comportement rationnel dans la consommation de l'énergie placée au cœur des orientations de l'Islam contre le gaspillage.

La campagne nationale de rationalisation de la consommation de l'énergie lancée dans plusieurs wilayas du pays a pour objectif de faire face aux défis énergétiques actuels et d'avoir une conscience collective contribuant à la protection des ressources nationales et à garantir sa durabilité pour les futures générations.

TIARET. CÉRÉALES

## Une production d'un million de quintaux attendue

Une production d'un million de quintaux de différentes variétés de céréales est attendue dans la wilaya de Tiaret, au cours de la campagne de moisson-battage de la saison agricole en cours, a annoncé, jeudi, le wali Saïd Khalil. Le même responsable a fait cette déclaration, lors du lancement officiel de la campagne de moisson-battage dans la commune de Sidi Abderrahmane, en présence du directeur central de la production agricole au ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Saïd Bendridi. Il a indiqué que "toutes les conditions ont été réunies pour garantir la réussite de la campagne, grâce notamment au soutien apporté aux agriculteurs en matière d'irrigation, de mise à disposition de matériel et de facilitation des procédures administratives pour les encourager". Il a également souligné qu'eu égard de la rareté des pluies dans la région, une stratégie est en cours d'élaboration pour utiliser les eaux traitées de quatre stations d'épuration à des fins d'irrigation agricole. En parallèle, une révision des autorisations de forage de puits est envisagée, après l'amélioration de l'approvisionnement en eau potable de

plusieurs villes grâce à divers projets de transfert. Pour sa part, le directeur des Services agricoles, Boualem Mekhanek, a indiqué que les superficies irriguées de céréales ont été étendues pour atteindre 17.900 hectares, contre seulement 14.000 hectares la saison précédente. Cette progression est due notamment à l'autorisation de forage de puits, au financement de projets d'acquisition d'équipements d'irrigation et à l'électrification agricole, qui a permis de raccorder 1.149 exploitations. Plus de 1.500 moissonneuses-batteuses, ainsi qu'un nombre

important de tracteurs et de camions, ont été mobilisés pour la récolte des 273.000 hectares cultivés, répartis comme suit : 102.500 hectares de blé dur, 146.500 hectares d'orge, 20.400 hectares de blé tendre, 4.300 hectares d'avoine, 150 hectares de colza et 90 hectares de tournesol, selon la même source. De son côté, le directeur central de la production agricole au ministère, Messaoud Bendridi, a souligné que tous les moyens ont été mobilisés dans la wilaya de Tiaret, comme dans l'ensemble du pays, pour récolter la plus grande quantité possible

de céréales, conformément aux directives des hautes autorités du pays. Des instructions ont été données pour accompagner les agriculteurs à travers l'accélération de la réception de leurs récoltes, le paiement de leurs dus et le report des dettes contractées. A cette occasion, la délégation a visité le centre de stockage localisé à Sidi Abderrahmane, récemment réceptionné, l'un des 9 centres déjà mis en service. Deux autres centres similaires seront réceptionnés, dans les prochains jours, portant la capacité totale de stockage à 550.000 quintaux.

ILLIZI. JUMELAGE INTER-HÔPITAUX

## Une reconstruction urétrale féminine effectuée avec succès

Effectuée avec succès par une équipe médicale spécialisée de l'établissement hospitalier spécialisé (EHS) mère-enfant d'El-Eulma, dans la wilaya de Sétif, sur une fillette, transférée depuis la wilaya d'Illizi, dans le cadre d'un jumelage inter-hôpitaux, a-t-on appris jeudi des responsables de l'EHS d'Illizi.

La fillette, âgée de 11 ans, victime d'un traumatisme urétral et de la région lombaire, a été évacuée dernièrement en urgence vers l'EHS d'El-Eulma et prise en charge au niveau du service de chirurgie pédiatrique, précise la même

source détaillant qu'une équipe médicale, conduite par le Pr. Djelloul Achouri et composée aussi d'anesthésistes-réanimateurs et de paramédicaux, a réussi à réparer l'appareil génital et reconstruire l'urètre féminin. Cette opération délicate, menée brillamment, confirme, une fois de plus, l'importance du renforcement des actions collaboratives entre structures de santé à travers le pays ainsi que l'efficacité du jumelage dans la prise en charge rapide et complémentaire des cas graves, selon la même source.

ANNABA. AÉROPORT RABAH

BITAT

## Retour du premier groupe de hadjis

Le premier groupe de hadjis de plusieurs wilayas de l'Est du pays a été accueilli mercredi après-midi à l'aéroport Rabah Bitat d'Annaba après l'accomplissement des rites du hadj de la saison 2025. Le wali d'Annaba, Abdelkader Djellaoui a présidé la cérémonie d'accueil en compagnie des membres de la commission sécuritaire, du directeur des affaires religieuses et des wakfs, du directeur des transports et des représentants des services des douanes algériennes, de la protection civile, de l'administration de l'aéroport, du croissant rouge algérien (CRA) et de la santé. L'opération d'accueil de ce vol qui transportait 363 hadjis s'est déroulée dans de bonnes conditions d'accueil et de prise en charge par les instances concernées avec la mobilisation des moyens humains et logistiques nécessaires. Dans des déclarations à l'APS, plusieurs hadjis ont exprimé leur grande satisfaction des facilités rencontrées à leur départ comme à leur retour saluant la bonne organisation et la prise en charge assurées par la mission algérienne sur les lieux saints de l'Islam.

SÉTIF. ENS D'EL-EULMA

## Signature de conventions avec 5 universités

L'Ecole normale supérieure (ENS) "Messaoud Zeghar" d'El-Eulma (Est de Sétif) a paraphé jeudi cinq conventions avec des établissements universitaires pour le renforcement de la coopération académique et scientifique, a-t-on appris auprès du directeur de cette école. Ces conventions ont été signées avec les universités "Mohamed Cherif Messaadia" de Souk Ahras, "Abderrahmane Mira" de Bejaïa, "Mohamed Lamine Debagine" de Sétif, "Mustapha Benboulaïd" de Batna et "Larbi Ben M'hidi" d'Oum El-Bouaghi, a précisé à l'APS Pr. Ali Boukaroura. Ces accords, qui s'inscrivent dans le cadre de la mise en œuvre des recommandations des autorités supérieures du pays et du ministère de tutelle, portent sur la création d'annexes de formation de l'ENS "Messaoud Zeghar" au sein de ces institutions d'enseignement supérieur, a précisé le même cadre. L'objectif est d'élargir les réseaux de formation des ENS afin d'"assurer une formation de qualité à la demande du secteur de l'éducation nationale", a souligné le même responsable.

TIPASA. SECTEUR DE LA SANTÉ

## Réception de trois ambulances médicalisées

Le secteur de la santé de la wilaya de Tipasa a été renforcé, jeudi, par trois (3) ambulances médicalisées spécialisées dans les soins d'urgences, a-t-on appris de la direction du secteur. Cette opération s'inscrit dans le cadre d'un programme central visant à renforcer les parcs automobiles des établissements hospitaliers avec des moyens de transport spécialisés pour assurer une meilleure prise en charge des malades, a indiqué la directrice locale de la santé, Nabila Naili, en marge de l'opération de remise de ces ambulances médicalisées, supervisée par le wali de Tipasa, Ali Moulai, au siège de la wilaya. Ce même programme porte également sur l'acquisition de quatre (4) autres ambulances médicalisées au profit d'autres établissements hospitaliers, dont deux (2) financées sur le budget de la wilaya, a-t-elle ajouté.

RÉSULTAT D'UNE VAGUE DE CHALEUR RECORD

## Les glaciers fondent 17 fois plus vite que la moyenne historique

*Au moment où la troisième Conférence des Nations Unies sur l'océan (UNOC3) se tient à Nice, en France, le réseau scientifique World Weather Attribution (WWA) a lancé, mercredi, une alerte inquiétante : la glace a fondu 17 fois plus vite que la moyenne historique entre le 15 et le 21 mai au Groenland, résultat d'une vague de chaleur record qui a aussi touché l'Islande.*



La contribution de la fonte de l'inlandsis du Groenland à l'élévation du niveau de la mer est plus importante qu'elle ne l'aurait été sans cette vague de chaleur", a souligné lors d'une présentation à la presse l'une des autrices du rapport, Friederike Otto, maîtresse de conférence en sciences du climat à l'Imperial College à Londres. En Islande, la température a dépassé les 26 C le 15 mai, du jamais-vu dans l'île aux confins de l'Arctique. "Les températures observées en Islande en mai battent tous les records, dépassant de plus de 13 C la moyenne des températures maximales journalières

de mai pour la période 1991-2020", a relevé le WWA dans un communiqué. Pour un mois de mai, 94% des stations ont enregistré de nouveaux records de température, selon l'institut météorologique local. "Sans changement climatique, cela aurait été impossible", a dit Mme Otto. Dans l'est du Groenland, la journée la plus chaude a connu une température plus élevée d'environ 3,9 C par rapport au climat préindustriel, a souligné le WWA. "Une vague de chaleur autour de 20 C ne semble pas être un événement extrême pour la plupart des gens à travers le monde, mais c'est un problème vraiment important pour cette région (...) et cela affecte massivement le monde entier", a insisté la chercheuse. L'Arctique se réchauffe quatre fois plus vite que le reste du monde, d'après la revue scientifique "Nature".

Pour les communautés autochtones du Groenland, la hausse des températures et la fonte des glaces implique un changement des conditions de chasse traditionnelles. Elles ont aussi des répercussions sur les infrastructures. "Au Groenland et en Islande, les infrastructures sont conçues pour résister au froid, ce qui signifie qu'en période de chaleur, la fonte des glaces peut provoquer des inondations et endommager les routes et les infrastructures", a souligné le réseau. La fonte des glaces, en particulier celle des glaciers terrestres, est une cause majeure de la montée du niveau des mers. Les glaciers, qui sont des masses de glace formées par l'accumulation de neige sur terre, contiennent une quantité importante d'eau douce. Lorsque la température augmente, ces glaciers fondent et l'eau douce se déverse dans les océans, augmentant ainsi leur volume. La fonte des

glaciers contribue à l'élévation du niveau de la mer, ce qui peut entraîner des inondations côtières, des érosions et la perte de terres. Le réchauffement climatique conduit également à la dilatation thermique de l'eau, c'est-à-dire que l'eau plus chaude prend plus de volume.

Ce phénomène contribue aussi à la montée du niveau de la mer. La fonte des glaces, en particulier des icebergs, introduit de l'eau douce dans les océans, ce qui peut affecter la salinité de l'eau. La montée du niveau de la mer, la modification de la salinité et la hausse des températures peuvent avoir des conséquences sur les écosystèmes marins. Le réchauffement des océans peut également entraîner des tempêtes plus fréquentes et plus intenses, augmentant ainsi les risques d'inondations côtières. Le réchauffement climatique, principalement causé par les activités humaines, est la principale cause de la fonte des glaces. Les océans absorbent une grande partie de la chaleur due au réchauffement climatique, ce qui contribue à la fonte des glaces.

Les conséquences de la fonte des glaces sont les inondations et submersion des villes côtières: La montée du niveau de la mer peut également entraîner la perte de terres agricoles et de ressources en eau potable. La modification des conditions marines peut avoir des conséquences sur les écosystèmes. Le conclave de Nice sur les Océans a seulement servi à tirer la sonnette d'alarme, ce que tout citoyen dans le monde ne cesse de faire depuis des années. Les « décideurs », quant à eux, attendent toujours de prendre des décisions concrètes pour inverser la tendance.

ONG

## La CEE finance des associations environnementales pour promouvoir ses programmes politiques

Le journal allemand « Welt am Sonntag » a rapporté que la Commission européenne finançait des ONG environnementales pour promouvoir certaines campagnes politiques et entraver les activités des entreprises européennes. Le journal, citant des documents confidentiels qu'il dit avoir consultés, a indiqué que des responsables bruxellois se coordonnaient avec des militants écologistes pour convaincre la communauté européenne de la pertinence des politiques environnementales de la Commission européenne. Selon le journal, la Commission européenne a alloué des millions d'euros à cette fin. Parmi les organisations financées par Bruxelles figure l'ONG britannique ClientEarth, qui a reçu 350 000 euros pour intenter des poursuites contre des centrales à charbon allemandes, augmentant ainsi les risques financiers et juridiques pour les entreprises qui les exploitent. L'association néerlandaise Friends of the Earth a reçu des fonds pour mener des actions d'opposition à l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et les pays du Mercosur en Amérique latine.

Selon le journal, les contrats entre la Commission européenne et les organisations ont été signés en 2022 et les fonds ont été versés en 2023. Certaines organisations ont reçu jusqu'à 700 000 €. Ces contrats comportaient des exigences spécifiques auxquelles les militants devaient se conformer, notamment le nombre de plaintes à déposer auprès du Parlement européen ou le nombre de publications à publier sur les réseaux sociaux. Le journal précise que les fonds ont été alloués dans le cadre du programme LIFE, qui soutient les organisations non gouvernementales et dépense environ 15 millions d'euros par an. En Algérie, dans les années 1990 et bien après, des associations écologiques algériennes qui avaient un statut national se sont trouvées en orbite autour de réseaux d'ONG pilotés par les institutions internationales occidentales.

Les ONG algériennes ont été intégrées à des programmes qui leur ouvraient l'accès à des financements et à des moyens leur permettant de s'organiser plus efficacement (locaux, équipements...) et également de voyager tous frais payés invité à des rencontres par des institutions internationales occidentales.

A l'époque, la pression du terrorisme avait entraîné l'affaiblissement des administrations de l'Etat. L'essor du mouvement associatif en Algérie a coïncidé avec cet affaiblissement de l'Etat. Les associations écologiques ont été prises en charge par les institutions internationales occidentales dans le cadre de programmes articulés autour de concepts élaborés à l'étranger et mis en application par « téléguidage » de l'étranger, parfois inscrits dans des stratégies planétaires.

Des notions inconnues en Algérie, comme le genre, ont constitué le lexique des associations écologiques qui étaient en même temps orientées vers des préoccupations mineures concernant l'environnement avec une insistance sur le renforcement des capacités.

### INFO

#### INVESTISSEMENTS DANS LES ENR 2% pour l'Afrique

Dans un contexte d'incertitudes économiques et de tensions géopolitiques, les investissements mondiaux se réorientent progressivement vers les technologies propres. Mais l'Afrique est encore en marge de cette dynamique mondiale. Selon l'édition 2025 du rapport « World Energy Investment » publié par l'Agence internationale de l'énergie (AIE), les investissements mondiaux dans l'énergie atteindront un record de 3300 milliards de dollars cette année 2025, dont 2200 milliards de dollars consacrés aux technologies propres. Pourtant, l'Afrique qui représente 20 % de la population mondiale, n'en capte actuellement qu'environ 2 %. Malgré des besoins croissants, les investissements dans les énergies propres sur le continent demeurent faibles, restant en dessous de la barre des 30 milliards de dollars par an jusqu'en 2021. Depuis, la tendance change légèrement. Grâce à la baisse des coûts technologiques, notamment dans le solaire, les financements privés dans les énergies renouvelables ont plus que doublé, passant de 17 milliards de dollars en 2019 à près de 40 milliards de dollars en 2024. Mais cette dynamique est freinée par le désengagement des bailleurs de fonds publics.

### INFO

ALGÉRIE

#### Une hyène rayée retrouvée morte

Un spécimen rare d'hyène rayée a été retrouvé mort dans les environs de la commune d'Ammi Moussa (à 65 km à l'Est de Relizane), a indiqué la Conservation des forêts de la wilaya. Le chef du bureau de la protection de la faune et de la flore, Yacine Boulouar, a précisé, lundi dernier, à l'APS qu'à la suite d'un signalement fait, la veille, dimanche, par un citoyen, "une hyène rayée morte a été retrouvée en bordure du chemin de wilaya CW 14, entre les communes d'Ammi Moussa et El Ouldja". Les agents des forêts se sont rendus sur place et ont procédé aux mesures sanitaires et de précaution, notamment l'enterrement de l'animal. L'hyène rayée est un prédateur rare, protégé et menacé d'extinction. Elle vit notamment dans les forêts de l'Ouarsenis, Djurdjura, sur les hauts plateaux, dans la région de Dahra, ainsi que dans les montagnes de Tlemcen, a-t-on rappelé. L'hyène rayée figure sur la liste des espèces menacées établie par l'UICN (Union internationale de conservation de la nature). Elle est protégée par la législation algérienne. Les principaux prédateurs de l'hyène rayée sont ceux qui croient à ses pouvoirs magiques et l'utilisent dans la sorcellerie et la médecine traditionnelle.

### LE SAVIEZ-VOUS ?

L'océan couvre plus de 70 % de la planète. C'est notre source de vie, soutenant la subsistance de l'humanité entière et celle de tous les autres organismes sur terre. L'océan produit au moins 50 % de l'oxygène de la planète.

### Repéré pour vous

Le domaine marin est la plus grande composante du système terrestre qui stabilise le climat et soutient la vie sur Terre et le bien-être humain.

**S  
T  
R  
O  
P  
S**

NON UTILISÉ LORS DES DEUX DERNIERS MATCHS AMICAUX DES VERTS

## Chiakha pas encore convaincant ?

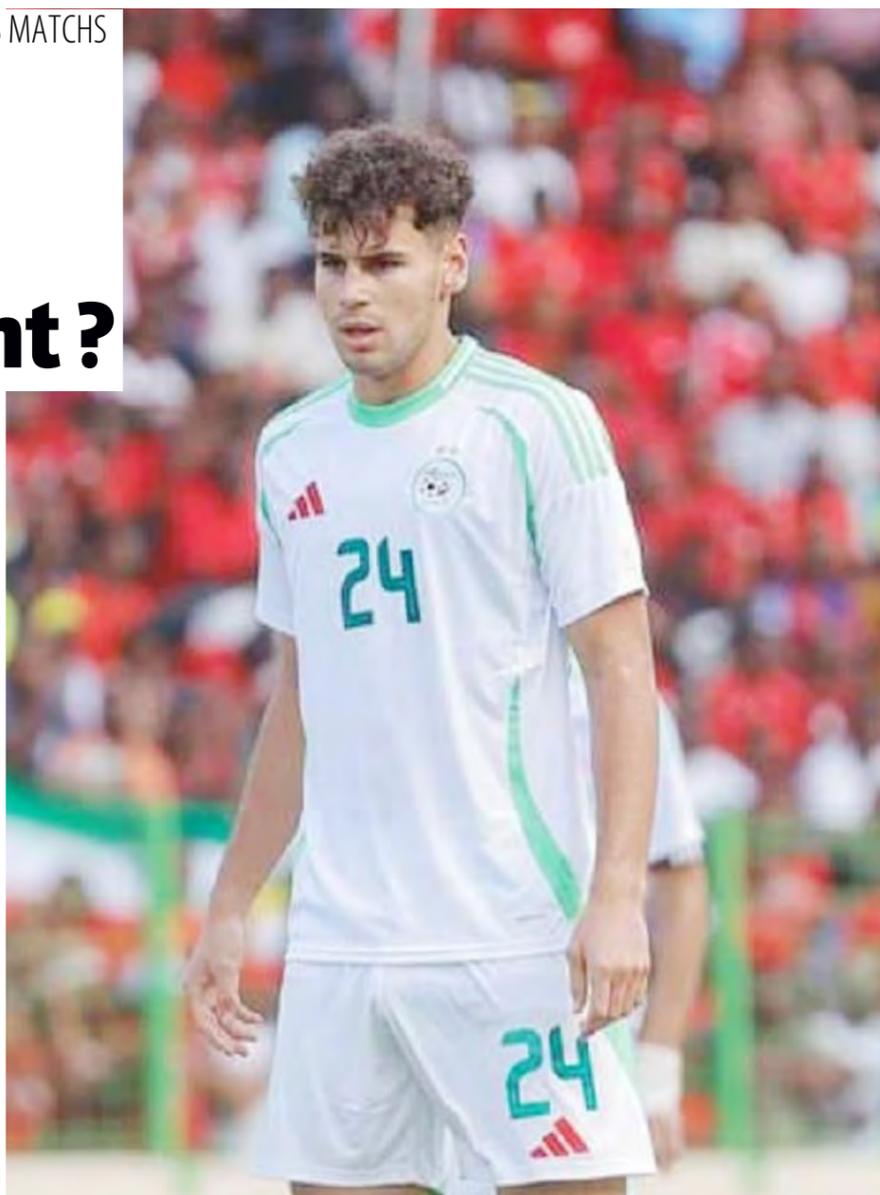
*Le jeune attaquant Amine Chiakha a été l'un des rares joueurs n'ayant pris part à aucune minute des deux matchs amicaux de la sélection nationale qu'elle vient de disputer contre le Rwanda (victoire 2-0) et la Suède (défaite 4-3), dans le cadre de la fenêtre Fifa du mois de juin en cours.*

**O**n peut donc imaginer la grosse déception du joueur de 18 ans, d'autant plus que depuis son arrivée en sélection, il y a de cela quelques mois, ses apparitions sous le maillot national sont très rares. Pis, face à la Suède, dont l'environnement est familial pour Chiakha qui évolue dans le championnat de Danemark, le nom de la pépite du FC Copenhague n'a même pas figuré sur la feuille du match.

Cette situation a suscité de nombreuses interrogations quant à la marginalisation dont semble souffrir ce joueur de la part du sélectionneur, lui qui avait changé sa nationalité sportive très jeune après avoir déjà porté les couleurs des sélections jeunes du Danemark.

Selon une source proche du staff technique de l'équipe d'Algérie, l'absence d'Amine Chiakha lors des derniers matchs serait justifiée par plusieurs raisons. Petković, ancien sélectionneur de la Suisse, estime que le joueur n'a pas encore atteint le niveau ou l'expérience requis pour s'imposer dans les prochaines échéances importantes des "Verts", notamment les éliminatoires de la Coupe du monde 2026 et la Coupe d'Afrique des Nations 2025 prévue au Maroc en fin d'année.

Les mêmes informations indiquent que Petković considère qu'Amine Chiakha possède une bonne marge de progression et toutes les qualités nécessaires pour



Phs: DR

devenir l'attaquant numéro un de la sélection algérienne dans les années à venir. Toutefois, il serait prématuré de compter sur lui actuellement.

Un autre facteur, d'ordre purement tactique, expliquerait aussi ce choix : l'ancien sélectionneur suisse préfère des attaquants mobiles, capables à la fois de marquer et de créer des occasions, à l'image d'Amine Gouiri et Mohamed El Amine Amoura.

Or, Chiakha est considéré comme un attaquant de style classique, ce qui ne correspond pas à la philosophie offensive de Petković.

C'est également l'une des raisons pour lesquelles le coach national a écarté le vétéran Islam Slimani (36 ans) et n'a accordé que peu de temps de jeu à Baghdad

Bounedjah (33 ans), l'attaquant du club qatari Al-Shamal, comme ce fut le cas contre la Suède. Malgré les éloges que reçoit Vladimir Petković de la part des supporters algériens pour sa touche tactique souvent décisive en seconde période — ce qui a permis aux "Verts" de revenir dans de nombreux matchs récents —, il essuie également de nombreuses critiques. Celles-ci visent principalement son entêtement à maintenir des joueurs vieillissants, dont le niveau a baissé récemment, comme l'ailier du club saoudien Al-Nayoom, Saïd Benrahma, tout en ne donnant pas assez leur chance aux jeunes talents, à l'image d'Amine Chiakha, d'Ibrahim Maze, d'Anis Hadj Moussa et d'autres encore.

Hakim S.

ALORS QUE L'O. MARSEILLE SOUHAITE PROLONGER SON CONTRAT DE PRÊT

## Bennacer réclamé à la Fiorentina

**L'**international algérien Ismaël Bennacer espère trancher sur sa future destination dans les plus brefs délais, après une période d'incertitude vécue ces dernières semaines.

Le club français de l'Olympique de Marseille est réticent quant à l'idée d'activer l'option d'achat incluse dans le contrat de prêt de Bennacer, qui est toujours lié avec l'AC Milan jusqu'en 2027.

Le club du sud de la France souhaite prolonger le prêt pour une saison supplémentaire, mais les dernières heures ont apporté de bonnes nouvelles au joueur algérien en provenance d'Italie.

En effet, des médias italiens rapportent que la Fiorentina souhaite recruter Ismaël Bennacer lors du mercato estival. Le site "calciostyle" a révélé que le joueur algérien figure sur la liste restreinte des cibles du club florentin en vue de la



nouvelle saison.

Bien que son rendement ait baissé de manière significative en raison de blessures à répétition,

Ismaël Bennacer conserve une belle cote auprès des clubs de Serie A.

L'AC Milan est ouvert à

l'idée de vendre sa star algérienne, que ce soit sous forme de prêt ou de transfert définitif lors du mercato estival actuel.

Le milieu de terrain des "Fennecs" a disputé 20 matchs cette saison, contribuant à 3 buts (buts et passes décisives confondus). Il a joué la première moitié de la saison avec l'AC Milan avant de rejoindre l'Olympique de Marseille en février dernier.

Il a également participé à deux matchs avec la sélection algérienne : contre la Guinée équatoriale dans le cadre des qualifications pour la CAN 2025, et contre la Suède.

Lors de ce dernier match, joué mardi dernier à Stockholm et soldé par la victoire de la sélection locale (4-3), le joueur de 27 ans a marqué un but face à l'équipe scandinave, mettant ainsi fin à une disette avec les "Fennecs" qui durait depuis plus de trois ans.

H. S.

## IL S'APPRÊTE À CHANGER DE CLUB POUR LA 3E SAISON DE SUITE **Touba vers le Panathinaïkos**

L'international algérien Ahmed Touba se prépare, pour son troisième mercato estival consécutif, à changer de club et découvrir un nouveau championnat européen. Après une saison réussie avec le club de Malines, Touba avait été pressenti pour rester en Belgique et rejoindre le géant Anderlecht, avec lequel il était en négociations avancées. Cependant, la donne a changé ces dernières heures.

La presse belge a révélé que, contrairement à toutes les attentes, Touba ne rejoindra finalement pas Anderlecht. Il va quitter définitivement la Belgique pour rejoindre le championnat grec, où il signera dans les prochains jours avec le Panathinaïkos, qui participera aux tours préliminaires de la Ligue des champions.

La même source a précisé que le transfert s'éleverait à environ un million d'euros, une somme qui reviendra au club turc de Başakşehir, détenteur du contrat de Touba jusqu'à l'été 2026.

Dans un stade du 5-Juillet archicomble, le "Doyen" a entamé le match sur les chapeaux de roues, en ouvrant le score dès la 4e minute grâce à son nouveau goleador le Guinéen Bangoura, avant que l'Ivoirien Kipré Jr ne double la mise à la 21e minute. Réduits à dix après l'expulsion de Meddah (37e), les joueurs de l'entraîneur Leknaoui ont réduit le score par Aoudjane, peu avant la pause (43e). En seconde période, l'ESM est parvenue à égaliser, contre le cours de jeu, par le défenseur Tamimi (67e). Mais le Mouloudia a réussi à s'extirper du piège tendu en reprenant l'avantage sur un tir puissant de Tabti (70e), avant que Bangoura ne parvienne en fin de match à ajouter le quatrième but, et signer le doublé, sur penalty (85e). Entré en cours de jeu, Bayazid a clôturé le festival offensif dans le temps additionnel (90e+4). Le MCA conforte son leadership avec 56 unités, alors que l'ESM reste sérieusement menacée par le spectre de la relégation (14e, 30 pts). Au stade Hocine Ait-Ahmed de Tizi-Ouzou, la JSK a dû attendre la seconde période pour faire la différence face à l'Entente. Le coaching gagnant de l'entraîneur allemand des "Canaris" Zinnbauer a fini par porter ses fruits. Incorporé à la 46e minute, l'ancien international algérien, Ryad Boudebouz, a ouvert le score à la 50e minute. Boualia a doublé la mise, quelques minutes plus tard (63e). Un succès précieux qui permet à la JSK de préserver sa deuxième place au classement avec 52 points, à une longueur du troisième, le CR Belouizdad, qui est allé s'imposer à Constantine face au CSC, grâce à des buts de Mahious, sur penalty (20e), et Belkheir (86e). Le Chabab livrera un duel passionnant avec la JSK, pour la deuxième place, qualificative à la Ligue des champions, jusqu'à la 30e et dernière journée. == Dans la NCM battu : Khenchela assure son maintien, Akbou presque == Dans la course au maintien, le NC Magra, premier reléguable, a grillé un joker en s'inclinant à Alger face au Paradou AC (2-0). Un doublé de Boulbina (83e, 90e), a permis au PAC de remonter à la quatrième place avec 41 unités. Le "Nedjm" (15e, 27 pts), dont il s'agit du troisième reverse de rang, devra s'imposer lors des deux dernières journées, et attendre les résultats de ses concurrents

*Hakim S.*

## ANGERS SCO **Anthar Yahia nommé entraîneur de la réserve**

L'ancien capitaine de l'équipe nationale algérienne de football, Anthar Yahia, a été nommé à la tête de l'équipe réserves d'Angers SCO, a annoncé le club pensionnaire de la Ligue 1 française de football, mercredi dans un communiqué publié sur son site officiel. " Figure bien connue à Angers SCO, Anthar Yahia franchit une nouvelle étape dans son parcours au sein du Club. Après avoir occupé le poste de coach adjoint des U17 aux côtés de Yoann Andreu cette saison, il est promu entraîneur de l'équipe réserve", précise la même source. Ayant porté les couleurs de l'équipe nationale de 2004 à 2012, Anthar Yahia (43 ans) s'est reconverti en entraîneur, après avoir suivi son cursus de formation. " Titulaire d'un Master professionnel en périodisation tactique et engagé dans la formation au DESJEPS, l'ancien international algérien et ex-joueur d'Angers SCO poursuit son engagement dans la formation avec rigueur et ambition", ajoute le communiqué. Et de conclure : " Son expérience du haut niveau et ses qualités pédagogiques seront des atouts précieux pour accompagner les jeunes en post-formation." Outre cette nomination, Angers SCO a également désigné Yoann Andreu à la tête du centre de formation, et Sylvain Blaquart en charge des U19, dans le cadre d'une nouvelle organisation.

LIGUE 1 MOBILIS (28E J)

## Le MCA à un pas d'un 9<sup>e</sup> sacre, la JSK conforte sa place de dauphin

Le MC Alger a franchi un pas supplémentaire vers la préservation de son titre de champion, en surclassant à domicile l'ES Mostaganem (5-2), alors que la JS Kabylie a conforté sa position de dauphin en l'emportant à Tizi-Ouzou devant l'ES Sétif (2-0), en clôture de la 28e journée du championnat de Ligue 1 Mobilis de football, disputée jeudi soir.

Dans un stade du 5-Juillet archicomble, le "Doyen" a entamé le match sur les chapeaux de roues, en ouvrant le score dès la 4e minute grâce à son nouveau goleador le Guinéen Bangoura, avant que l'Ivoirien Kipré Jr ne double la mise à la 21e minute. Réduits à dix après l'expulsion de Meddah (37e), les joueurs de l'entraîneur Leknaoui ont réduit le score par Aoudjane, peu avant la pause (43e). En seconde période, l'ESM est parvenue à égaliser, contre le cours de jeu, par le défenseur Tamimi (67e). Mais le Mouloudia a réussi à s'extirper du piège tendu en reprenant l'avantage sur un tir puissant de Tabti (70e), avant que Bangoura ne parvienne en fin de match à ajouter le quatrième but, et signer le doublé, sur penalty (85e). Entré en cours de jeu, Bayazid a clôturé le festival offensif dans le temps additionnel (90e+4). Le MCA conforte son leadership avec 56 unités, alors que l'ESM reste sérieusement menacée par le spectre de la relégation (14e, 30 pts). Au stade Hocine Ait-Ahmed de Tizi-Ouzou, la JSK a dû attendre la seconde période pour faire la différence face à l'Entente. Le coaching gagnant de l'entraîneur allemand des "Canaris" Zinnbauer a fini par porter ses fruits. Incorporé à la 46e minute, l'ancien international algérien, Ryad Boudebouz, a ouvert le score à la 50e minute. Boualia a doublé la mise, quelques minutes plus tard (63e). Un succès précieux qui permet à la JSK de préserver sa deuxième place au classement avec 52 points, à une longueur du troisième, le CR Belouizdad, qui est allé s'imposer à Constantine face au CSC, grâce à des buts de Mahious, sur penalty (20e), et Belkheir (86e). Le Chabab livrera un duel passionnant avec la JSK, pour la deuxième place, qualificative à la Ligue des champions, jusqu'à la 30e et dernière journée. == Dans la NCM battu : Khenchela assure son maintien, Akbou presque == Dans la course au maintien, le NC Magra, premier reléguable, a grillé un joker en s'inclinant à Alger face au Paradou AC (2-0). Un doublé de Boulbina (83e, 90e), a permis au PAC de remonter à la quatrième place avec 41 unités. Le "Nedjm" (15e, 27 pts), dont il s'agit du troisième reverse de rang, devra s'imposer lors des deux dernières journées, et attendre les résultats de ses concurrents

## Trois arbitres algériens sélectionnés par la CAF

La Confédération africaine de football (CAF) a retenu trois arbitres algériens, Ghada Mehat (arbitre centrale), Ouahab Asma Feriel (arbitre assistante) et Lahlou Benbrahim (Vidéo) pour diriger les rencontres de la Coupe d'Afrique des Nations Féminine, prévue du 5 au 26 juillet 2025. Au total, la commission des arbitres de la CAF, dirigée par



RÉSULTATS ET CLASSEMENT	
<b>Mercrèdi 11 juin 2025 :</b>	
Olympique Akbou - US Biskra	2-0
MC Oran - MC El-Bayadh	3-2
ASO Chlef - JS Saoura	1-2
USM Khenchela - USM Alger	1-0

<b>Jeudi, 12 juin 2025 :</b>	
CS Constantine - CR Belouizdad	0-2
MC Alger - ES Mostaganem	5-2
JS Kabylie - ES Sétif	2-0
Paradou AC - NC Magra	2-0

Classement :	Pts	J
1). MC Alger	56	28
2). JS Kabylie	52	28
3). CR Belouizdad	51	28
4). Paradou AC	41	28
5). JS Saoura	39	28
6). CS Constantine	38	28
->). ES Sétif	38	28
8). USM Alger	37	28
->). MC Oran	37	28
10). MC El-Bayadh	36	28
11). USM Khenchela	34	28
12). O. Akbou	33	28
->). ASO Chlef	33	28
14). ES Mostaganem	30	28
15). NC Magra	27	28
16). US Biskra	20	28

## La LFP dévoile le programme de la 29e journée

La Ligue de football professionnel (LFP), a dévoilé le programme de la 29e journée du championnat de Ligue 1 Mobilis, prévue les 16 et 17 juin. Deux matchs ouvriront le bal de cette journée, le lundi 16 juin : USM Alger-ES Sétif et US Biskra-USM Khenchela, selon le programme dévoilé ce mercredi par la LFP, qui n'a pas préciser les horaires. Les six autres rencontres de cette journée, se joueront le mardi 17 juin. Le leader le MC Alger, et son

dauphin, la JS Kabylie, se rendront à l'ouest du pays pour défier respectivement l'ASO Chlef et l'ES Mostaganem. La 28e journée débute ce mercredi avec quatre matchs au programme. Au classement, le MCA caracole en tête avec 53 point, devant la JS Kabylie (49 pts), et le CR Belouizdad (48 pts).

**Voici par ailleurs le programme de la 29e journée :**  
**Lundi, 16 juin 2025 :**  
A Baraki (Alger) : USM Alger

- ES Sétif  
A Biskra : US Biskra - USM Khenchela

**Mardi, 12 juin 2025 :**  
A Magra : NC Magra - CS Constantine  
A Baraki (Alger) : CR Belouizdad - MC Oran  
A El-Bayadh : MC El-Bayadh - Olympique Akbou  
A Chlef : ASO Chlef - MC Alger  
A Mostaganem : ES Mostaganem - JS Kabylie  
A Béchar : JS Saoura - Paradou AC.

## PRÉPARATION AU MONDIAL U21 DE HANDBALL **Défaite de l'Algérie face à la Pologne**

La sélection algérienne de handball des moins de 21 ans (U21) s'est inclinée face à son homologue polonaise 19-36 (mi-temps : 8-19), en match amical préparatoire disputé ce jeudi à la salle de Mielec (Pologne), en prévision du Mondial-2025 de cette catégorie, prévu en Pologne du 18 au 29 juin. Les deux sélections s'affrontent pour une seconde fois, vendredi à 11h00 (heure algérienne). La sélection nationale, dirigée par l'entraîneur Lakhdar Arrouche, a entamé lundi un stage préparatoire à Pologne, consacré à peaufiner les derniers réglages avant le début de la compétition mondiale. Au rendez-vous mondial, les Algériens évolueront dans le groupe D aux côtés du Portugal, de la Croatie et de Cuba. La 25e édition se déroulera dans quatre villes : Plock, Sosnowiec, Katowice et Kielce. A l'issue du tour préliminaire, les deux meilleures équipes de chacun des huit groupes accéderont au tour principal, tandis que les autres équipes prendront part à la Coupe du Président. Les matchs du tour principal et de la Coupe du Président se joueront les 23 et 24 juin. Les quarts de finale auront lieu le 26 juin dans les villes de Sosnowiec et Katowice, tandis que les demi-finales se joueront le lendemain (27 juin) à Plock et Kielce. Pour rappel, l'équipe nationale s'est qualifiée pour ce Mondial en terminant à la troisième place du Championnat d'Afrique des nations 2024, disputé à Mahdia (Tunisie).

ATHLÉTISME

## Djamel Sedjati termine troisième sur le 800m à Oslo

Le demi-fondiste algérien, Djamel Sedjati, a terminé à la troisième place sur le 800 mètres, lors de la sixième étape de la Ligue de Diamant 2025 d'athlétisme, disputée ce jeudi à Oslo. Le médaillé de bronze aux Jeux olympiques JO-2024 de Paris, a bouclé la distance en 1:43.06, derrière l'Espagnol Mohamed Attaoui (1:42.90), et le vainqueur le Kenyan Emmanuel Wanyonyi (1:42.78). Il s'agit de la première grande course pour Sedjati depuis qu'il a achevé sa phase préparatoire en cette première partie de l'année 2025. L'autre Algérien engagé dans ce meeting d'Oslo, n'est autre que Yasser Mohamed Tahar Triki, au triple-saut. Le concours a débuté à 19h41 (heure algérienne). L'étape d'Oslo a été précédée des 4e et 5e étapes, disputées respectivement le 25 mai à Rabat et le 6 juin à Rome, alors que les étapes suivantes se dérouleront respectivement à Stockholm (Suède), Paris (France), Eugène (Etats-Unis), Monaco (France), Londres (Angleterre), Chorzow (Pologne), Lausanne (Suisse), Bruxelles (Belgique) et Zurich (Suisse).

CYCLISME / TOUR DU CAMEROUN (8E ÉTAPE)

## Abdellah Benyoucef prend la deuxième place

L'Algérien Abdellah Benyoucef a pris la deuxième place de la 8e étape du Tour Cycliste du Cameroun disputée jeudi entre Douala et Kribi sur une distance de 163,1 km. Le coureur cycliste algérien a franchi la ligne d'arrivée en 4 heures 2 minutes et 26 secondes, devancé par l'Allemand Munzer Jan, auteur du même chrono. L'Ivoirien André Kouajio Emmanuel Adebayor complète le podium (4 heures, 2 minutes et 28 secondes). Pour sa part, Mohamed Nadjib Assel a terminé à la 5e position avec 15 secondes de retard sur le vainqueur de l'étape. Son compatriote Slimane Badlis a pris la 21e place de l'étape, conservant ainsi le maillot à pois du meilleur grimpeur avec un total de 22 points. Au classement général, Islam Mansouri occupe toujours la deuxième place à 12 secondes du maillot jaune, le Camerounais Michel Boris Tientcheu L'Algérie a engagé six coureurs dans cette compétition internationale, qui se déroule en dix étapes, entre le 4 et le 15 juin 2025. Il s'agit de Slimane Badlis, Islam Mansouri, Mohamed Nadjib Assel, Abdallah Benyoucef, Mohamed Daid et Zaki Boudar, sous la direction de l'entraîneur Khalil Tamarent, assisté dans sa tâche par le mécanicien Kamel Benguenif. Cette 21e édition du Tour Cycliste du Cameroun traversera sept des dix régions du pays, de l'extrême Nord au Sud.

FÉDÉRATION INTERNATIONALE DE JUDO

## L'Algérien Mohamed Meridja réélu à l'exécutif

L'Algérien Mohamed Meridja a été réélu au bureau exécutif de la Fédération Internationale de Judo (FIJ), à l'occasion du congrès ordinaire tenu mercredi à Budapest, en Hongrie, en marge des Championnats du monde de judo individuels "OTP Bank" (13-19 juin), a-t-on appris auprès de l'intéressé.

Meridja poursuivra ses fonctions au sein de l'instance internationale, en tant que directeur général du Coaching et de l'Education, poste qu'il occupe depuis son premier mandat en 2007. "Je ne peux qu'être heureux de cette réélection, qui témoigne de la volonté de l'équipe dirigeante du judo mondial de travailler dans la continuité. C'est un honneur pour mon pays, l'Algérie, et pour l'Afrique", a déclaré Meridja à l'APS. Il est également vice-président de l'Union africaine de judo (UAJ). Et d'ajouter : "Je continuerai, avec les autres membres du bureau exécutif de la FIJ, sous la direction du président Marius L. Vizer, à œuvrer pour le développement du judo dans le monde. Nous resterons pleinement engagés et toujours motivés pour faire progresser davantage notre discipline.". Interrogé sur sa contribution



potentielle au judo africain, l'ancien international algérien s'est dit prêt à s'impliquer davantage dans le développement de la discipline sur le continent. "Le judo a beaucoup évolué dans le monde, et particulièrement en Afrique. Notre dévouement à l'éducation et notre engagement indéfectible envers ce sport à tous les niveaux restent inchangés. Nous continuerons à promouvoir les valeurs du judo et à encourager l'excellence au sein de sa communauté", a-t-il affirmé. Aussi président d'honneur de la Fédération algérienne de judo (FAJ), Mohamed Meridja (65 ans) a rappelé les aides qu'il continue d'apporter à la fédération. Il a assuré rester à la disposition de l'instance durant laquelle l'Algérie a notamment remporté la médaille de bronze par équipes féminines lors des Championnats du monde de 2005 au Caire (Egypte), ainsi que deux titres mondiaux et deux médailles aux Jeux olympiques de Pékin en 2008. Outre l'Algérie, le nouveau bureau exécutif de la FIJ comprend également son président roumain, Marius L. Vizer (66 ans), réélu par acclamation par les représentants des fédéra-

tions nationales et des unions continentales. Dans son allocution, Vizer a remercié les délégués pour leur "confiance, loyauté, coopération et soutien" et s'est dit "encore plus motivé que par le passé pour œuvrer en faveur de l'avenir du judo mondial".

Il a salué le travail accompli par le Comité exécutif 2021-2025, mettant en avant son engagement et son unité tout au long du mandat. Les autres membres élus sont : Louisa Agius Galea (Malte), Armen Bagdasarov (Ouzbékistan), Vladimir Barta (République tchèque), Raul Camacho Perez (Espagne), Alfred Foloko (Zambie), Kosei Inoue (Japon), Azizjon Kamilov (Ouzbékistan), Hedvig Karakas (Hongrie), Florin Daniel Lascau (Roumanie), Rashad Nabiyev (Azerbaïdjan), Stéphane Nomis (France), Estony Pridgeon (Afrique du Sud), Jean-Luc Rougé (France), Tina Trstenjak (Slovenie), Haruki Uemura (Japon), Max-Hervé George (France). Ce nouveau comité aura pour mission de piloter la stratégie de développement de la FIJ pour les quatre prochaines années, dans un contexte d'évolution continue du judo sur la scène mondiale.

CONSTANTINE

## Festival Cirta des sports équestres du 14 au 28 juin

La wilaya de Constantine s'apprête à accueillir la première édition du " Festival Cirta de sport équestre", dont les activités se dérouleront du 14 au 28 juin courant, à l'initiative de la Fédération Equestre Algérienne (FEA), en coordination avec le club équestre "Nejm E Chark", avec la participation de nombreux clubs et de cavaliers de différentes wilayas du pays ainsi que de plusieurs pays arabes, apprend-on jeudi auprès de la Fédération nationale de cette discipline. Cet événement se tiendra au complexe équestre "Nejm Echarh" à Ain Abid (Sud-Est de Constantine), qui dispose des atouts organisationnels et des infrastructures capables d'accueillir, en un même lieu et de manière simultanée, les diverses compétitions prévues, comme l'a affirmé le président de la Fédération équestre algérienne (FEA), Faouzi Sahraoui, dans une déclaration à l'APS. "Le site dispose de tous les moyens nécessaires pour l'organisation d'un événement de cette envergure", a-t-il précisé, soulignant que cette première édition du Festival Cirta de l'Équitation "sera marquée par diverses disciplines équestres, sous le parrainage des ministères de la Jeunesse, des Sports, de la Culture et des Arts, de la Santé, de la Solidarité nationale, de la

Famille et de la Condition de la femme, et le ministère de l'Agriculture, du développement rural et de la pêche". Il a ajouté : "Nous œuvrons à ce que ce rendez-vous devienne une tradition annuelle en Algérie, eu égard aux ambitions qu'il nourrit en matière de formation, de promotion du patrimoine et d'élargissement de la base de pratique, notamment chez les jeunes et les femmes". Le programme officiel du festival revêt un caractère diversifié, reflet de la richesse de l'équitation algérienne. Les compétitions de "ramassage de piquets" ouvriront les festivités du 14 au 19 juin, suivies des spectacles de "fantasia", prévus les 19, 20 et 21 juin. Les journées du 20 au 22 du même mois seront consacrées aux com-

pétitions d'endurance. Quant aux épreuves de "dressage", elles auront lieu le 23 juin, tandis que les compétitions de "saut d'obstacles" sont programmées du 23 au 28 juin, avec la participation d'une élite de cavaliers renommés pour leur expertise et leur parfaite harmonie avec leurs montures, dans des scènes alliant précision, puissance et symbiose. Le festival comprendra également une exposition d'artisanat local, mettant en lumière le savoir-faire manuel et traditionnel liés à l'univers équestre, notamment la fabrication de selles, de costumes et d'ornements pour chevaux. Cette exposition offrira aux visiteurs l'occasion de découvrir une autre facette de l'équitation, où le sens esthétique

croise le patrimoine, l'innovation et la créativité. A travers cette manifestation, la Fédération équestre algérienne aspire à redonner ses lettres de noblesse aux disciplines équestres ancestrales, en œuvrant à l'instauration d'une nouvelle culture fondée sur l'ouverture, la formation et la compétition loyale. Cette dynamique vise à impliquer les différentes franges de la société et à offrir aux passionnés du cheval ainsi qu'aux amateurs de culture et de sport l'opportunité de découvrir l'univers équestre dans toute sa diversité. Les organisateurs entendent, à travers ce rendez-vous national, raviver les traditions de l'équitation algérienne et à en renforcer la portée sportive, patrimoniale et touristique.

MONDIAL DE VOLLEY-BALL (MESSIEURS)

## L'Algérie débutera contre l'Italie le 14 septembre à Manille

La sélection algérienne masculine de volley-ball (seniors) entamera sa participation au mondial 2025, prévu aux Philippines (12-28 septembre) face à son homologue italienne (tenante du titre), le 14 septembre à Manille (14h30 algériennes) pour le compte de la première journée (groupe F), selon le programme de la compétition dévoilé par la Fédération internationale (FIVB). Versée dans la poule F, le Six national affrontera lors de la deuxième journée prévue le 16 septembre l'Ukraine (07h00), avant de boucler la phase de groupe le 18 septembre contre la Belgique (07h00) toujours à Manille. Pour rappel, le Six national avait composé son billet pour le Mondial 2025 en se qualifiant pour la finale du Championnat d'Afrique 2023, perdue face à l'Egypte (1-3). Pour cette première édition qui se jouera avec 32 pays, les deux meilleures équipes du classement final de chaque poule accéderont à la phase à élimination directe de la compétition mondiale. Le tournoi se déroulera sur deux sites à Manille – le Smart Arena Coliseum et la SM MO Arena – du 12 au 28 septembre 2025.



DIABÈTE

## Pourquoi faut-il surveiller ses pieds ?

Les personnes diabétiques le savent bien : elles ont un risque accru de souffrir d'une plaie au pied, cicatrisant difficilement. Jusqu'à 5% des diabétiques ont un ulcère du pied qui peut mener à l'amputation s'il n'est pas soigné rapidement. La prévention est donc cruciale.

### LE « PIED DIABÉTIQUE » : UNE ZONE SENSIBLE

Les ulcères ou les infections des pieds font partie des principales complications du diabète, qu'il s'agisse du diabète de type 1 ou de type 2. La maladie est d'ailleurs à l'origine de la grande majorité des amputations non traumatiques (c'est-à-dire non liées à un accident), dans les pays développés comme ailleurs. Ainsi, on estime que 3 à 10 % des personnes diabétiques souffriront d'un problème de pieds, et qu'une sur 15 sera amputée. Chaque année, dans le monde, plus d'1,3 million de personnes diabétiques perdent ainsi une jambe ou un pied. Étant donné les conséquences potentiellement dramatiques d'un « pied diabétique » mal soigné, il est primordial pour les personnes atteintes de diabète d'accorder une attention toute particulière à cette partie du corps. Il faut donc inspecter régulièrement ses pieds, ses ongles, s'assurer qu'il n'y a pas de lésions, de sensations ou de rougeurs anormales (ampoules, cor, durillon, sensations de fourmillement).

La prévention est la clé : de bonnes chaussures, une bonne hygiène, et une vigilance constante sont primordiales. Au moindre doute, une visite chez le médecin ou le podologue s'impose. Il faut garder en tête que pris un temps, un ulcère du pied se soigne dans la grande majorité des cas.

### Pourquoi les pieds sont-ils en danger en cas de diabète ?

En fait, les pieds des personnes diabétiques subissent des changements liés à la maladie qui les rendent plus vulnérables et qui entravent la bonne cicatrisation des plaies. Tout d'abord, leurs pieds sont plus sujets aux déformations. En cause ? Une dégradation des nerfs liée au taux de sucre trop élevé (neuropathie), mais aussi une atrophie de certains muscles et une diminution de la mobilité des articulations et des



tendons. Durant la marche, la pression et les points d'appui sont donc légèrement modifiés, ce qui peut prédisposer certaines zones à des blessures ou à des frottements répétés. L'atteinte des nerfs, que l'on appelle neuropathie sensorielle périphérique, est en outre un facteur de risque important de blessure au pied. Elle touche presque la moitié des diabétiques et elle est associée à un risque deux fois plus élevé de développer un ulcère. Elle entraîne une perte de la sensibilité dans les extrémités. Privées de leurs sensations, les personnes se blessent davantage ou réagissent moins lorsqu'elles ont une douleur. Résultat : des blessures peuvent apparaître et avoir le temps de s'aggraver sans que le malade s'en aperçoive ! Enfin, certaines personnes diabétiques souffrent d'une « artériopathie périphérique », c'est-à-dire un endommagement des vaisseaux sanguins qui irriguent les membres. Du fait d'une mauvaise circulation, les petites plaies ont du mal à cicatriser et ont tendance à s'infecter facilement. À leur tour, ces infections peuvent contaminer les tissus profonds et l'os, voire gangrener le pied, menant dans certains cas à l'amputation. Les facteurs de risque comme les déformations des pieds, les problèmes neuropathiques et artériels sont malheureusement irréversibles. Il est donc important de prévenir autant que possible ces complications, en commençant en premier lieu par bien suivre son traitement afin d'obtenir un contrôle adéquat de la glycémie. Par ailleurs, quel que soit le stade de la maladie, il est impératif d'adopter de

bonnes mesures d'hygiène pour préserver la santé des pieds.

### Il faut donc, de préférence :

Éviter de marcher pieds nus, porter des chaussures adéquates, confortables, qui ne blessent pas le pied, éviter de se brûler (bain trop chaud, par exemple), se couper les ongles régulièrement et pas trop courts pour éviter les ongles incarnés, examiner ses pieds quotidiennement et être attentif à l'apparition de (bobos), d'ampoules, de durillons ou de rougeurs de sorte à les faire soigner rapidement. Il faut consulter régulièrement un pédicure-podologue spécialiste du diabète.

### Et si un ulcère du pied apparaît ?

Pas de panique ! La grande majorité des ulcères se soignent bien lorsqu'ils sont détectés et pris en charge rapidement. Au moindre doute, lorsqu'une blessure survient et qu'elle tarde à cicatriser, parlez-en à votre professionnel de santé. Il est extrêmement important de réagir vite. Le traitement répondra à plusieurs objectifs : améliorer la circulation (re-vascularisation chirurgicale), traiter la douleur (analgésiques), traiter l'infection s'il y en a (antibiotiques), mise en décharge du pied (chaussure thérapeutique, alitement, fauteuil roulant...), pratiquer un débridement mécanique (excision des parties nécrosées, des tissus dévitalisés pour faciliter la cicatrisation, lutter contre l'œdème et bien sûr, réajuster le traitement pour maintenir une glycémie optimale.

Ania N.

JOURNÉE MONDIALE DU DON DE SANG 2025

**Donnez du sang,  
donnez de  
l'espoir : ensemble,  
sauvons des vies**



Le 14 juin, le monde célèbre la Journée mondiale du don de sang, un hommage mondial aux millions de donneurs et de donneuses de sang volontaires et non rémunérés qui donnent à d'autres une seconde chance. Leur générosité sauve des vies, renforce les communautés et incarne l'esprit de solidarité. Cette journée est l'occasion de les remercier, mais aussi de souligner le besoin continu et urgent de dons de sang sûrs et réguliers. Cette année, la Journée est placée sous le signe de l'espoir, celui que vous donnez avec chaque goutte de sang. Partout sur la planète, des millions de patientes et de patients ont, chaque année, besoin de transfusions sanguines : chaque don, c'est un peu d'espoir. Les objectifs de la campagne sont les suivants : sensibiliser le public à la nécessité cruciale des dons de sang et de plasma et à l'impact qu'ils ont sur la vie des patients ; encourager les donneurs et les donneuses à donner régulièrement leur sang, contribuant ainsi à assurer un approvisionnement stable et suffisant ; mettre en avant les conséquences positives que les donneurs et les donneuses ont sur la santé et le bien-être d'autrui et promouvoir les valeurs de solidarité, de compassion et de communauté par le don de sang ; et mobiliser le soutien des gouvernements et des partenaires de développement pour investir dans les programmes nationaux de transfusion sanguine et les soutenir afin d'atteindre l'accès universel à une transfusion sanguine sûre, partout dans le monde.

L. Z.

DIABÈTE CHEZ L'ENFANT

## Le combat des plus jeunes

Chaque année, partout dans le monde, des centaines de milliers d'enfants et d'adolescents se font diagnostiquer par un diabète, l'une des maladies chroniques les plus fréquentes chez cette catégorie. Le diabète, c'est avoir trop de sucre dans le sang (hyperglycémie), un élément considéré comme carburant pour le corps, mais pour utiliser le sucre dans le sang, il faut une clé qui s'appelle l'insuline. Cette insuline est produite par le pancréas, et quand ce dernier fonctionne mal, il ne fabrique pas suffisamment d'insuline, c'est le cas pour les enfants qui ont un diabète de type 1 dit (insulinodépendant), il se présente sous forme de, «soif excessive, une envie d'uriner fréquente, une grande fatigue, un amaigrissement inexplicable, des infections fréquentes, incapables de contrôler la vessie». Dans ce cadre, l'enfant doit prendre de l'insuline tous les jours. En revanche, il existe aussi un diabète de type 2, ce type touche de

plus en plus de jeunes âgés de moins de 20 ans, particulièrement au moment de la puberté. Cela serait dû au fait que le surpoids et l'obésité infantile deviennent plus courants. Toutefois, le nombre d'enfants pré pubères atteints par un diabète de type 2 reste extrêmement faible. A noter que lorsque le diagnostic de diabète est posé, la maladie va accompagner l'enfant durant toute sa vie, si on ne sait pas encore le guérir, les traitements sont très au point et connaissent des progrès constants. Ils permettent à l'enfant de mener une vie «normale», (scolarité, sport, jeux, loisirs, vacances, amitiés), l'enfant ne sera privé de rien. Simplement, il faut surveiller régulièrement sa glycémie (son taux de sucre dans le sang) et lui administrer de l'insuline quotidiennement. Les appareils utilisés pour cela sont pratiques et sans aucune douleur. Le but est de parvenir à l'équilibre glycémique le plus stable possible, pour le meilleur confort de vie de l'enfant.



Ce qui concerne l'alimentation, considéré comme un pilier essentiel dans la gestion du diabète chez l'enfant, la règle d'or est de manger de tout avec des portions équilibrées, le plus important est d'apprendre à estimer la quantité de glucides des aliments pour adapter au mieux les prises d'insuline. Par

ailleurs, le rythme des repas influence les résultats de la glycémie, il est déconseillé de sauter des repas ou de faire de grosses collations entre les repas pour éviter dans le premier cas, les risques d'hypoglycémie et dans le second cas, les risques d'hyperglycémie. Dans le même contexte, la pratique

sportive est recommandée, même si elle nécessite des précautions particulières pour éviter les épisodes d'hypoglycémie pendant ou après le sport.

### Etre parent d'un enfant diabétique :

En tant que parent, il n'est pas facile de voir son enfant malade, néanmoins, il est essentielle de bien comprendre la maladie qu'est le diabète, d'encourager l'enfant régulièrement dans les efforts comme dans les échecs, l'aider à suivre son traitement avec sérieux et motivation, lui parler de sa maladie et de ses traitements, faire face aux émotions et aux défis qu'il aura à relever au quotidien, rendre l'enfant autonome dans ses soins, comme la surveillance de son taux de glycémie ou l'usage de l'insuline, encourager l'enfant à parler ouvertement de sa maladie avec son infirmière scolaire, ses enseignants et ses camarades de classe.

L. Zeggane

VERS LE TOUT NUMÉRIQUE

## Une économie de 15 milliards DA et des services universitaires fluidifiés

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, a salué jeudi à Alger les avancées majeures rendues possibles par la numérisation dans le secteur, en particulier en ce qui concerne les œuvres universitaires destinées aux étudiants. Restauration, transport, hébergement, bourses... tous ces services ont connu une transformation significative grâce à l'adoption des nouvelles technologies.

Ph: DF



S'exprimant lors d'une séance plénière du Conseil de la nation consacrée aux questions orales posées aux membres du Gouvernement, présidée par Azouz Nasri, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Kaouter Krikou, le ministre a souligné que la stratégie numérique entreprise vise « l'amélioration continue des prestations universitaires par la dématérialisation des démarches administratives, via notamment le développement du système d'information intégré Progres ». Ce système, désormais disponible en arabe et en anglais, permet une gestion simplifiée et centralisée des services aux étudiants, incluant l'activation de la fonction de présence et la généralisation de la carte d'étudiant unifiée et multifonctionnelle. Une véritable révolution numérique pour l'administration universitaire. Concernant le logement universitaire, le ministre a indiqué que l'ensemble des procédures ont été totalement dématérialisées depuis 2022. Cette démarche « zéro papier » s'inscrit dans un plan global d'amélioration des conditions de vie et d'études des étudiants, avec des mesures concrètes pour optimiser l'expérience résidentielle dans les

cités universitaires. Kamel Baddari a aussi mis l'accent sur les progrès réalisés dans la restauration universitaire.

En janvier 2025, les 514 restaurants universitaires à travers le pays servaient quotidiennement près de 365 000 repas. Ces repas, selon le ministre, sont élaborés selon un programme nutritionnel « équilibré et sain », conçu avec la participation d'étudiants et de professionnels de santé. L'introduction du portefeuille électronique pour remplacer les traditionnels tickets papier a permis non seulement de fluidifier le service, mais aussi d'économiser plus de 15 milliards de dinars algériens. Une réforme saluée comme l'une des plus efficaces dans la gestion des ressources du secteur. La numérisation a également touché le transport universitaire avec le lancement de l'application mobile My Bus, qui permet aux étudiants de consulter en temps réel les itinéraires, horaires de départ et d'arrivée des bus. Ce service vise à améliorer

la ponctualité et la planification des déplacements quotidiens des étudiants. Par ailleurs, la plateforme numérique Eminha offre désormais la possibilité aux étudiants de déposer leurs dossiers de demande de bourse universitaire en ligne, éliminant ainsi les déplacements inutiles et les longues files d'attente. Avec cette vaste entreprise de numérisation, le ministère entend poursuivre sur la voie de la modernisation et de l'efficacité, tout en plaçant les étudiants au cœur des priorités. Kamel Baddari a affirmé que ces efforts s'inscrivent dans la stratégie gouvernementale visant à créer un environnement académique plus performant, plus équitable et plus tourné vers l'avenir.

En mettant les outils numériques au service de la communauté universitaire, l'Algérie confirme sa volonté d'inscrire son système d'enseignement supérieur dans une dynamique de transformation structurelle durable et inclusive.

BOUDJEMAA

## «La numérisation judiciaire, un acquis stratégique sous l'impulsion du président Tebboune»

Le ministre de la Justice, garde des Sceaux, Lotfi Boudjemaa, a réaffirmé, mardi à Alger, l'engagement de son département à poursuivre la modernisation du système judiciaire à travers la généralisation de la numérisation, en particulier via le déploiement de la justice électronique, conformément aux orientations du président de la République, Abdelmadjid Tebboune. Intervenant lors d'une séance plénière du Conseil de la nation présidée par Azouz Nasri, et consacrée à l'examen du projet de loi relatif à l'organisation, au fonctionnement et aux compétences du tribunal des conflits, le ministre a mis en avant les avancées accomplies dans ce domaine. Il a rappelé que le ministère de la Justice avait été pionnier dans l'adoption de la numérisation à grande échelle, soulignant les « efforts

constants pour consacrer la justice électronique » comme un pilier central de la réforme judiciaire. Selon M. Boudjemaa, cette transition numérique constitue un véritable acquis stratégique, qui s'inscrit pleinement dans la vision du chef de l'État. La création d'un Haut commissariat dédié à la coordination entre les différents secteurs gouvernementaux dans le domaine de la numérisation témoigne de cette volonté politique d'offrir aux citoyens des services publics plus modernes, efficaces et accessibles. Revenant sur les dispositions introduites dans le texte de loi examiné, le ministre a expliqué que le tribunal des conflits sera désormais chargé de trancher les litiges de compétence entre les juridictions de l'ordre judiciaire ordinaire et celles de l'ordre administratif. Le tribunal pourra rendre des déci-

sions déterminant clairement la juridiction compétente, ce qui vise à renforcer la sécurité juridique et à accélérer le traitement des affaires. Il a précisé que les délais pour saisir ce tribunal restent fixés à deux mois, tandis que les délais pour statuer sur les plaintes sont désormais encadrés par un maximum de six mois.

Cette mesure vise à réduire les lenteurs procédurales et à améliorer la réactivité de l'institution judiciaire face aux conflits de compétence. Répondant par ailleurs aux interrogations des membres du Conseil concernant le recours à la détention provisoire, M. Boudjemaa a rappelé le caractère exceptionnel de cette mesure. Il a précisé que le taux actuel de détention provisoire dans les établissements pénitentiaires s'élève à 5,13 % de l'ensemble de la population carcéra-

le, un chiffre qu'il a jugé « acceptable », notamment au regard des standards internationaux et du volume d'affaires traitées. Les membres du Conseil de la nation ont salué de leur côté les amendements introduits dans le projet de loi, soulignant l'attention particulière portée par le président de la République à la réforme de la justice, qu'il considère comme une priorité nationale. Ils ont exprimé leur espoir de voir le renforcement des prérogatives du tribunal des conflits se traduire par une amélioration concrète de son efficacité, et par une meilleure protection des droits des justiciables. L'ensemble des échanges au sein de la chambre haute du Parlement a illustré un consensus autour de la nécessité d'approfondir la réforme judiciaire dans un esprit d'innovation, d'équité et de proximité avec le citoyen.

## TECH EVENT

### Mobilité intelligente : lancement du hackathon « Tech for Mobility » à Alger 1

Un hackathon placé sous le signe de l'innovation technologique a débuté ce jeudi 12 juin 2025 à l'Université d'Alger 1 - Benyoucef Benkhedda, sous le thème « Tech for Mobility: Transforming Sidi Abdellah's Transport Future ». Organisé par la Faculté des sciences, département d'architecture, cet événement ambitieux vise à concevoir des solutions innovantes pour les défis liés au transport et à la mobilité urbaine dans la ville de Sidi Abdellah, l'une des principales villes nouvelles en Algérie. S'étalant sur une période de quatre jours, du 12 au 15 juin 2025, cette compétition réunit une diversité d'acteurs : développeurs, architectes, chercheurs, étudiants, citoyens et responsables locaux. Tous sont mobilisés pour imaginer des réponses concrètes et technologiquement avancées aux enjeux de mobilité dans un contexte urbain en pleine mutation. Les thématiques abordées couvrent plusieurs domaines de pointe tels que la mobilité intelligente, l'intelligence artificielle, la planification urbaine durable et les technologies financières. L'objectif affiché est de faire de Sidi Abdellah un laboratoire vivant de la mobilité de demain, en misant sur les talents algériens et l'innovation locale. Placée sous la supervision de la Dre Iman Harawolbia, présidente du comité d'organisation, la manifestation bénéficie du soutien d'un encadrement académique de haut niveau. Des experts, enseignants et chercheurs siègent au sein des comités scientifique et organisationnel, assurant un cadre de travail rigoureux et stimulant pour les participants. Le projet qui remportera le premier prix bénéficiera d'un accompagnement complet au sein de l'incubateur d'entreprises de l'Université d'Alger 1.

META

### Meta mise sur l'IA pour révolutionner l'édition vidéo et la messagerie sociale

La société Meta a annoncé le lancement d'un nouvel outil de montage de vidéos courtes assisté par intelligence artificielle, inspiré de sa technologie expérimentale Movie Gen, présentée précédemment dans le cadre de ses travaux de recherche avancés. Ce nouvel éditeur est actuellement disponible via l'assistant Meta AI, sur le site Meta.AI, ainsi que dans l'application dédiée Edits. Meta prévoit également d'intégrer progressivement cet outil directement dans Instagram au cours des prochaines semaines. Doté de plus de 50 modèles prêts à l'emploi, cet éditeur permet aux utilisateurs de transformer des personnages en avatars de jeux vidéo ou en illustrations de style bande dessinée, de modifier les arrière-plans pour y insérer des plages ou des paysages enneigés, et d'ajouter des effets lumineux oniriques et des couches colorimétriques sophistiquées. Il s'agit du premier produit commercial reposant sur la technologie Movie Gen, qui ne se limite pas au simple montage : elle permet également de générer des vidéos à partir de zéro, ou encore de transformer des images fixes en scènes animées. Ces capacités avancées devraient être étendues à d'autres services et plateformes de l'écosystème Meta dans un avenir proche.

M.Seghilani

AU COURS DE LA DERNIÈRE DÉCENNIE

## « Le nombre de personnes déplacées de force dans le monde a doublé, dont 14,5 millions de Soudanais »

Le nombre de personnes contraintes de fuir leur foyer en raison de la guerre, des persécutions, de la violence et des violations des droits humains dans le monde a atteint 122,1 millions à la fin avril 2025, contre 120 millions à la même période l'année dernière, ce qui représente environ une décennie d'augmentation continue, selon le rapport annuel Tendances mondiales du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) publié jeudi.

Le document indique que le Soudan est désormais le pays qui compte le plus grand nombre de personnes déplacées de force. Le nombre de personnes déplacées de force a presque doublé au cours de la dernière décennie.

À la fin de l'année 2024, le nombre de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays s'est établi à 73,5 millions, tandis que celui de réfugiés qui ont trouvé refuge au-delà des frontières de leur pays était de 42,7 millions, précise le rapport. En termes de répartition régionale, le Sou-



dan est désormais le pays qui compte le plus grand nombre de personnes déplacées de force, avec 14,3 millions de réfugiés et de personnes déplacées à l'intérieur du pays, suivi de la Syrie (13,5 millions) et de l'Afghanistan (10,3 millions). "Nous vivons une période d'intense instabilité dans les relations internationales, où les guerres modernes créent un paysage

fragile et déchirant, marqué par d'atroces souffrances humaines", a indiqué Filippo Grandi, Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, soulignant que "nous devons redoubler d'efforts pour rechercher la paix et trouver des solutions durables pour les réfugiés et les autres personnes contraintes de fuir leur foyer".

R. I.

AFIN DE STIMULER LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE

## Le Kenya dévoile un budget de 32,5 milliards de dollars pour 2025/26

Le Kenya a présenté son budget de 4.200 milliards de shillings (environ 32,5 milliards de dollars américains) pour l'exercice 2025/2026, avec des propositions visant à relancer l'activité économique. John Mbadi, secrétaire du Cabinet chargé du Trésor national et de la planification économique, qui a présenté le projet de budget devant l'Assemblée nationale dans la capitale Nairobi, a déclaré que le gouvernement cherche à favoriser une croissance économique durable pour améliorer les moyens de subsistance et promouvoir la prospérité commerciale et industrielle. « En 2024, l'économie a progressé de 4,7 %, soutenue par une croissance positive dans tous les secteurs, à l'exception de la

construction et des mines », a déclaré M. Mbadi. « Cette croissance est inférieure aux 5,7 % de 2023, principalement en raison des effets néfastes des inondations du deuxième trimestre et des manifestations contre le projet de loi de finances du troisième trimestre 2024, qui ont perturbé l'activité économique. » Malgré le ralentissement, Mbadi a déclaré que l'économie kenyanne est restée résiliente, enregistrant un taux de croissance moyen de 5,2 % en 2023 et 2024, dépassant la croissance mondiale de 3,3 % et celle de l'Afrique subsaharienne de 3,8 %. En ce qui concerne l'avenir, M. Mbadi a déclaré que l'économie devrait maintenir sa dynamique de croissance en 2025 et 2026, avec des projec-

tions de 5,3 % par an, sur la base des attentes d'un environnement macroéconomique stable à moyen terme. Mbadi a déclaré que le gouvernement vise à collecter 25,6 milliards de dollars de recettes, soit l'équivalent de 17,2 pour cent du produit intérieur brut (PIB), dont 20,8 milliards de dollars de recettes fiscales, ainsi que des recettes non fiscales et des subventions. Il a déclaré que le déficit budgétaire devrait s'élever à 7,14 milliards de dollars, soit 4,8 pour cent du PIB, et être financé par 2,22 milliards de dollars d'emprunts extérieurs et le reste par des sources nationales. Le secrétaire du Cabinet a déclaré que le gouvernement s'engageait à promouvoir l'accès à des soins de santé de qualité

et abordables grâce au Programme de couverture maladie universelle. M. Mbadi a également souligné les investissements dans les infrastructures numériques pour améliorer la connectivité et soutenir l'économie créative. Il a déclaré que les propositions budgétaires ont été élaborées à travers des consultations publiques pour répondre aux défis rencontrés en 2024, lorsque les nouvelles mesures fiscales ont rencontré une forte résistance de la part des citoyens. Par conséquent, a-t-il déclaré, le budget 2025/2026 se concentre sur l'allègement de la charge fiscale des Kenyans en élargissant l'assiette fiscale et en améliorant la conformité fiscale.

R. I.

NIGERIA

## L'un des projets phare de l'administration de la capitale achevé

Le président nigérian Bola Tinubu a salué l'achèvement d'une route artérielle construite par une entreprise chinoise à Abuja, la capitale, affirmant que le développement des infrastructures est essentiel au progrès du pays. Tinubu a mis en service mercredi la route artérielle N16 de 3,64 km, construite par CGC Nigeria Limited. La mise en service a été répertoriée comme l'un des projets marquants de l'administration du territoire de la capitale fédérale, marquant la deuxième année du mandat du président. La N16 relie plusieurs parties d'Abuja, ainsi que des échangeurs et des routes de desserte dans le district de Maitama, l'un des quartiers les plus recherchés de la ville. « Ce qui était autrefois un chaînon manquant est désormais une infrastructure moderne, fonctionnelle et durable, une artère plei-

nement réalisée », a déclaré Tinubu, soulignant que le projet de construction confirmait l'engagement de son administration en faveur de la transformation dans le cadre du programme Renewed Hope. « Cette route permettra de fluidifier la circulation dans le centre d'Abuja et d'améliorer la connectivité avec les quartiers en développement tels que Katampe, Jahi et Bwari. Elle stimulera la croissance du logement et des entreprises tout en servant de base à l'intégration future de la ville », a déclaré le président. Tinubu a salué la réinstallation en douceur des communautés locales et l'indemnisation des résidents touchés par le développement, exhortant les citoyens à protéger et à utiliser judicieusement les infrastructures pour favoriser la croissance, l'intégration sociale et les opportunités écono-

miques. Le Conseil exécutif fédéral du Nigeria a attribué le contrat à CGC Nigeria en septembre 2024, et les travaux ont débuté un mois plus tard. Le projet a été achevé en huit mois, soit quatre mois avant la période de travaux d'un an. Zhong Xiang, directeur général de CGC Nigeria, a déclaré à Xinhua que l'esprit de confiance et d'amitié entre la Chine et le Nigeria renforçait leur confiance. « Tout au long de la construction, nous avons créé plus de 1 300 emplois directs et indirects, stimulant ainsi considérablement l'activité économique locale », a-t-il déclaré. « L'achèvement de ce projet routier témoigne de notre engagement envers l'excellence et s'inscrit dans le cadre du programme « Renewed Hope » du président nigérian en matière de développement des infrastructures. »

R. I.

4<sup>E</sup> ÉDITION DE L'EXPOSITION ÉCONOMIQUE ET COMMERCIALE CHINE-AFRIQUE

## Le ministre chinois des AE appelle au « renforcement » des relations

Le ministre chinois des Affaires étrangères, Wang Yi, a successivement rencontré, jeudi à Changsha, capitale de la province chinoise du Hunan (centre), des dignitaires africains présents en Chine pour participer à la cérémonie d'ouverture de la quatrième édition de l'Exposition économique et commerciale Chine-Afrique, ainsi qu'à la réunion ministérielle des coordinateurs sur la mise en œuvre des mesures de suivi du Forum sur la coopération sino-africaine (FCSA). M. Wang a déclaré que les exportations ougandaises vers la Chine ont augmenté d'environ 90% sur un an, et la Chine est disposée à renforcer la coopération pratique dans divers domaines avec le pays, a-t-il ajouté. La Chine est prête à approfondir ses échanges et l'apprentissage mutuel avec le Rwanda en matière de gouvernance de l'Etat, ainsi qu'à renforcer la coopération pratique dans divers domaines. Il a noté que la Chine était disposée à travailler avec la Somalie pour mettre en œuvre les résultats du sommet, apporter davantage de bénéfices tangibles au peuple somalien et aider la Somalie dans la restauration de la paix et de la stabilité et l'accélération de sa reconstruction et de son développement. M. Wang a déclaré que la Chine souhaitait approfondir son partenariat stratégique global avec le Mozambique et était prête à aider le pays dans l'accélération de ses processus d'industrialisation et de modernisation. Il a exprimé son appréciation envers l'adhésion du Mozambique au principe d'une seule Chine. M. Wang a félicité le Togo pour la transition fluide de son système politique, exprimant son soutien dans l'exploration active par le Togo d'une voie de gouvernance adaptée à ses conditions nationales. Il a ajouté que la Chine était prête à soutenir le Togo dans la sauvegarde de son indépendance, de sa souveraineté et de sa dignité nationale.

R. I.

RD CONGO

## La cheffe de la mission de l'ONU se rend à Goma

La cheffe de la mission de maintien de la paix de l'ONU en RD Congo (Monusco), Bintou Keita, s'est rendue, jeudi à Goma, pour une première visite dans cette ville stratégique de l'est du pays, a indiqué la mission. Bintou Keita, représentante spéciale du secrétaire général de l'ONU et cheffe de la Monusco "est arrivée à Goma pour une visite de trois jours, au cours de laquelle elle rencontrera les représentants de l'AFC/M23 afin d'échanger sur les priorités du mandat de la Monusco, notamment la protection des civils", a précisé la mission onusienne. "Je suis ici pour écouter et exprimer ma solidarité avec la population de Goma et avec le personnel de la Monusco. Votre résilience est remarquable", a-t-elle ajouté. L'est de la RDC est en proie à des violences depuis plus de 30 ans. La situation s'est dégradée depuis la résurgence en 2021, du groupe armé M23 qui s'est emparé de Goma fin janvier. La visite de Mme Keita à Goma intervient "avant son briefing au conseil de sécurité de l'ONU le 27 juin", a indiqué une responsable de la communication au sein de la Monusco. Présente en RDC depuis 1999, la mission de maintien de la paix de l'ONU, jugée inefficace par les autorités congolaises, s'est retirée en juin 2024 de la province du Sud-Kivu, première étape d'un désengagement total prévu en trois phases. Goma est la capitale de la province du Nord-Kivu. Avant le lancement de son désengagement, la Monusco comptait environ 15.000 Casques bleus.

R. I.

LE GROUPE A3+ SUR LE YÉMEN

## « La solution politique inclusive, seule voie pour garantir la sécurité et la stabilité au Yémen »

Le groupe A3+ au Conseil de sécurité des Nations Unies a affirmé, jeudi à New York, que la solution politique inclusive demeurerait la seule voie pour garantir une sécurité et une stabilité durables au Yémen, appelant toutes les parties à manifester un véritable engagement en faveur du dialogue.



Ph: DR

Dans un communiqué lu par le Représentant permanent de la Somalie auprès des Nations Unies, Abukar Dahir Osman, lors d'un briefing au Conseil de Sécurité sur la situation au Yémen, le groupe A3+ (Algérie, Sierra Leone, Somalie et Guyana) a exprimé son "plein appui" aux efforts de l'Envoyé spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour le Yémen, Hans Grundberg, et de son équipe en faveur d'un processus politique dirigé et contrôlé par les Yéménites eux-mêmes, affirmant que "la solution politique inclusive demeure l'unique voie pour garantir une sécurité et une stabilité durables au Yémen". Le groupe a, dans ce contexte, rappelé l'appel du Secrétaire général des Nations

Unies à la libération "immédiate et inconditionnelle" de tous les employés de l'ONU détenus dans ce pays. Les A3+ ont en outre exprimé leur "profonde inquiétude" face à la détérioration de la situation sécuritaire au Yémen et dans toute la région, rappelant que "le droit international humanitaire interdit les attaques contre les civils et leurs biens". Aussi, ont-ils exhorté toutes les parties à "respecter leurs engagements en vertu du droit international humanitaire, y compris la quatrième Convention de Genève, ainsi que l'ensemble des principes coutumiers, et à prendre les mesures nécessaires pour protéger les populations civiles au Yémen et leur épargner de nouvelles

tragédies". Le groupe a également exprimé sa "profonde inquiétude" face à la détérioration de la situation humanitaire et sanitaire au Yémen et à la prolifération de maladies comme le paludisme, la dengue et le choléra, dont des centaines de nouveaux cas sont signalés dans différentes provinces du pays, ce qui porte un coup supplémentaire au système de santé. "Le manque de financement adéquat et la pénurie de médicaments essentiels compromettent les efforts du gouvernement pour contenir la situation", a souligné le groupe, prévenant que "sans un soutien international approprié, la propagation de ces maladies s'intensifiera, mettant en danger la vie de milliers de personnes".

« LA GARANTIE D'UN CESSZ-LE-FEU IMMÉDIAT ET DURABLE DANS LA BANDE DE GHAZA EST ESSENTIELLE POUR INSTAURER UNE PAIX PÉRENNE DANS L'ENSEMBLE DE LA RÉGION »

Après avoir appelé les organisations internationales à "contribuer davantage à l'aide apportée au peuple yéménite", les A3+ ont incité les autorités à prendre les mesures nécessaires pour garantir la fourniture en temps voulu de l'aide humanitaire et des secours vitaux. Insistant sur la nécessité de s'abstenir de toute action "susceptible d'attiser davantage le conflit au Yémen et de compromettre les efforts humanitaires", le groupe A3+ a soutenu que "la garantie d'un cessez-le-feu immédiat et durable dans la bande de Gaza est essentielle pour instaurer une paix pérenne dans l'ensemble de la région". Réaffirmant sa solidarité avec le peuple yéménite, le groupe A3+ a appelé toutes les parties à manifester un véritable engagement en faveur du dialogue. Les A3+ ont, par ailleurs, exhorté le Conseil de sécurité à continuer d'œuvrer de concert en faveur de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de la stabilité du Yémen.

R. I.

LES AUTORITÉS INDIENNES SUR LE CRASH DU VOL AIR INDIA 171

## "Il n'y aurait aucun survivant parmi les 242 passagers"

La police indienne a affirmé qu'il n'y aurait aucun survivant parmi les 242 personnes qui étaient à bord de l'avion à destination de Londres et qui s'est écrasé jeudi après son décollage de l'aéroport d'Ahmedabad, dans l'ouest de l'Inde. "Il semble qu'il n'y ait aucun survivant parmi les 242 personnes qui se trouvaient à bord de l'avion à destination de Londres, qui s'est écrasé jeudi après le décollage de l'aéroport d'Ahmedabad, dans l'ouest de l'Inde", a déclaré, à des médias, le commissaire de police de la ville, GS Malik. "L'appareil est tombé sur un quartier résidentiel, comprenant des bureaux. Le crash a fait davantage de victimes", ajouta le chef de la police. Le crash jeudi du vol Air India 171 après son décollage d'Ahmedabad, dans le nord-ouest de l'Inde, est une "tragédie", a réagi le Premier ministre indien, Narendra Modi. "La tragédie d'Ahmedabad nous a tous abasourdis et attristés. Cela nous brise le cœur au-delà des mots", a déclaré M. Modi sur les réseaux sociaux, adressant ses "pensées à tous ceux qui ont été affectés". Le vol Air India 171 a décollé à 13h39

locales (08h09 GMT) et s'est écrasé juste après son décollage "hors du périmètre de l'aéroport" d'Ahmedabad après avoir émis un appel d'urgence. Parmi les passagers, figuraient 169 Indiens, 53 Britanniques, sept Portugais et un Canadien, selon la compagnie aérienne indienne.

**ANTONIO GUTERRES, SG DE L'ONU SE DIT « PROFONDÉMENT ATTRISTÉ » PAR LE CRASH D'AVION EN INDE**

Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, est profondément attristé par la nouvelle de l'accident d'avion d'Air India qui a fait plus de 200 morts, a indiqué jeudi son porte-parole.

Le secrétaire général présente ses sincères condoléances aux familles des victimes, au peuple et au gouvernement de l'Inde, ainsi qu'à tous les pays dont les citoyens ont été affectés par cette tragédie. Il souhaite un prompt et complet rétablissement aux blessés, a écrit Farhan Haq, porte-parole adjoint de M. Guterres, dans un communiqué. L'appareil d'Air India qui se dirigeait vers Londres avec 242 personnes à bord s'est écrasé

jeudi peu après son décollage de l'aéroport d'Ahmedabad, dans l'Etat du Gujarat (ouest du pays). Le ministère indien des Affaires étrangères a déclaré que de nombreuses personnes avaient perdu la vie dans l'accident, sans donner de chiffre précis sur le nombre de morts.

L'avion Boeing 787-8 transportait 169 ressortissants indiens, 53 Britanniques, sept Portugais et un Canadien, ainsi que 12 membres d'équipage de cabine, lorsqu'il s'est écrasé. L'avion a percuté un foyer de l'école de médecine lors de l'accident.

R. I.

DANS UN CONTEXTE D'ACCROISSEMENT DES VIOLENCES EN HAÏTI

## La Croix Rouge alerte sur le risque d'un "effondrement humanitaire" dans le pays

Haïti risque de connaître un "effondrement humanitaire" dans un contexte d'accroissement des violences impliquant des gangs mais aussi des groupes d'autodéfense, a affirmé jeudi une responsable du Comité international de la Croix-Rouge (CICR). "La quasi-totalité de la capitale est déjà sous le contrôle des groupes armés. Si la situation s'aggrave, la population n'aura plus d'espace ni d'endroit où aller", a déclaré à des journalistes la cheffe de délégation du CICR en Haïti, Marisela Silva Chau, en marge d'une réunion des délégués de l'organisation à Genève. "Nous sommes très inquiets, car la situation atteint un point où nous pourrions assister, dans un avenir proche, à un effondrement humanitaire", a-t-elle ajouté. Haïti subit depuis longtemps la violence des bandes criminelles, accusées de meurtres, viols, pillages et enlèvements, dans un contexte d'instabilité politique. "Il y a 6 millions de personnes, soit la moitié de la population, qui ont besoin d'une aide urgente, 80% de la capitale sous le contrôle des groupes armés, 1,3 million de déplacés internes (...) et seulement 40% des structures de santé qui fonctionnent", a détaillé Mme Silva Chau. "Haïti est clairement la pire crise humanitaire de l'hémisphère

occidentale", a-t-elle indiqué. La responsable a expliqué qu'un changement s'était produit l'an dernier lorsque "200 à 300 groupes armés, qui s'étaient affrontés pendant des années, se sont unis sous la bannière de la coalition 'Viv Ansanm' (Vivre Ensemble)". Selon elle, ce "changement de paradigme dans la dynamique de la violence armée" exerce une pression sans précédent sur la population, aboutissant à la création de "groupes d'autodéfense composés de membres de la population". Cette situation risque de déboucher sur "une disponibilité généralisée des armes" au sein de la population qui ne sera plus passive face aux violences mais "activement engagée dans les confrontations armées", a-t-elle averti. "Une telle situation réduirait l'espace humanitaire et il n'y aurait alors aucun moyen disponible pour permettre à la population de survivre", a-t-elle conclu. Le pays est dirigé par des institutions de transition et a connu un nouveau regain de violence depuis mi-février. Les gangs, qui contrôlent environ 85% de la capitale Port-au-Prince selon l'ONU, ont multiplié les attaques dans plusieurs zones qui échappaient jusque-là à leur contrôle, semant la terreur parmi la population.

R. I.

CHINE

## 12 membres d'équipage secourus à bord d'un cargo à l'approche du typhon Wutip

Douze membres d'équipage ont été secourus d'un navire au large de la province insulaire de Hainan, dans le sud de la Chine, tôt hier matin, alors que le typhon Wutip s'approche, ont annoncé les autorités locales. Le bureau de secours de Nanhai, relevant du ministère des Transports a reçu jeudi soir des appels à l'aide signalant qu'en raison du typhon Wutip, douze personnes à bord d'un cargo se trouvant à environ 14 milles nautiques (environ 26 kilomètres) au sud-ouest de Hainan devaient être évacuées. Le navire de sauvetage est parti jeudi à 18h30 et est arrivé à 23h50 (heures locales) sur les lieux, dans des conditions difficiles, avec des vents violents générant des vagues atteignant trois mètres de hauteur. Les sauveteurs ont réussi à transférer les membres d'équipage en lieu sûr en 43 minutes plus tard, et ils devraient retourner à un point d'ancrage vendredi à midi. Wutip s'est intensifié pour devenir une forte tempête tropicale jeudi à 20h00. Vendredi à 10h00, il se trouvait près du district autonome Li de Ledong, à Hainan, avec des vents atteignant 101 kilomètres par heure et se déplaçant vers le nord-ouest à une vitesse de 5 à 10 kilomètres par heure. Toutes les écoles maternelles, les établissements scolaires, chantiers et sites touristiques de Sanya ont été fermés. La navigation maritime est interdite, et l'aéroport de Sanya a suspendu tous ses vols à partir de jeudi 22h00.

R. I.

MONGOLIE

## Le chef de cabinet du président nommé Premier ministre

Les députés mongols ont investi hier, l'ancien président du Parlement, Gombojav Zandanshatar, âgé de 52 ans, en tant que nouveau Premier ministre. Le nouveau Premier ministre, Gombojav Zandanshatar, est un personnage incontournable de la scène politique mongole depuis une vingtaine d'années. Membre comme son prédécesseur Luvsan-namsrain Oyun-Erdene du Parti du peuple mongol (PPM), il a été élu aux premières heures de la matinée de vendredi par le Grand Khoural d'Etat - le parlement monocaméral du pays. Gombojav Zandanshatar avait déjà occupé plusieurs fonctions importantes. Il était notamment ministre des Affaires étrangères, chef de cabinet de l'actuel président Ukhnaa Khurelsukh, ou encore président du Parlement lorsque celui-ci a adopté des réformes constitutionnelles clés en 2019.

R. I.

LES PLUS FORTUNÉS ONT LE VENT EN POUPE SOUS LA PRÉSIDENTIE D'EMMANUEL MACRON

# Plus de la moitié des ministres français sont millionnaires

*Selon la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique, qui a rendu publiques les déclarations de patrimoine de 36 membres du gouvernement français actuel, 22 ministres sont millionnaires, plaçant le gouvernement Bayrou parmi les plus riches, depuis l'imposition des déclarations de transparence imposées en 2014.*

**D**epuis 2017, soit l'arrivée de l'ère d'Emmanuel Macron les ministres sont de plus en plus riches. En témoignent les récentes publications de patrimoine des membres du gouvernement Bayrou. Sur 36 membres actuels du gouvernement, 22 sont millionnaires, d'après les déclarations d'intérêts et de patrimoine, rendues publiques le 10 juin dernier, par la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique (HATVP).

Les plus fortunés ont décidément le vent en poupe sous la présidence d'Emmanuel Macron. Depuis 2017, les ministres sont de plus en plus riches. En témoignent les récentes publications de patrimoine des membres du gouvernement Bayrou. Sur 36 membres actuels du gouvernement, 22 sont millionnaires, d'après les déclarations d'intérêts et de patrimoine, rendues publiques le 10 juin dernier, par la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique (HATVP). À titre de comparaison, le gouvernement d'Élisabeth Borne comptait 19 millionnaires en 2022, avec un patrimoine brut moyen de 1,8 million d'euros, confirmant cette tendance des fortunés au gouvernement en France. La moyenne du patrimoine net des 36 membres du gouvernement dépasse les 2,6 millions d'euros en patrimoine net moyen, rapporte des médias locaux. Ce chiffre remonterait à 2,9 millions en patrimoine brut moyen, selon le calcul fait par le quotidien Le Monde. Les plus fortunés ont décidément le vent en poupe sous la présidence d'Emmanuel Macron. Depuis 2017, les ministres sont de plus en plus riches. En témoignent les



récentes publications de patrimoine des membres du gouvernement Bayrou. Sur 36 membres actuels du gouvernement, 22 sont millionnaires, d'après les déclarations d'intérêts et de patrimoine, rendues publiques le 10 juin dernier, par la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique (HATVP). À titre de comparaison, le gouvernement d'Élisabeth Borne comptait 19 millionnaires en 2022, avec un patrimoine brut moyen de 1,8 millions d'euros, confirmant cette tendance des fortunés au gouvernement en France. La moyenne du patrimoine net des 36 membres du gouvernement dépasse les 2,6 millions d'euros en patrimoine net moyen, selon les médias locaux. Ce chiffre remonterait à 2,9 millions en patrimoine brut moyen, selon le calcul fait par le quotidien Le Monde.

## UN MILLIONNAIRE À MATIGNON ET D'AUTRES DANS LE STAFF GOUVERNEMENTAL

Le Premier ministre François Bayrou a déclaré 1 247 152 euros, une fortune qui le classe au 19e rang des ministres millionnaires du gouvernement et qui provient principalement des biens immobiliers aux Pyrénées-Atlantiques, son département natal. Il possède une maison de 225 m<sup>2</sup> d'une valeur de 500 000 euros acquise en 1978, ainsi que d'un appartement d'une quarantaine de m<sup>2</sup>. Le Premier ministre possède également plusieurs terres agricoles dans le département. François Bayrou est aussi le propriétaire d'un appartement de 50 m<sup>2</sup> à Paris d'une valeur de 550 000 euros. Le chef du gouvernement possède également un fonds de commerce dans une entreprise d'élevage de chevaux pour une valeur d'un peu plus de 67 000 euros. Selon sa déclaration d'intérêts à la HATVP, François Bayrou touchait une rémunération de cette exploitation jusqu'en 2018, année où cette activité lui a rapporté 18 220 euros nets. Depuis, le Premier ministre affirme n'avoir plus perçu de revenus de l'élevage de chevaux, déclarant même un résultat négatif depuis 2019. En 2024, Bayrou a touché un peu plus de 40 000 euros nets en tant que maire de Pau, un revenu qu'il ne touche plus depuis son arrivée à Matignon en 2025. En 2021, le chef du gouvernement a emprunté 20 000 euros et il ne lui reste plus qu'à rembourser 4 582 euros de cette somme. François Bayrou a précisé être propriétaire de quatre voitures, dont une Peugeot 5008 achetée 35 000 euros en 2018.

## TOP 3 DES MINISTRES LES PLUS FORTUNÉS DU GOUVERNEMENT SOUS LA PRÉSIDENTIE DE MACRON

À la tête du classement, figure Marc Ferracci, ministre chargé de l'Industrie et de l'Énergie avec un patrimoine estimé à près de 23 millions d'euros (22 973 296

euros), principalement constitué de parts non cotées dans Icare Finance, une entreprise d'expertise comptable dirigée par son père, dont il détient 35 % du capital. Il possède aussi 45 % d'un appartement parisien estimé à 250 000 euros, acheté en 2006. En 2024, Marc Ferracci n'a déclaré que 23 715 euros de salaires, alors que sa compagne percevait un revenu de 184 319 euros, indique la presse française. La seconde marche du podium des ministres les plus riches est occupée par le ministre de l'Économie, Éric Lombard, avec près de 21,7 millions d'euros de patrimoine (21 684 495 euros), dont plus de la moitié est constituée de parts dans la société SAS Halmahera, dont il détient 99 % du capital estimé à 6,8 millions d'euros. Des biens immobiliers estimés à 8 millions d'euros, dont un étrange « appartement » de 5 m<sup>2</sup> à Paris acheté 40 000 euros, figurent dans la liste de ses possessions. Au troisième rang de ce top 3 des ministres les plus riches du gouvernement français, la ministre de la Culture, Rachida Dati avec un patrimoine d'environ 6 millions d'euros (5 997 346 euros), mais sans ses bijoux. Elle possède un large portefeuille d'actions dans une quarantaine de sociétés comme Airbus, Veolia, L'Oréal, Universal Music, Thales, Pernod Ricard ou Moët Hennessy, pour des montants allant de 1 500 euros et 10 000 euros. Elle dispose d'une assurance-vie pour plus de 2 millions d'euros. Ses comptes titres sont d'une valeur de plus de 3 millions d'euros, alors que ses comptes courants disposent d'un montant de plus de 250 000 euros. Rachida Dati n'a, cependant, déclaré aucun bijou de valeur.

## GÉRALD DARMANIN ET MANUEL VALLS EN QUEUE DE PELOTON

Si la liste de la HATVP le classe au dernier rang, avec un peu plus de 130 000 euros de patrimoine (131 128 euros), Manuel Valls, ministre des Outre-mer, est en fait avant-dernier du classement. Ne possédant aucune propriété immobilière à son nom et avec 17 000 euros sur son compte courant, ainsi que 16 euros sur son compte d'épargne, le ministre a contracté un prêt personnel de 40 000 euros. La majeure partie de ses revenus provient de son entreprise Binidali conseil, qui lui rapporte 10 000 euros, et d'une « collection d'art » estimée à 100 000 euros. Le ministre le moins fortuné est le garde des Sceaux, Gérald Darmanin. Il dispose de deux livrets A avec sa femme, cumulant 26 301 euros et d'une assurance-vie. Outre son appartement à Tourcoing, acheté à crédit pour 225 000 euros en 2023, et lui reste encore plus de 185 000 euros à rembourser. Darmanin n'a rien déclaré d'autre. Après déduction du passif, son patrimoine est d'environ 80 000 euros seulement.

R. I.

PUBLICATION DE LA PREMIÈRE SÉRIE DES DOCUMENTS SECRETS ISRAËLIENS DÉTENUS PAR L'IRAN

## Elle révèle « la complicité du DG de l'AIEA Rafael Grossi avec l'entité sioniste »

**L**es médias iraniens ont publié jeudi la première série de documents confidentiels obtenus par le ministère iranien du Renseignement, dans le cadre de l'opération de détournement de documents secrets israéliens.

Ces documents révèlent ce qu'ils décrivent être une « coopération totale et directe » entre le directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), Rafael Grossi, et l'entité israélienne, dans le but de cibler le programme nucléaire pacifique de l'Iran. Selon l'agence de presse iranienne Fars, les documents montrent que Grossi a non seulement coordonné ses activités avec les représentants israéliens au sein de l'agence, mais a également suivi leurs directives et veillé à ce que les rapports de l'AIEA soient orientés de manière à servir les objectifs israéliens, tout en ignorant les activités nucléaires non pacifiques et non déclarées d'Israël.

Les documents divulgués contiennent des informations détaillées sur Merav Zafary-Odiz, qui a été la représentante officielle d'Israël auprès de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) de 2014 à 2016. Elle exprimait publiquement les positions d'Israël lors des réunions officielles de l'agence et de son Conseil des gouverneurs. Durant cette période, notamment lors de la mise en œuvre du Plan d'action global commun (PAGC) en 2015, Zafary-Odiz a critiqué à plusieurs reprises la coopération de l'Iran avec l'agence, la qualifiant de « lente et insuffisante ». Elle a également accusé l'administration précédente de l'agence, dirigée par Yukiya Amano, d'avoir fourni de « fausses informations » sur le programme nucléaire iranien.

Les documents comprennent entre autres des courriels dont la teneur révèle une mission spécifique entreprise par Zafary-Odiz, impliquant une coordination directe avec Grossi, dans le but d'influencer la position de l'agence et de détourner l'attention internationale des activités nucléaires non pacifiques et non déclarées d'Israël vers le programme nucléaire pacifique de l'Iran.

Selon les médias iraniens, la nomination de Grossi au poste de directeur général de l'AIEA a marqué un tournant dangereux, car il a entamé sa coopération avec Israël en 2016 et coordonné la rédaction de rapports contre les activités nucléaires pacifiques de l'Iran. Un document témoigne d'une coordination entre Israël et Grossi pour attiser le sentiment anti-iranien, cinq mois seulement après la signature de l'accord nucléaire. Les médias iraniens ont également rapporté que les documents révélaient une demande de Zafary-Odiz pour une rencontre immédiate avec Grossi, le 10 mai 2016, afin de discuter de « développements » non spécifiés.

Des courriels ultérieurs – qui n'ont pas encore été traduits de l'hébreu au persan – faisaient état d'une correspondance entre elle et un certain Eli Rettig, dans le cadre de la coordination d'une stratégie médiatique et politique pour affronter l'Iran au sein de l'AIEA. Se référant aux documents publiés, le ministère iranien du Renseignement en conclut que cette coopération systématique entre Grossi et « Israël » s'inscrit dans le cadre d'une stratégie plus large visant à saper toute reconnaissance internationale de la nature pacifique du programme nucléaire iranien et à transformer l'agence en un outil politique biaisé.

R. I.

ESPAGNE

## Inflation révisée légèrement en hausse en mai

**L**'inflation en Espagne a été légèrement révisée à la hausse en mai pour s'élever à 2% sur un an, soit 0,1 point de plus que l'estimation avancée il y a deux semaines, selon les données officielles publiées vendredi. Le taux de hausse des prix à la consommation était de 2,2% sur un an en avril et de 2,3% en mars. Selon l'Institut national de statistiques (INE), la modération en mai s'explique principalement par la baisse des prix dans le domaine des loisirs et de la culture, en particulier des packs touristiques (hôtel + voyages par exemple), qui avaient augmenté significativement en mai 2024. Le coût du logement a également diminué en raison d'une hausse moindre des prix de l'électricité par rapport à l'année précédente. La hausse de l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH), qui permet des comparaisons entre différents pays de la zone euro, s'est établie à 2% (chiffre révisé) sur un an en mai, contre 2,2% en avril.

EN RENDANT HOMMAGE AU DOYEN DES MAÎTRES DU GENRE, MOHAMED KHAZNADJI

# L'Ensemble "Senâa" de musique andalouse souffle sa première bougie

*Un concert de musique andalouse dans sa variante Senâa a été animé, jeudi soir à Alger, par deux ténors du genre et autant d'associations dédiés à cette musique savante, dont l'Ensemble "Senâa" qui a choisi de souffler sa première bougie en rendant hommage au doyen des interprètes et formateurs, Cheikh Mohamed Khaznadji.*



Mohamed Khaznadji

Accueilli au Palais de la Culture "Moufidi-Zakaria" le concert a été animé, devant un public nombreux, par les associations algéroises de musique andalouse, des "Beaux Arts" sous la direction d'El Hadi Boukoura et "Senâa", conduite par Seddik Mekhiouba également président de cet ensemble, organisateur de cet événement avec le soutien du ministère de la Culture et des Arts, et celui de la Jeunesse. Cette soirée-hommage a également été animée par les voix présentes et étoffées, du professeur à l'association des Beaux Arts d'Alger, Abdelmadjid Boumaza et de M'Barek Dekhla, ténor de renom, originaire de la ville de Annaba qui a tenu à rendre hommage au Maître Mohamed Khaznadji, dans les variations modales du genre Malouf, Ecole

de musique andalouse représentant l'Est algérien (le Gharnati de Tlemcen représentant l'Ecole de l'Ouest algérien). Après une belle entrée en matière assurée par Belkacem Boutka et sa "troupe Zorna Boutka", qui continue sur la lignée de quatre générations d'artistes à veiller sur la beauté patrimoniale et l'originalité de ce legs ancestral, la trentaine d'instrumentistes dirigée, par El Hadi Boukoura au violon, fit son entrée sur scène sous les applaudissements et les youyous du public. Sous le regard expérimenté du Cheikh Mohamed Khaznadji, assis à la première rangée au milieu du comédien Athmane Bendaoud et du chanteur chaâbi H'cissen Saâdi, El Hadi Boukoura a donné le signal de départ d'une prestation époustouflante qui allait revisiter le mode Raml el maya, pour en extraire la quintessence de la beauté mélodique. Les instrumentistes de l'association des Beaux Arts ont ainsi rendu les pièces, "Li Allah Wekelt amri" (aroubi) et "Ma rit fel'm'lah" (hawzi), suivis de plusieurs kh'lasset dont, "Laâiba el horo biya" et "Koum Tara" pour conclure avec la "taâila" de "Mohamed Mohamed", un clin d'œil au regretté Noureddine Saoudi (1954-2024) qui "souhaitait voir les associations de musique andalouse clore leurs prestations avec l'expression de l'admiration et de l'adoration du Prophète Mohamed (QSSL)", a tenu à témoigner El Hadi Boukoura.

Au tour de l'Association "Senâa" et sa vingtaine d'instrumentistes de présenter un programme prolifique dans le mode Mezoum, avec notamment, entre autres pièces, "Ana ôchqati fi soltane", "Afnani dhal'hob", "Li Allah ma asâb arrahil", "Dir ya nadim", "Sahi hana el waqt", "Ya rohi wa

ya ray'hani", "Ya moqabil" et "Koudoum el habib". Ce nouvel ensemble présente pas moins de quatre générations de musiciens et chanteurs, allant de la petite Leila Bey (5 ans) qui est intervenue pour interpréter "Ma kountou adri" (kadiyiya), dernière pièce au programme rendue avec beaucoup d'assurance et de théâtralité, à Achour Tchambaz au luth, un artiste chevronné d'une grande et longue expérience.

Au tour de M'Barek Dekhla d'interpréter, "Bellahi ya hamami" et "Bellah ya banou el werchane", que le public a bien apprécié, pour céder la scène, au professeur Boumaza qui, avec sa voix pleine, a rendu dans le mode Zidène les pièces, "Ya Mohamed Ya Sid Ahmed", "Ya bab Enniâm", "Bism Allah b'dit en'zemmem", "Ya kouma sallou" et "Qalbi ma wella". Savourant tous les instants de la soirée, le public a longtemps applaudi les prestataires, dont le jeune pianiste Ayoub Rouab, un jeune virtuose promis à une belle carrière et le percussionniste chevronné, élève de Debbah Alilou, Abdelghani Halouat, dont les prouesses techniques obéissent à une rigueur rythmique qui observe une régularité métrologique. Le Président et directeur artistique de l'association "Senâa", Seddik Mekhiouba a rappelé que l'association qu'il dirige a été créée il y a un an, "à la mémoire du Cheikh Mohamed Ben Ali Sfindja (1844-1908)", une grande figure artistique qui a marqué l'histoire de la musique andalouse. Des distinctions et des trophées de reconnaissance ont été remis au grand maître Mohamed Khaznadji et d'autres honorifiques de participation aux prestataires de cette belle soirée.

## ASSOCIATION CINÉMATOGRAPHIQUE "ADWAA" Hommage à l'artiste martyr Ali Maachi

L'Association cinématographique "Adwaa" a organisé, jeudi soir à Alger, une soirée artistique en hommage à l'artiste et militant Ali Maachi, à l'occasion de la Journée nationale de l'artiste, marquée par une présence distinguée de la famille cinématographique. Dans son allocution, le ministre de la Culture et des Arts, M. Zouhir Ballalou, qui a pris part à cette soirée artistique, a souligné l'importance de cette commémoration qui, a-t-il dit, "établit un lien entre la mémoire nationale et le message artistique", rendant hommage au martyr Ali Maachi qu'il a qualifié de "modèle pour l'artiste engagé, incarnant par ses convictions et son art les plus nobles valeurs du combat national". Mettant en avant "le rôle central qui incombe au cinéma algérien dans la préservation de la mémoire et la consolidation de l'identité", le ministre a appelé à "continuer à porter le flambeau à travers l'image, la caméra et la créativité", soulignant que le secteur du cinéma "connait aujourd'hui une dynamique nouvelle qui reflète l'orientation de l'Etat sous la conduite du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, en faveur de la promotion de la culture comme pilier du projet d'édification de l'Algérie nouvelle". M. Ballalou a fait savoir que son département "s'emploie à finaliser les textes d'application de la loi sur le cinéma et à restructurer le secteur de manière à garantir un cadre professionnel clair pour les acteurs du domaine", particulièrement les techniciens, insistant sur "l'importance d'ouvrir le champ à la jeunesse et aux investisseurs privés dans le cadre d'une vision participative visant à faire du cinéma une force culturelle et économique porteuse de valeurs de la nation". La soirée a été marquée par des prestations artistiques rendant hommage au martyr et reflétant le lien entre l'art et la mémoire nationale. Au terme de la manifestation, le ministre a pris part à la cérémonie de distinction d'artistes, en reconnaissance de leur apport et de leurs contributions à la scène culturelle nationale.

## CONCOURS GOURMAND WORLD COOKBOOK AWARD Le livre "Le couscous, racines et couleurs d'Algérie" en finale

Le livre "Le couscous, racines et couleurs d'Algérie" de l'auteure algérienne, Yasmina Sellam, est en compétition pour la finale du concours international Gourmand World Cookbook Awards 2025, qui récompense les meilleurs livres de cuisine du monde. Une rencontre avec l'autrice a eu lieu, jeudi au Palais de la Culture Moufidi-Zakaria, en présence du ministre de la Culture et des Arts, Zouhir Ballalou, autour de cet ouvrage paru en 2024, lors de laquelle Yasmina Sellam a expliqué que son livre concourt dans la catégorie "Culture culinaire" aux côtés d'autres finalistes venus de plusieurs pays, dont la Turquie et le Portugal, soulignant que les résultats de ce concours seront annoncés le 19 juin au Portugal. Elle a fait savoir qu'il s'agit de sa deuxième participation à ce concours, après son premier ouvrage "Mémoire culinaire de l'Algérie : Histoire de recettes" (2022), qui avait remporté le prix en 2023. Lors de cette rencontre, organisée par l'Entreprise nationale de communication, d'édition et de publicité (ANEP), maison d'édition du livre, Mme Sellam a affirmé que son ouvrage "met en lumière un élément clé de l'identité culturelle algérienne", à savoir le couscous, ajoutant que "ce plat traditionnel, ancré dans l'histoire nationale, incarne une facette de l'identité algérienne depuis l'antiquité". Le livre retrace l'histoire du couscous, l'un des plats les plus célèbres au monde, inscrit en 2020 par l'UNESCO dans sa liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'humanité, au nom de l'Algérie et trois autres pays du Maghreb, a-t-elle précisé, soulignant qu'il explore ses origines, ses variétés, les ingrédients et la méthode de sa préparation, ainsi que des recettes emblématiques.

ALGER

## Lancement de la manifestation artistique créative TINDA25

Les travaux de la manifestation artistique créative TINDA25 (Tech & INnovation in Design & Arts), placée sous le thème "DZ Art et design à l'ère de l'intelligence artificielle (IA)", ont débuté mercredi à l'Ecole supérieure des beaux-arts (ESBA) d'Alger, avec la participation d'universitaires, d'experts, d'enseignants, d'artistes et d'étudiants. Dans son allocution d'ouverture, le directeur de l'ESBA, Belhadj Terchaoui a indiqué que cette manifestation "constitue un rendez-vous annuel et une plateforme intellectuelle et académique ouverte sur un débat conscient de toutes les questions et problématiques soulevées par la réalité de l'usage de l'IA dans le

domaine artistique, à travers une série d'interventions animées par des experts en intelligence artificielle et des enseignants spécialisés". De son côté, l'expert en stratégies d'intelligence artificielle, Hassan Aggoun a évoqué dans son intervention intitulée "Intelligence artificielle, technologie, innovation et société", le développement que connaît ce domaine à même d'"ouvrir de larges perspectives pour la promotion de la créativité et de l'innovation artistique, grâce à l'exploitation de l'IA et des autres applications numériques dans la production d'œuvres artistiques de qualité et à forte valeur ajoutée". L'intervenant a également estimé "nécessaire pour l'Algérie de

contribuer de manière active à cet environnement numérique mondial, en y intégrant les spécificités culturelles algériennes". De son côté, le directeur général adjoint de l'Office national des droits d'auteur et des droits voisins (ONDA), Delmi Mehdi, a évoqué les évolutions profondes imposées par l'intelligence artificielle (IA) et son impact sur les métiers artistiques créatifs, car constituant "un changement radical qui nous oblige à reformuler plusieurs concepts, à mettre en place les cadres juridiques afin de préserver les droits moraux et financiers des créateurs, et à élaborer une charte nationale de déontologie de l'IA dans les domaines de la création artistique". Abordant

les détails de cette manifestation, le président de la filière Arts visuels à l'ESBA, Jaoudet Gassouma, a fait état de l'organisation de workshops et d'ateliers sur l'art et l'IA au profit de 25 étudiants, outre un concours sur la réalisation de projets artistiques dans le domaine de l'IA, dont les résultats seront annoncés le jour de la clôture. Le premier jour de cette rencontre, qui durera jusqu'au 13 juin, a été marqué par l'organisation de plusieurs communications, notamment sur "l'IA et l'histoire de l'art", "les défis éducatifs et pédagogiques à l'ère de l'IA", ainsi que "les pratiques créatives avec l'usage d'outils de l'IA générative".

**Recette du jour**



**Tliltli algérien**

**INGRÉDIENTS (POUR 6 À 8 PERSONNES):**

- 1 épaule d'agneau ou 1 collier d'agneau
- 3 gros oignons
- 2 gousses d'ail
- 3 ou 4 belles tomates bien mûres
- quelques branches de coriandre fraîche
- 1/2 cuillère à soupe de coriandre moulue
- 1 càc de paprika doux
- 1/2 càc de ras el hanout
- 1/2 brique de pulpe de tomate ou 3 càs de concentré de tomate
- 1 càc d'harissa (facultatif)
- sel ( je mets 1 cuillère et demi a soupe environ)
- 3 càs d'huile de tournesol
- 2 poignées de pois chiche (trempés la veille dans l'eau)
- 2 branches de cardons
- 1 piment (facultatif)
- 500 gr de tltli, langues d'oiseaux
- 3 ou 4 càs d huile pour travailler le tltli
- eau pour le travailler
- 50 gr de beurre environ
- 6 œufs durs
- 300 gr de viande hachée pour les boulettes: (pour la viande:1 petit oignon, sel, poivre, coriandre fraîche ciselée, 1 càc de floraline,1 œuf)

**Préparation:**  
Tout d'abord commencer

par mixer les oignons, les tomates, la coriandre fraîche et l'ail, mettre cette préparation dans le couscoussier puis ajouter l'huile, la coriandre moulue, le sel, le paprika, le ras el hanout, le poivre, la harissa et la viande d'agneau puis les pois chiches faire mijoter cette préparation à feu moyen pendant environ 15 minutes en remuant régulièrement et en ajoutant un verre d'eau si besoin (si ça accroche). pendant ce temps préparer le cardon: couper des morceaux en prenant soin de bien enlever les fils et les mettre dans un mélange eau et lait afin

qu'ils ne noircissent pas une fois que la sauce a bien mijoté, couvrir entièrement avec de l'eau (environ 2 à 3 l ) dès que la sauce boue ajouter les cardons, la pulpe (ou le concentré de tomate) et le piment et laisser cuire 1h pendant ce temps préparer les graines de tltli: mettre les langues d'oiseaux dans 1 guessra (c'est 1 genre de grande bassine pour travailler le couscous) ou un grand saladier y ajouter 2 càs d'huile et travailler rapidement avec les mains.

**Gâteau du Jour**

**Gâteau pommes à la noix de coco**

**INGRÉDIENTS**

- 150 gr de farine tamisée
- un sachet de levure chimique
- 3 oeufs
- 85 gr de sucre en poudre
- 85 gr de beurre doux ou demi sel fondu
- 50 gr de noix de coco râpée
- 1 yaourt nature de 125 gr perso j'ai mit une perle de lait) ou bien 6 à 7 càs de lait si vous n'avez pas de yaourt
- 3 pommes
- sucre glace

Mettre dans un saladier les oeufs entiers avec le sucre en poudre et le sucre vanillé, puis fouetter avec un fouet manuel pendant 1



minute, puis ajouter la farine et la levure ainsi que la noix de coco râpée et le yaourt (ou le lait), puis mélanger énergiquement toujours avec fouet, puis faire fondre le beurre et l'ajouter à la préparation, éplucher 2 pommes et les couper en tranches épaisses puis les mélanger à la pâte, et beurrer un moule à manqué ou un moule à génoise de 20 cm (c'est ce que j'utilise), et déposer tout autour un peu de coco râpée, puis verser la pâte, et déposer par dessus des grosses tranches de pommes, et mettre au four préchauffé à 180° pendant 40 à 45 minutes, chaque four est différent alors n'hésitez pas à vérifier la cuisson à l'aide de la lame d'un couteau et poursuivre la cuisson si besoin puis sortir le gâteau du four et laisser le tiédir puis démouler et saupoudrer de sucre glace

**Conseil du jour**

Pour dégonfler le ventre, privilégiez une alimentation équilibrée, riche en fibres et en probiotiques, et pratiquez régulièrement des exercices physiques. La gestion du stress est également importante. En cas de symptômes graves, consultez un médecin pour un diagnostic précis et un traitement approprié.

**Le saviez-vous ?**



5 BLOCAGES MENTAUX HUMAINS LES PLUS COURANTS QUI PEUVENT NUIRE À LA #PROGRESSION ET L'ATTEINTE DE SES OBJECTIFS (PHYSIQUES ET MENTAUX)



**Bon à savoir !**

**Les symptômes du syndrome de l'intestin irritable**

Le mal de ventre est le symptôme le plus fréquent dans le syndrome du côlon irritable. La douleur abdominale se caractérise par une sensation de spasme ou de crampe et se situe habituellement au niveau des fosses iliaques droite et gauche ou dans la région de l'ombilic.



**Astuce du jour:**

**astuces à piquer aux coiffeurs professionnels**

- Démêlez toujours vos cheveux avant le shampoing. ...
- Pré-séchez vos cheveux avant de les coiffer. ...
- Travaillez de façon ciblée avec vos appareils chauffants. ...
- Utilisez un peigne fin pour les finitions de vos lissages. ...
- Appliquez un produit de construction pour un maximum de tenue.

**CITATION DU JOUR**

« Le courage n'est pas l'absence de peur, mais la capacité de vaincre ce qui fait peur. »

**Le Courrier**

Quotidien national d'information  
Édité par l'Eurl Millénum Presse

**Siège social :**  
Maison de la presse Kouba - Alger  
**R.C. :** N° 01 B 00 151 30  
**Compte bancaire :**  
BNA Zirout Youcef N° 300 101 600

**Directeur de la publication-gérant :**  
Ahmed TOUMIAT  
**Administration-publicité :**  
Tél. / Fax. : 023 70 94 27  
**Rédaction :**  
Tél. : 023 70 94 35  
023 70 94 22  
023 70 94 30  
023 70 94 31  
Fax. : 023 70 94 26  
**Composition :**  
PAO Le Courrier d'Algérie

« POUR VOTRE PUBLICITE S'ADRESSER  
A : l'Entreprise Nationale de communication,  
d'Édition et de Publicité »  
Agence ANEP : 01, Avenue Pasteur Alger.  
Téléphone : 020-05-20-91 / 020-05-10-42  
Fax : 020-05-11-48/020-05-13-45 / 020-05-13-77  
E-mail : agence.regie@anep.com.dz  
programmation.regie@anep.com.dz  
agence.oran @anep.com.dz  
agence.annaba@anep.com.dz  
agence.ouargla@anep.com.dz  
agence.constantine@anep.com.dz

**Impression :**  
- Centre : SIA - Est : SIE  
- Ouest : SIO  
**Nos bureaux régionaux**  
**Tizi Ouzou :**  
3, Rue Capitaine Si Abdellah, immeuble Belhocine  
Tél./Fax. : 026 20 20 66  
**Oran :** 6, avenue Khedim Mustapha  
Tél./ Fax. : 041 39 45 73  
**Bouira :** Rue Gherbi Guemraoui - Immeuble  
Kheerouf -Bouira. Tél. / Fax. : 026 94 20 76

Les manuscrits, photographies ou tout autre document adressés à la rédaction ne peuvent faire l'objet d'une quelconque réclamation

Le Courrier d'Algérie informe ses lecteurs du changement de ses adresses électroniques et leur communique les nouvelles : lecourrierdalgérie@yahoo.fr redaction\_courrier@yahoo.fr

# Les courses en direct



**HIPPODROME BAZER SEKHRA- EL -EULMA**  
**SAMEDI 14 JUN 2025 - PRIX : ZAMANGO - PS.AR.NEE**  
**DISTANCE : 1 600M - DOTATION : 350 000 DA - DÉPART : 16H00**  
**TIERCÉ - QUARTÉ - QUINTÉ**

## Une épreuve à sensation forte

Ils seront 12 coursiers pur sang arabe de 4 ans et plu à se ranger sous les ordres du juge de départ ce samedi à l'hippodrome d'El-Eulma dans le prix Zamango qui servira de support PMU des trois formes de pari, tiercé, quarté et quinté. Une épreuve à caractère de bonne qualité où ils se donneront la réplique sur une distance de 1600m et où l'on relèvera une participation de coursiers compétitifs rompus à ce genre d'épreuve et qui peuvent venir participer sur la plus haute marche du podium, car presque tous les concurrents présents dans cette course ont des coefficients de réussite très élevés et cela par rapport à la condition de la course du jour réservée aux chevaux n'ayant pas gagné deux courses. C'est pour cette raison que ce pari sera très difficile à décortiquer comme on l'a mentionné, déjà que tous les chevaux présents ont une victoire dans leurs palmarès et cherchent tous la deuxième victoire. Pour cela, nous vous conseillons de vous baser et de voir du côté des jockeys ou entraîneurs les plus cotés en ce moment et de multiplier les martingales et jouer large.

### LES PARTANTS AU CRIBLE

**1. HAYTHAM.** Ce mâle alezan de 5 ans vient de sortir victorieux lors de sa dernière sortie sur un parcours de 1500m, sauf que cette fois, il est en présence de coursiers plus robustes.

**2. FARIDIX.** Méfiance, il y a une grande entente entre ce cheval et son jockey du jour Youcef Mouissi qui a réalisé avec lui de belles performances.

PROPRIÉTAIRE	N°	CHEVAUX	DRIVERS	POIDS	COR	ENTRAÎNEURS
D. LEMMADI	1	HAYTHAM (0)	MS. GUEHIOUCHE	56	5	MED. HAMIDI
S. MEKIDECHE	2	FARIDIX	JJ:Y. MOUISSI	56	2	A. DJEBBAR
B. NAIDJA SAHRAOUI	3	HOLM DILMI	A. HAMIDI	56	6	PROPRIÉTAIRE
ABS. LAHMICI	4	AFFILA	A. KOUAOUCI	55	11	PROPRIÉTAIRE
ML. ZAABOUB	5	MAOUAL EL BASRA	B. BERRAH	55	4	PROPRIÉTAIRE
S. BERRAH	6	DJAWAHIR EL MESK	CH. ATTALLAH	54	12	PROPRIÉTAIRE
L. ZAABOUB	7	KAISARA	O. CHEBBAH	54	9	PROPRIÉTAIRE
S. BERRAH	8	IZDHIHAR DAYEM	A. HEBRI	54	3	PROPRIÉTAIRE
D. LEMMADI	9	RIKHTAL EL HIDHAB	A. HADDOUCHE	54	1	MED. HAMIDI
N. BOUCHELAGHEM	10	NASR WATEN	AP:S. ATTALLAH	53,5	7	MED. HAMIDI
S. BERRAH	11	NARDJESSE EL MESK	AB. ATTALLAH	53	8	PROPRIÉTAIRE
A. LEHAS	12	AARJOUNA	JJ:MA. AIDA	52,5	10	CH. AIDA

**3. HOLM DILMI.** Au-dessous du lot.

**4. AFFILA.** Cette galopeuse est bien chouchoutée par son entourage, elle aura beaucoup de chances d'occuper une place à l'arrivée.

**5. MAOUAL EL BASRA.** ce jeune coursier a démontré de belles choses durant les meetings précédents, une place lui est réservée sur le podium.

**6. DJAWAHIR EL MESK.** Une galopeuse de grande capacité physique elle visera une autre victoire.

**7. KAISARA.** Vu ses dernières tentatives et vu le lot présent, pour cette jeune femelle, sa tâche ne sera pas facile.

**8. IZDHIHAR DAYEM.** Au-dessous du lot.

**9. RIKHTAL EL HIDHAB.** Rien de probant à son actif.

**10. NASR WATEN.** C'est vrai qu'il reste sur de mauvais résultats, ce protégé de l'efficace entraîneur Med hamidi, mais cette fois il peut créer la surprise.

**11. NARDJESSE EL MESK.** Cette belle femelle bai brune rompue à ce genre d'épreuve jouera un rôle important dans ce pari mutuel.

**12. AARJOUNA.** A toujours démontré de belles performances dans les parcours classiques comme celui du jour.

## DANS LE CREUX DE L'OREILLE

### MON PRONOSTIC

**6. DJAWAHIR EL MESK-11. NARDJESSE EL MESK - 4. AFFILA - 12. AARJOUNA- 5. MAOUAL EL BASRA**

### LES CHANCES

**2. FARIDIX - 10. NASR WATEN**

## Mots croisés

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1										
2										
3										
4										
5										
6										
7										
8										
9										
10										
11										
12										

### HORIZONTALEMENT

1 - On y fait acte de présence - Cheveux - 2 - Mélodie - 3 - Laisse rêveur - Écorce de chêne - Chef éthiopien - 4 - Expérience - Identiques - 5 - Fraîchement accueilli - Outil de traçage - 6 - Convention - Fin de participe - 7 - Code signifiant Pays Bas - Boisson anglaise - 8 - Affecta - Gendre du Prophète - 9 - Suit le docteur - Protectors - Fin de participe - 10 - Brasses - Blanche, il n'y a pas le feu - 11 - Théâtre algérien - Personnel - En tenue - 12 - Mercenaires.

### VERTICALEMENT

1 - Accords - 2 - Pomper - Consomme de l'énergie - 3 - Pion - Éreintant - Enjoué - 4 - Déchirure de la peau - 5 - Paresseux - Travaux dirigés - Cheville - 6 - Meurt une nuit d'hiver - Signe musical - Dieux des stades - Anonyme - 7 - Titane - Tellure - Aluminium - Fête religieuse - 8 - Incorrect - 9 - Chemin - Prise au cœur - 10 - Cribles - Déformées.

## Mots fléchés

Alertées	Échassier	Terminent les arrêts	Stables	A court d'argent
Éminents	Article	Ville allemande		Anonyme
Préférées à d'autres			Timbre	
Tableau			Conduite	
	Indique le lieu		Air	
	Battre le pavé		Associera	
Règle		Bouches à nourrir		Allonge
Épées				Sans chef
		Charge animale		
		Tache d'encre		
Fin de verbe		Tasse		
Plantation		Embêter		
				Stère
				Défaut
Arsenic	Viscère		Cheville	
	Fils de Noé		Désert	
	Pressa			Erbium
	Signe musical			
Révolution		Mise au courant		
Mal reçue au palais			Pilote	

## Mots masqués

Cette grille masque tous les mots de la liste. Rayez ces mots dans tous les sens, de haut en bas, de bas en haut, de gauche à droite et de droite à gauche, horizontalement, verticalement ou diagonalement. Les lettres restantes vous donneront la solution qui correspond à la définition suivante :

### Barbarie (10 lettres)

V	N	V	E	C	N	A	V	A	E	U	S	S	I	A	S	L	S
N	I	I	E	T	U	E	M	E	E	T	N	O	H	R	A	O	L
S	I	T	L	M	A	I	E	T	E	L	I	G	E	T	U	E	A
U	R	A	A	A	N	E	R	R	A	J	D	I	E	R	E	S	I
L	U	S	B	L	M	F	E	L	I	N	T	L	D	A	D	I	D
C	P	O	R	R	E	N	O	T	E	J	E	T	D	E	R	L	D
E	M	I	E	E	M	E	N	R	O	M	P	E	R	R	O	A	N
R	I	N	M	I	I	E	T	R	E	P	P	L	O	I	H	V	U
E	T	N	R	T	T	E	R	V	I	V	U	R	C	A	D	E	O
T	G	I	O	L	L	I	V	R	E	N	O	U	E	V	N	T	R
N	I	A	F	A	U	E	R	U	S	U	H	O	R	O	A	R	E
I	O	P	C	T	T	E	N	N	O	B	J	T	L	R	E	P	
O	D	O	I	A	R	E	N	R	U	I	D	T	A	O	G	N	U
P	I	R	L	E	I	E	S	I	A	I	N	S	N	R	I	I	O
N	C	E	R	E	N	I	S	U	E	N	G	I	L	E	G	S	C
E	N	R	M	E	N	I	A	S	G	R	U	O	B	E	I	O	E
T	A	D	A	I	S	S	I	S	S	A	E	M	I	R	F	R	N
N	T	E	L	A	G	E	T	R	A	H	C	T	E	F	F	E	O

**N. B. : une même lettre peut servir plusieurs fois**

**ALTIER - ASSIS - AVANCE - BAIN - BONNET - BOURG - CHARTE - COUPE - COIN - DAIS - DIURNE - DOIGT - ECRIT - EFFET - EMEUTE - FELIN - FORMER - FRIME - GALET - GILET - GRAND - HONTE - HORDE - HOUPPE - IMPUR - INERTE - ISSUE - JARGON - JARRE - JETON - LAID - LETAL - LIGNE - MAIE - MALIN - MORNE - NARRER - NERVI - NIAISE - ORIENT - OURLET - OVAIRE - PAIN - PERTE - POINTE - RECLUS - RECORD - ROUND - SAINE - SOIN - SOURD - TALENT - TIERS - TOISE - ULTIME - USINE - USURE - VALISE - VITAL - VIVRE.**

## Solutions du précédent numéro

### MOTS CROISÉS

#### HORIZONTALEMENT :

1. Collatéral - 2. Onéreux - Ai - 3. Nie - Deon - 4. Cr - EE - Ruée - 5. Ions - Scier - 6. LMD - Soir - 7. la - Gê - Semi - 8. Acte - Te - An - 9. Tiercé - Or - 10. Iéna - Esses - 11. One - Item - 12. Narthex - S.S.

#### VERTICALEMENT :

1. Conciliation - 2. Oniromancie - 3. Lee - N.D - Ténor - 4. Lr - Es - Gérant - 5. Aède - Se - Eh ! - 6. Tué - So - Tee - 7. Exorcise - Six - 8. Nuire - Ost - 9. AA - EE - Marées - 10. Libertin - SMS.

### MOTS FLÉCHÉS

#### HORIZONTALEMENT :

Fortuite - Doubter - Fe - Do - Pet - Les - Mie - Étals - Dodue - Usée - Nervi - S.S - Ôte - Énée - Assignées - N.D - Blet - Ti - En - Sn - Tan - Oser - Unité.

#### VERTICALEMENT :

Rodomontades - Ro - Idées - Né - Stupeur - Sb - Utes - Éveils - Diète - Ingénu - Tr - Tu - Ent - Dé - Lasses - Ti - Fêlés - État - Pressé - Usine.

### MOTS MASQUÉS SUBTILISER

## Mila: placement en détention provisoire du propriétaire d'une agence fictive faisant la promotion de vente de voitures

Le juge d'instruction près le tribunal de Mila a ordonné, jeudi, le placement en détention provisoire d'un individu pour avoir fait la promotion de vente de voitures et de motos à travers une agence fictive sur les réseaux sociaux, indique un communiqué du parquet de la République près ce tribunal.

"Conformément aux dispositions de l'article 11 du Code de procédure pénale, le procureur de la République près le tribunal de Mila informe l'opinion publique que, suite à des plaintes déposées par un groupe de citoyens indiquant avoir remis des sommes d'argent au propriétaire d'une page Facebook intitulée "Wakalat Elbaraka litaksit" (agence El baraka de vente avec facilité de paiement), après la promotion faite par ce dernier sur cette page, de vente par facilité de voitures neuves de marque Fiat et de motos, il a été procédé à l'ouverture d'une enquête préliminaire, ayant abouti à l'arrestation du dénommé (Z.DJ), propriétaire de la page et de l'agence qui s'est avérée fictive, l'intéressé ne possédant aucune agence de vente de voitures et de motos", précise la même source.

Suite à quoi, le suspect a été présenté devant le parquet de la République près le tribunal de Mila en date du 12 juin 2025 et a été poursuivi, à l'issue d'une enquête judiciaire, pour "délit d'escroquerie et d'arnaque de plus de trois personnes".

## Plus de 6100 comprimés psychotropes saisis à El-Meghaïer

Les services de la sûreté de wilaya d'El-Meghaïer représentés par la sûreté de daïra de Djamaa ont saisi 6.140 comprimés psychotropes de type "Pré-gabaline 300 mg" et arrêté un individu, a indiqué vendredi un communiqué de ce corps constitué. Cette opération a été réalisée suite à des investigations sur le terrain ayant permis l'interpellation d'un individu à bord d'une camionnette en provenance d'une wilaya du Sud, tandis que la fouille minutieuse du véhicule a conduit à la découverte de la marchandise prohibée, soigneusement dissimulée dans des cavités aménagées à cet effet. Un dossier pénal a été élaboré à l'encontre du mis en cause, qui a été déféré devant le procureur de la République près le tribunal de Djamaa.

## Saisie de plus d'un quintal de drogue de type Ecstasy à bord d'un véhicule en provenance du port de Marseille

Les éléments du service régional de lutte contre le crime organisé d'Oran, ont démantelé un réseau criminel international organisé, opérant depuis le Maroc et l'Europe jusqu'en Algérie, et arrêté trois (3) de ses membres, avec saisie de plus d'un (1) quintal de drogue de type "Ecstasy", indique jeudi, un communiqué de la Direction générale de la Sûreté nationale. Cette opération ayant abouti à la saisie de "306960 comprimés de drogues dures +Ecstasy+ pour un poids total d'un (1) quintal et 25kg, a été menée suite à des investigations de terrain, qui ont permis aux enquêteurs du service, de déjouer le plan criminel d'un réseau organisé, dirigé par un baron activant entre le Maroc et l'Europe, qui projetait d'introduire une importante quantité



de drogues dures (Ecstasy), depuis le port de Marseille (France), vers le Port d'Alger", précise le même source. Les investiga-

tions ont permis d'identifier les caractéristiques du véhicule et de suivre son itinéraire pour atteindre les autres membres du

réseau", ajoute le communiqué, précisant que le chauffeur chargé de l'acheminer vers le territoire national, a été intercepté alors qu'il s'apprêtait à le remettre à une autre personne au niveau d'un des quartiers d'Alger". La fouille du véhicule s'est soldée par la saisie de cette importante quantité de drogues dures qui était soigneusement dissimulée dans des cachettes aménagées à cet effet.

L'extension du cercle des investigations, sous la supervision du parquet territorialement compétent, a permis d'identifier et d'arrêter le troisième suspect". Les mis en cause ont été présentés devant le procureur de la République près le Pôle pénal spécialisé de Sidi M'Hamed (Alger) à compétence territoriale étendue.

## Plus d'un tiers des stocks mondiaux de poissons marins restent surexploités, selon la FAO

L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a indiqué que 35% des stocks mondiaux de poissons marins souffraient toujours de surexploitation malgré une amélioration progressive. Ces conclusions ont été publiées mercredi dans l'Étude sur l'état des ressources halieutiques marines mondiales 2025, qui a été dévoilée au cours de la Conférence des Nations unies sur les océans. Le rapport a révélé que si 64,5 % des stocks de poissons marins étaient exploités à un échelle biologiquement durable, 35,5 % continuaient de subir des pressions liées à la surpêche. La FAO a souligné que la surpêche mondiale avait augmenté d'environ 1% par an ces dernières années. Les régions appliquant des stratégies de gestion durables et scientifiques ont cependant enregistré des progrès notables. Le Pacifique Nord-Est affiche ainsi un taux de durabilité de 92,7%, suivi du Pacifique Sud-Ouest avec 85 %

## Secousse tellurique de 3,3 degrés dans la wilaya de Sétif

Une secousse tellurique de magnitude 3,3 degrés sur l'échelle de Richter a été enregistrée vendredi à 12h12mn dans la wilaya de Sétif, indique un communiqué du Centre de recherche en astronomie, astrophysique et géophysique (CRAAG). L'épicentre de la secousse a été localisé à 4 km au sud-est de Ait Tizi dans la même wilaya, précise la même source.

## Arrestation de cinq individus ayant cambriolé une bijouterie à Ben Aknoun (Alger)

Les services de la sûreté de la wilaya d'Alger ont procédé, au cours de la semaine écoulée, à l'arrestation de cinq individus pour avoir cambriolé une bijouterie à Ben Aknoun, a indiqué, jeudi, un communiqué de ces services. "Les éléments de la Brigade de lutte contre la grande criminalité de la 3ème Division de la police judiciaire, ont procédé à l'arrestation des suspects pour leur implication



dans le cambriolage d'une bijouterie dans la commune de Ben Aknoun", précise la même source. L'opération fait suite à "un

appel parvenu au Centre de commandement et de contrôle (CCC) de la sûreté de la wilaya d'Alger, signalant qu'une bijouterie, dans la commune de Ben Aknoun, avait été cambriolée à l'aide d'armes blanches prohibées, dont les auteurs avaient tenté de s'enfuir à bord de motocycles". "Les investigations approfondies menées sur le terrain ont permis d'identifier et d'arrêter

les cinq suspects, de récupérer des bijoux en métal jaune, six téléphones mobiles, des armes blanches prohibées de différents types et calibres, outre des outils utilisés dans cette opération de vol", ajoute la même source. En outre, "deux motos utilisées dans le vol et deux casques utilisés pour la dissimulation, ont été récupérés, poursuit la même source, notant qu'"après l'achèvement des procédures légales, les suspects ont été présentés devant les juridictions territorialement compétentes pour constitution d'une association de malfaiteurs en vue de la préparation d'un crime, vol avec circonstances aggravantes, et violence avec usage d'armes blanches prohibées".

## Oran: des activités scientifiques à l'occasion de la Semaine internationale des archives à partir de lundi prochain

Des activités scientifiques seront organisées à Oran, du 16 au 19 juin en cours, par la Direction générale des Archives nationales (DGAN), à l'occasion de la Semaine internationale des archives, a-t-on appris des organisateurs. Le programme de cette semaine, dont les activités débiteront, lundi prochain, avec la participation des secteurs concernés, comprendra des conférences, des hommages à des personnalités algériennes influentes au niveau international dans le domaine des archives, ainsi que l'inauguration d'une exposition dédiée à la Semaine internationale des archives, a fait savoir la même source.

À cette occasion, une conférence sera organisée sur le thème "Le rôle de la Direction générale des Archives nationales aux niveaux national, régional et international", ainsi qu'une autre intitulée "Les activités du service des archives de la wilaya d'Oran dans la valorisation de la recherche scientifique". Par ailleurs, des journées portes ouvertes sur les archives de la wilaya d'Oran seront également prévues. Dans le cadre de la célébration de cette semaine, une session de formation sur les archives judiciaires sera organisée, ainsi qu'un colloque international sur les archives conservées dans le monde arabe et islamique, indique-t-on.

## EXPRESS- HISTORIQUE

### Rusé (2)



## AUX POINGS

«Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, accorde un intérêt particulier au développement et à la modernisation des radios, comme c'est le cas de celle de Bechar et Béni-Abbès, qui est une radio locale pionnière et avant-gardiste»

Mohamed Meziane, ministre de la Communication





Dans la journée : Dégagé  
Vent : 16 km/h  
Humidité : 47 %



Dans la nuit : Dégagé  
Vent : 13 km/h  
Humidité : 59 %

Dohr : 12h49  
Assar : 16h40  
Maghreb : 20h12  
Îcha : 21h53

Dimanche 19 dou  
el Hidja 1446  
Sobh : 03h37  
Chourouk : 05h29

ALLIANCE DES RÉSEAUX MAROCAINS DE TRAFIC DE DROGUE  
AVEC LES CARTELS SUD-AMÉRICAINS

## La "Mocro-maffia" prend en otage l'Europe

Les réseaux maffieux marocains de trafic de drogue, qui ont pris le contrôle du marché européen des stupéfiants ont fait jonction avec les cartels sud-américains pour une meilleure coordination de leurs activités criminelles. Aujourd'hui les méfaits de cette nébuleuse sont multiples : trafic de drogue, crime organisé, racket, blanchiment d'argent sale et même la contrebande d'armements.

Dans un article paru sur son édition de jeudi, le quotidien espagnol El Periodico de Ceuta a indiqué que les organisations criminelles au Maroc, premier producteur mondial de haschisch, ont adopté les tactiques des cartels connus dans ce domaine, notamment d'Amérique latine, pour étendre leur influence et transporter leur drogue vers l'Europe en utilisant de puissants bateaux. Le journal affirme que le Maroc est un important producteur de haschisch et ses organisations criminelles ont adopté les tactiques des cartels connus dans ce domaine, notamment d'Amérique latine, pour étendre leur influence, précisant que le haschisch est souvent transporté vers l'Europe par de puissants bateaux de drogue. Or, ce que soulignent d'autres sources est qu'il s'agit en fait d'une conjonction des efforts et de la logistique entre les réseaux marocains et leurs nouveaux alliés les cartels sud-américains. Cette « entente » s'explique par le fait que les réseaux maffieux marocains offrent leurs services et leur logistique aux producteurs sud-américains de cocaïne moyennant la cession de tout les grands marchés européens de haschich. C'est une collaboration avérée et dénoncée par plusieurs polices européennes qui avaient tiré la sonnette d'alarme sur cette « alliance diabolique ».

Sous le titre "Le triangle de la drogue : Costa del Sol, Gibraltar et Maroc" El Periodico écrit que le littoral espagnol de Costa del Sol en Andalousie (sud) est devenu un épice de trafic de drogue en Europe, relevant que son climat ensoleillé et ses plages paradisiaques font de cette région un pôle d'attraction pour le crime organisé. Dans ce contexte, il a souligné que la "Mocro Maffia", organisations criminelles d'origine marocaine basées aux Pays-Bas et en Belgique, a trouvé sur la Costa del Sol un terrain d'activité idéal, notant que son influence s'étend des Pays-Bas au sud de l'Espagne, consolidant son pouvoir sur le trafic de drogue. Et cette puissance des



Ph : DR

réseaux marocains a trouvé en les cartels et leurs relais en Europe un puissant soutien qui leur permet aujourd'hui de disposer d'un marché étendu, de réseaux de blanchiment d'argent, d'une vaste organisation de tueurs à gages et de relais dans certaines assemblées locales en Europe qui leur permettent d'agir en terrain conquis. Le journal espagnol a notamment expliqué que le triangle formé par Costa del Sol, Gibraltar et le Maroc représente un défi majeur pour les autorités européennes dans leur lutte contre le trafic de drogue. Il a souligné à cet égard que le détroit de Gibraltar, de par son statut de paradis fiscal, offre un refuge sûr pour le blanchiment d'argent, l'auteur de l'article a indiqué que "les trafiquants de drogue peuvent y créer facilement des sociétés, facilitant ainsi le blanchiment des fonds issus du trafic de drogue. D'autres sources affirment également que l'alliance « Réseaux marocains-Cartels sud-américains » a fait des Iles Canaries, un « hub » qui leur permet de contrôler tous les mouvements de drogue produites en Amérique du sud, convoyée vers le Maroc puis acheminée vers l'Europe, via des drones, des sous-marins de poche, des Go Fast et tout autre moyen de convoyage vers le sud de l'Espagne puis vers toute l'Europe.

Il y'a lieu de rappeler qu'au début du mois de mai dernier, la Garde civile espagnole avait annoncé le démantèlement d'un réseau criminel de trafic international de drogue impliquant le Maroc, dans les provinces d'Almeria et de Grenade, en Andalousie, ayant la capacité de transporter du haschisch et de la cocaïne à grande échelle. Ces derniers mois, plusieurs réseaux de trafic de drogue impliquant le Maroc ont été démantelés par la Garde civile espagnole, dans le cadre de la lutte contre le trafic de stupéfiants en provenance du Maroc, premier producteur

mondial de haschisch et source principale d'approvisionnement pour le marché européen. Les polices européennes tentent d'ailleurs aujourd'hui de coordonner leur action pour tenter de démanteler la nébuleuse qui est en train de se mettre en place grâce à une grande collaboration entre les réseaux marocains de trafic de drogue, notamment la Mocro Maffia de Ridouan Raghi actuellement incarcéré dans une prison hollandaise et les cartels sud-américains qui ont pu retrouver un regain de vitalité après les coups durs portés par le FBI et les polices des pays considérés comme producteurs de cocaïne (Colombie, Mexique, Bolivie, et même à un degré moindre le Brésil).

Slimane B.

PRÉVENTION  
ET SENSIBILISATION  
CONTRE LA DROGUE  
**Mme Hamlaoui**  
**reçoit le DG**  
**de l'ONLCDT**

La présidente de l'Observatoire national de la société civile (ONSC), Mme Ibtissem Hamlaoui, a reçu, le Directeur général de l'Office national de lutte contre la drogue et la toxicomanie, M. Tarek Kour, avec qui elle a échangé les vues sur les mécanismes permettant de renforcer les efforts de sensibilisation et de prévention contre le fléau de la drogue, a indiqué un communiqué de cette instance. Lors de cette rencontre, Mme Hamlaoui a mis l'accent sur « la mobilisation et l'engagement des acteurs de la société civile à accompagner les efforts de l'Etat visant à endiguer ce phénomène dangereux qui menace les jeunes », assurant que « l'Observatoire est disposé à travailler de concert avec l'ensemble des instances et organismes concernés », selon le communiqué. Pour sa part, M. Kour a salué « le rôle central de la société civile, notamment en matière de sensibilisation et de signalement et les initiatives, actions de solidarité et autres activités lancées dans ce cadre par l'ONSC ». A cette occasion, les deux parties ont évoqué les préparatifs en cours pour la célébration de la Journée internationale contre l'abus et le trafic de drogues, prévue pour le 26 juin en cours, insistant sur « l'importance de l'unification des efforts et de l'ancrage du travail participatif pour faire face à ce fléau qui menace l'avenir des générations », a conclu la même source.

L. Zeggane

LE DGSN REÇOIT L'AMBASSADEUR DE MAURITANIE  
EN ALGÉRIE

### Renforcer la coopération entre les polices des deux pays

Le Directeur général de la Sûreté nationale, Ali Badaoui a reçu, mercredi, l'ambassadeur de la République islamique de Mauritanie auprès de l'Algérie, Sidi Mohamed Abdallah, avec lequel il a évoqué les voies et moyens de renforcer la coopération entre les Polices des deux pays, a indiqué un communiqué de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN). « Dans le cadre de la coopération bilatérale entre les Polices algérienne et mauritanienne, Badaoui a reçu, au siège de la DGSN, l'ambassadeur Mohamed Abdallah, avec lequel il a évoqué les voies de renforcer les domaines de coopération et de partenariat entre les Polices des deux pays, et d'appuyer les mécanismes de coordination conjointe, notamment dans les domaines de la formation, de l'entraînement et de la Police scientifique », précise le communiqué.

Ania N.

CORPS DES DIRECTEURS DE LA PROTECTION CIVILE  
**Merad opère un mouvement partiel**

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Brahim Merad, a opéré, après approbation du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, un mouvement partiel dans le corps des directeurs de la Protection civile, a indiqué un communiqué du ministère. D'après la même source, « dans le cadre du mouvement périodique des cadres de la Protection civile, et après approbation de Monsieur le président de la République, M. le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire a opéré un mouvement partiel dans le corps des directeurs de la Protection civile, et ce sur proposition de M. le directeur général de la Protection civile ». Ce mouvement, qui a touché des directeurs « occupant des fonctions supérieures au niveau de 15 wilayas, intervient comme suit : la promotion de huit officiers supérieurs au poste de directeur de wilaya, la mutation de six directeurs de wilaya, la mise à la retraite de deux directeurs de wilaya et la fin de fonctions pour sept directeurs de wilaya », a précisé le communiqué.

L. Zeggane

SOUS-RIRE

Émeutes à Los Angeles ...

